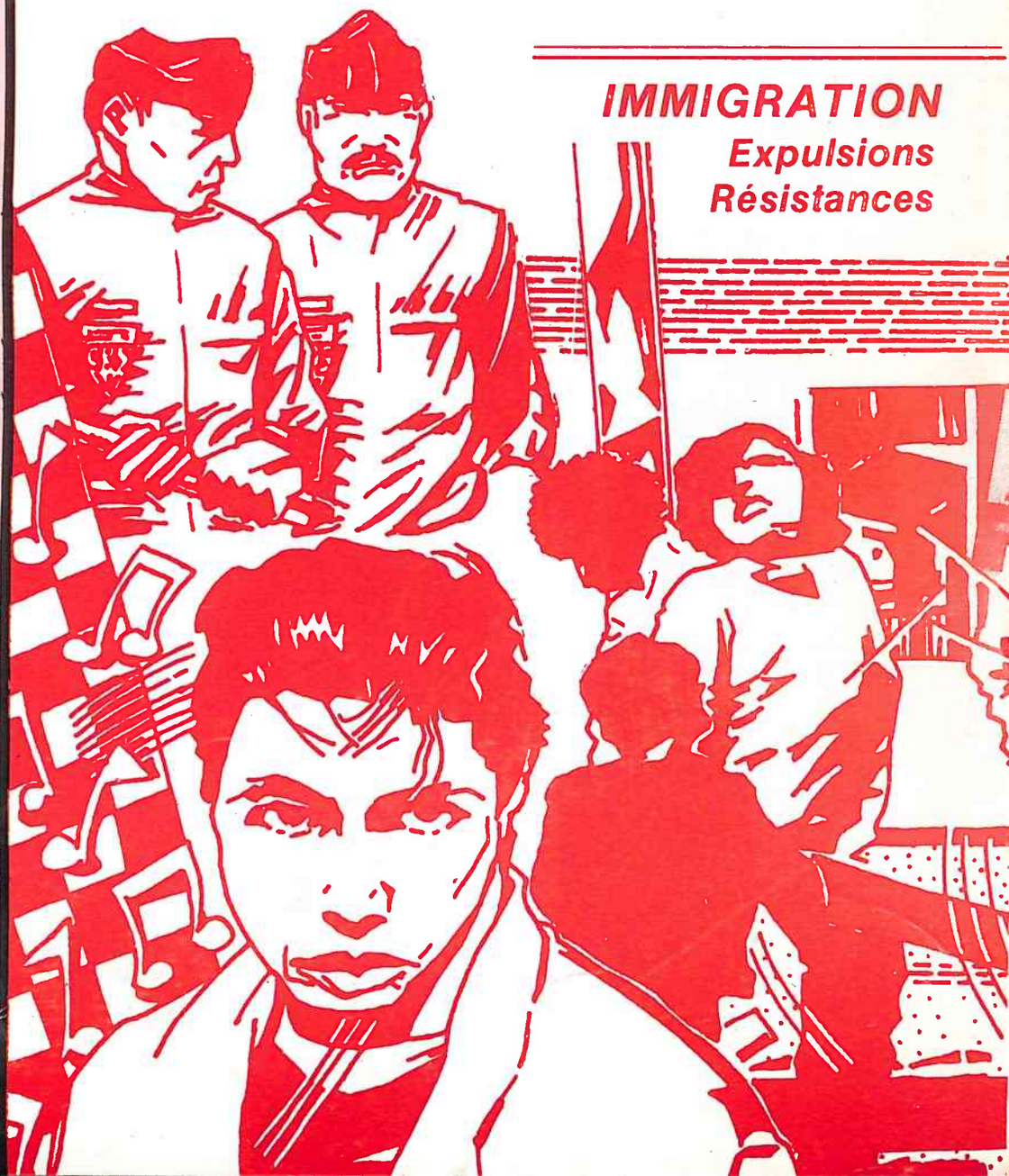
61
DÉCEMBRE 1986 - 15 Francs

courant alternatif

MENSUEL ÉDITÉ PAR
L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

IMMIGRES, CHOMEURS ...

...L'ETAT TERRORISE.



IMMIGRATION
Expulsions
Résistances

NICARAGUA
Réforme agraire
Offensive de la Contra

COLOMBIE
Auto-organisation indienne

ANTINUCLEAIRE
des labos indépendants ?

AUTOMOBILE
Restructurations

SOMMAIRE:

CONTACTS

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST
- OCL/Egregore
  BP 1213
  51058 REIMS cedex

BOURGOGNE
- MDPL
  BP 2616
  21056 DIJON cedex

SUD-EST
- OCL c/o CNT
  BP 160
  13634 ARLES cedex
- LA GALÈRE
  BP 117
  06333 GRASSE cedex

SUD OUEST
- ACRATIE
  BP 23
  64130 MAULÉON

RÉGION PARISIENNE
- RUPTURE
  BP 1
  94501 CHAMPIGNY/Marne cedex
- OCL/CA
  Chez Félix
  65 rue Bichat
  PARIS 75010

NORMANDIE
- ASTEVEMU
  BP 170
  14000 CAEN cedex

CENTRE
- LA COMMUNE
  BP 1228
  45002 ORLÉANS cedex

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE
- OCL/L'encre y est
  33 Place d'Alger
  72000 LE MANS
- LA GALÈRE
  BP 1917
  37019 TOURS cedex

EDITO

. . . . . p. 3

Petit voyage au coeur du terrorisme national . . . . . p. 4

FAITS ET CAUSES

Interview : contraception . . . . . p. 5 à 7
Pour une info objective . . . . . p. 8 à 9
Les Verts au pré . . . . . p. 10 à 11
Travaux sur l'énergie . . . . . p. 12/13

GARDONS LA FORME

Quand l'immigration prend ses affaires en main . . p. 14/15
Du Nord à Barbès . . . . . p. 16/17
Les raisons objectives de la lutte anticléricale . . . p. 18/19
Un mouvement à R.V.I. Blainville . . . . . p. 20/21

PEUPLES EN LUTTE

Colombie : le CRIC . . . . . p. 22/23
Nicaragua : évolution de la réforme agraire . . . . . p. 24/25
La Contra attaque . . . . . p. 26

TOUCHONS LE FOND

La révolution en question . . . . . p. 26 à 30

LU

Tête de Turc . . . . . p. 31 à 33
Etat des lieux, Et la politique bordel !
L'O.C.L. s'explique . . . . . p. 34

Mouvement . . . . . p. 33/36

ABONNEZ VOUS

ABONNEMENT

1 an (10 numéros)	140 francs
En nombre pour la diffusion :	
2 exemplaires	260 francs
3 exemplaires	360 francs
5 exemplaires	560 francs
10 exemplaires	1 000 francs
15 exemplaires	1 500 francs
La collection complète de Courant Alternatif imprimée (depuis le numéro 9)	450 francs

Chèque à l'ordre de Denis JEAN
O.C.L./Egregore. BP 1213, 51058 REIMS cedex
Pour les paiements hors de France :
CCP La Galère. 38-77-P - Chalons/Marne

COURANT ALTERNATIF
N° 61 Décembre 1986
Mensuel Communiste Libertaire
Correspondance
OCL/Egregore
BP 1213 51058 Reims cedex
Dir. Pub. Lassaux
Imp. Atelier graphique Reims
Photocompo. Lantzer Ossas
Dépot légal 47693
Com Par. 63627
ISSN 0249 - 3195

Ce numéro a été préparé et maquetté à Lyon. Fin novembre la C.J s'est tenue à Caen pour préparer le numéro de Janvier. Fin décembre elle aura lieu à **Reims.**

ÉDITO

Si aucune des politiques économiques menées depuis 73 n'a pu se prévaloir de résultats significatifs dans la lutte contre le chômage, c'est que sciemment le problème fut mal posé : l'intérêt du capital n'étant pas le maintien du plein emploi mais l'augmentation de ses profits.

Dans un premier temps il transfère ses usines dans un pays où la misère garantit une main-d'œuvre bon marché.

Aujourd'hui, la robotisation s'avère plus rentable que les "crève-la-faim", il rapatrie capitaux et moyens de production.

Alors, vous pensez bien que le plein emploi, il vous le met là où ça l'arrange.

Du plan Barre aux S.I.V.P. en passant par le plan Fabius (TUC), les faits n'en sont que plus parlants :

— augmentation du chômage (1,4 million en 79, 2,6 millions en 86)

— chômeurs ayant le CAP : 8 % en 73 et 45 % en 83

— 972 900 personnes n'ont aucune indemnité de chômage, soit 36,8 % des chômeurs.

Et ils osent nous parler de société plus solidaire, de formation qui débouchera sur un emploi...

Bien entendu, une telle société se doit d'être cachée, déformée, niée. Alors on multiplie les statistiques, les catégories sociales, les actions en faveur des demandeurs d'emploi de longue durée, des femmes, des jeunes, des plus de 40 ans, des immigrés, etc.

La structuration de l'emploi est bouleversée : intérim, TUC, SIVP, contrat à durée déterminée, temps partiel à 1/4, 1/3 ou 1/2 temps, travail à domicile, travail au noir, sous traitance...

L'aide aux patrons, elle, est efficace :

— subventions en tous genres

— prise en charge partielle ou totale de salaire

— charges sociales payées par l'Etat (de 25 % à 100 %)

Dans ces conditions, les nouveaux héros des temps modernes (les patrons) ont du "mérite" à embaucher.

Tapie, fer de lance new look du patronat, va jusqu'à médiatiser leur bonne volonté de nous sortir de notre misère. Avec son nouveau jeu télévisé, le gagnant ne part plus avec un magnétoscope mais avec un "vrai boulot" ! Pour les autres, l'espoir fait vivre.

Selon le CNPF, les vrais responsables de la crise, c'est nous.

Et oui, la société évolue. Sachez vous adapter : flexibilité, mutation, chômage préparant une meilleure embauche, sauvetage de l'entreprise...

La lutte de classes, c'est le XIXe siècle.

Dans ce contexte de guerre pour l'emploi, on assiste à des comportements de repli, d'égoïsme, de lutte pour la survie où l'autre est l'ennemi.

C'est ainsi que l'on tend à créer une certaine morale selon laquelle chacun, grâce à son mérite, en acceptant de petits boulots, gagnera petit à petit la confiance de ses chefs, de son patron, prouvant que l'on peut lui faire confiance pour un emploi définitif.

Face à cette attaque frontale, le mouvement ouvrier a abandonné le terrain des luttes sociales (6 fois moins de journées de grève en 85 qu'en 74) pour privilégier la stratégie politique, visant à prendre la direction de l'Etat. Le résultat est connu : échec sur toute la ligne.

"Avoir 20 ans dans la détresse" titrait *Le Monde* en juin 86. Plus de 800 000 jeunes à la recherche de n'importe quel boulot dans n'importe quelle condition. Il y a là quelque chose qui dépasse le drame personnel : le pouvoir, en créant une nouvelle situation économique, espère retrouver une main-d'œuvre soumise et malléable à souhait.

Mais ce bouleversement qui modifie aussi les structures sociales, réduit le contrôle des syndicats et des partis de "gauche", est aussi porteur de "nombreux risques". De nouveaux champs d'intervention sociale peuvent être créés et de ce fait, échapper à tout contrôle. C'est pourquoi se met en place tout un arsenal répressif : social, policier, alors que le niveau des luttes est au plus bas.

Bref, on se prépare à écraser dans l'œuf tout mouvement spontané ou tentative d'organisation sociale autonome.

Affaire à suivre...

PETIT VOYAGE AU CŒUR DU TERRORISME NATIONAL ET DE L'INSÉCURITÉ

Chronique mensuelle

Nous continuons à publier, comme nous le faisons depuis octobre 86, la liste des méfaits, vols, violences, trafics divers commis par les flics et les militaires, ces gardiens de l'ordre et de la sécurité.

La liste s'allonge encore donc ce mois-ci ; pourtant, forcément incomplète, elle ne contient que ce qui passe la barre des média... et n'échappe pas à notre vigilance...

7 octobre 1986 : Le policier parisien Gerbier est inculpé de « violence et voie de fait avec préméditation » pour avoir obligé une Ivoirienne de 16 ans à se déshabiller devant lui sous prétexte de « fouille anti-drogue ». Ce même policier avait été impliqué dans une affaire de disparition d'argent, après un différend avec un automobiliste, le 18 juillet 86. L'affaire avait été alors passée sous silence.

20 octobre 86 : Des policiers des Bouches-du-Rhône tirent sur une voiture qu'ils croyaient suspecte, la passagère s'en tire avec une blessure légère au front.

21 octobre 1986 : Daniel Legal, inspecteur principal de la police judiciaire de Grenoble **tue une jeune femme**, lors d'une perquisition faite dans le cadre d'une affaire de stupéfiants. Le policier a été laissé en liberté.

24 octobre : Un militaire parachutiste de Tarbes **tue** une prostituée à Pau. Celle-ci s'était moquée de sa « défaillance sexuelle ».

25 octobre : Trois policiers en civil enlèvent un collégien algérien et le battent au commissariat.

27 octobre 86 : Un policier marseillais est écroué pour séquestration de personne et extorsion de fonds.

28 octobre : Gaussens, gardien de la paix et militant du syndicat d'extrême droite de la police, qui avait été révoqué suite à la manifestation contre Badinter de juin 83, puis réintégré dans la police le 28 mars dernier, vient d'être suspendu par Pandraud. Il était directeur d'une société de gardiennage privée parisienne, Orion international, mise en cause après son intervention musclée contre des grévistes à Lyon, le 21 octobre 86. Une procédure disciplinaire est en cours contre Gaussens.

29 octobre : La CRS 14 de Bordeaux a fait des siennes durant sa « mission » en Kanaky : trafic des intallations de la police, détérioration de matériel d'Etat, intrusion dans les réseaux de communication de la DST et du Haut commissariat en Nouvelle-Calédonie ; atteinte, en bref, à la sûreté de l'Etat.

30 octobre : Gerbier, — encore lui ! — est inculpé de vol pour avoir substitué 10.000 Frs à un jeune étudiant qu'il avait interpellé dans le métro.

5 novembre 86 : Pour fêter leur prochain départ dans les parachutistes, quatre Rennais rouent de coups un étudiant de la ville ; celui-ci refusait de leur faire des pipes. Ils ont été condamnés à 1 an de prison dont 6 mois avec sursis.

6 novembre 86 : L'officier de police marseillais, Bouillard, est condamné à 1 mois de prison avec sursis et 5000 Frs d'amende pour « violation du secret professionnel ». Il donnait des renseignements à des truands marseillais et les prévenait des opérations de police.

9 novembre : A propos du dossier Burgos, l'assassin de Loïc Lefèvre, toujours à l'instruction, Pandraud est bien pris en flagrant délit de mensonge : selon lui, la hiérarchie de la police n'est jamais intervenue pour guider le CRS meurtrier dans ses déclarations. Burgos venait d'affirmer le contraire.

12 novembre 86 : Dans la Loire, 2 policiers et un ancien CRS volent pour 50.000 Frs de bons d'épargne au domicile d'un retraité qui venait de mourir. Ils sont condamnés chacun à 30 mois de prison dont 12 avec sursis.

17 novembre : Lors d'une importante opération anti-drogue en Seine-St-Denis et Hauts-de-Seine, une femme est blessée d'une balle dans la cuisse au moment où les gendarmes entrent dans son appartement.

17 novembre 86 : Le contrôleur général de la police, Delebois, chef du SCTIP (Service de coopération technique internationale de police) et ancien de la DST, a été interpellé dans le cadre de l'affaire du Carrefour du Développement, puis relâché : il est suspecté d'avoir fourni un faux passeport à Chalier. Delebois est un proche de Pandraud et Pasqua ; celui-ci déclarait, juste avant l'interpellation du super flic : « Delebois est un haut fonctionnaire sur lequel nous n'avons que des opinions extrêmement favorables et positives ». Delebois est assisté de Delias, qui, en 1980, avait vendu des armes de contrebande à des « clients » d'extrême droite. En guise de sanction alors : mutation en Afrique, à la coopération, puis promotion.

AIDER COURANT-ALTERNATIF

En octobre 1985, le prix de C.A. passait de 12 francs à 15 francs et de 32 à 36 pages. Pourtant, l'abondance d'articles nous a obligé à faire un numéro d'été de 44 pages (vendu 20 francs) et un numéro de rentrée de 40 pages (toujours à 15 francs).

Notre souhait : NOUS MAINTENIR ENCORE CETTE ANNÉE A 15 FRANCS, ce qui, reconnaissons-le, n'est pas un prix très élevé pour une presse militante de 36 pages sans publicité. Le problème, c'est que nous aurons certainement encore cette année, DU MAL A NOUS CONTENIR DANS 36 PAGES : Trop souvent les articles sont reportés ; trop souvent nous sommes contraints de sacrifier "l'aération" du journal pour faire entrer du texte.

Comment résoudre ce problème ? EN AUGMENTANT, bien sûr, LE NOMBRE DES LECTEURS ET SURTOUT DES ABONNÉS. Avec 300 abonnés actuellement et environs 400 exemplaires vendus deci-delà, nous couvrons le journal à environ 80 %. Le reste, l'OCL l'assume. Ce taux de « déficit », nous pouvons continuer de l'assumer sans problème, MAIS PAS PLUS ! D'autant que cette année nous avons dû faire de gros efforts financiers pour élaborer notre livre et le publier. Par contre, AVEC UNE CINQUANTAINE D'ABONNÉS SUPPLÉMENTAIRES, ET QUELQUES POINTS DE VENTE EN PLUS, il nous paraît posible non seulement de maintenir le prix à 15 francs, mais encore de faire 40 ou 44 pages quand le besoin s'en fait sentir.

Nous demandons donc à tous nos lecteurs :

— De s'abonner ou ne ne pas oublier de se réabonner à temps.

— De nous aider à trouver de nouveaux abonnés

En cette fin d'année, Offrez un abonnement à C.A à un ou une amie. Vous recevrez en cadeau un livre :
L'Odyssée d'un passeport de Georges Markov
Les Joyeusetés de l'exil de Malato ..... **au choix**

— De nous envoyer des listes d'adresses de gens susceptibles de s'abonner.

:

— De nous envoyer des listes d'adresses de gens

Par ailleurs, tenter de maintenir le prix à 15 francs et l'abonnement à 140 francs, c'est permettre au plus grand nombre de s'abonner. Mais pour ceux qui le peuvent, il y a encore deux autres possibilités de nous aider :

- Abonnement de soutien : 200 Francs
— Les souscriptions ...

Jusqu'à présent, CA n'a jamais fait d'appels de ce genre... tout en acceptant, bien sûr, les souscriptions !!! Le faire maintenant n'est pas un appel au secours pour la survie du journal qui a les moyens de continuer tel qu'il est. Mais c'est une demande de participation à ceux trouvant C.A. utile, pour qu'il soit mieux fait, plus aéré, plus épais...

Contraception

« Alors, comment il fait leur mari, toute l'année, il saute en marche ? »...

Cet interview ne se veut pas le reflet de la situation de la pénétration des moyens contraceptifs dans les mœurs des années 80, mais un témoignage.

Virginie et Céline ont respectivement 17 et 16 ans. Adja et Claire 15 ans.

Le droit à l'avortement et à la contraception fut la partie visible de l'iceberg des revendications et luttes des années 70.

Comme toujours, le problème crucial et sous-jacent derrière chaque mot de cet interview est celui de la sexualité, du rapport au corps. Par exemple, Virginie nous dit (voir interview) **que « l'avantage de la pilule c'est d'être moins omniprésente que la capote ou les pommades lors d'un rapport sexuel ». Etrange (?) tout de même que dans cette institution — autrefois investi par les féministes — qu'est le planning, on pense d'abord faire un cours froid, très « sciences-nat » très « santé » que la sexualité, plutôt que de parler de sexualité-plaisir-jouissance. A ne pas prendre le problème à la racine, on risque fort de voir encore des générations d'ados, n'obtenir que le droit de ne pas se retrouver enceinte à la moindre tentative de rapport sexuel. Je ne parlerai même pas de la fameuse phrase « Un enfant quand je veux, si je veux », la contraception posant actuellement d'autres problèmes d'ordre psychologique, notamment chez les partenaires masculins, la fuite devant la responsabilité, sans jamais se poser le problème de lutter contre toute une éducation qui aboutit généralement à la frigidité totale ou partielle des femmes.**

C.A. : Etes-vous contraceptées ?
Virginie et Céline : Ouais.

C.A. : Qui avez-vous été voir ?

Virginie : Au début, c'était le planning parce que je voulais me démerder toute seule. Pour moi, ma mère n'avait rien à voir là-dedans, car moi j'aime bien lorsqu'on fait les choses par soi-même, alors, je voulais faire cela toute seule, sans argent, au planning du Bois l'Abbé. Alors, pour commencer, il ne faut pas que tu sois pressée. Au bout de trois mois, il ne m'avait toujours rien donné, et par la suite, ils m'ont donné une boîte de pilule pour un mois.

C.A. : Raconte-nous, en détail, comment cela s'est passé.

Virginie : C'est une copine qui m'a emmenée là-bas. Elle, elle y était allée parce qu'elle ne voulait pas le dire à sa mère, et la bonne femme m'a dit : « éventuellement, si ça t'intéresse, tu peux revenir ».

Alors, je suis revenue. D'abord, ils nous ont fait un cours de Sciences nat. Alors que moi, en 3eme, je l'avais déjà fait. il fallait voir le tableau. Elle disait, en prenant une règle : « qu'est-ce-que c'est que ça ? ». Ça m'énervait, mais j'avais de la patience, parce qu'il fallait bien que j'arrive à quelque chose. Ça a duré pendant 3 mois. Toutes les semaines, ils prenaient ma tension, me déshabillaient, oui, car j'y allait toutes les semaines. Au bout d'un moment, j'en ai eu marre, alors j'en ai parlé à ma mère, c'était infernal. On dit toujours, « les planning, c'est bien, on vous y attend », mais quand on a envie de la pilule, et que c'est pressé en plus, où veux-tu qu'on aille. Ma copine, elle était dans la merde, alors, elle a travaillé et elle est allée voir le docteur. En plus, ils te font poireauter une demi-heure, ma tension n'était jamais bonne. « revenez la semaine prochaine, elle sera meilleure, vous serez moins tendue » ! Au bout de trois mois, je me sentais chez moi, là-bas !

Michelle* : Et au bout du compte, ils t'ont donné une plaquette de pilules qui t'a rendue malade. Et c'est là que tu t'es adressée à moi.

Virginie : Je me suis adressée à ma mère et maintenant cela se passe bien, je suis allée chez le docteur, il est sympa, si on veut on ne paye pas. Mais, c'est chiant parce que en général, lorsqu'on prend la pilule, on a quinze ou seize ans, sauf cas exceptionnel, à cet âge là, on n'a plus envie d'avoir papa-maman au cul, on aime pouvoir dire plus tard : « Ouais, moi, je me suis débrouillée toute seule ». Ils sont gentils, mais franchement...

C.A. : Ont-ils expliqué qu'il n'y avait pas que la pilule comme moyen de contraception ?

Virginie : Ouais, alors, ils m'ont sorti tous les trucs, la pommade et l'autre truc...

Marc : Un diaphragme ?

Virginie : Alors moi je leur dis, je ne veux pas de cela, je veux la pilule, j'étais pas pressée. Alors je l'ai pris et j'ai mis ça au vide-ordure. En général on prend la pilule, sauf les gens qui ont des problèmes, eux, ils prennent le stérilet.

Marc : Et pourquoi, d'après toi, on prend la pilule ?

Virginie : Parceque c'est plus pratique, et puis le stérilet il faut avoir eu un bébé, et moi ça me dégoute d'avoir une machine dans mon appareil. Donc, c'est surtout ça. J'en ai parlé avec mes copines, eh bien, le stérilet, « ça te met bizarre », on prend plutôt la pilule, c'est vachement pratique. On la prend tous les soirs, tranquille, sauf pour celle à qui c'est à heure fixe. Et puis, quand t'as un rapport avec quelqu'un, t'as pris ta pilule, t'es tranquille. Tandis qu'avec les pommades, t'es obligé de dire : « attends, bouge pas, je reviens... ». Après, tu reviens et tu dis, ça y est, je suis prête, tu peux me prendre. Non, c'est pas bien, ça gâche tout, c'est pas romantique, c'est comme les capotes.

Céline : C'est crade, les capotes.

Virginie : Ouais, faut vraiment que le mec, il ait envie de tirer son coup. T'es en train de parler avec ton copain et puis il te dit « attends, bouge pas », et puis, il sort son petit chose, et puis il se le met et il te dit « Vas-y, c'est bon, on peut y aller ».

C.A. : Et toi, Céline, comment cela s'est-il passé ?

Céline : Moi, j'ai eu envie, j'ai été voir le gynéco avec ma mère, voilà. Parce que ma mère, c'est pas du genre à empêcher, elle trouve ça normal, on va pas se retenir, on est des êtres humains. Elle préfère que je prenne la pilule, que je me tape dix mecs par semaine, plutôt que je fume un pet ! Pour elle, c'est la vie.

C.A. : Et le gynéco, il t'a expliqué les autres moyens de contraception ?

Céline : Oui, il m'a dit : « il y a d'autres truc, mais c'est pas pour les jeunes »

Note : Michèle est la mère de Virginie et Claire.

Non, c'est déjà pas mal compliqué, mais si en plus, il faut se rajouter des trucs!

C.A.: Mais n'a-tu pas eu l'impression que c'était le gynéco qui choisissait pour toi?

Céline : Non, moi j'avais décidé de prendre la pilule, je ne savais pas qu'il y avait d'autres trucs, à part la capote.

C.A. : Vous ont-ils prévenu des effets néfastes de la pilule?

Céline et Virginie: Oui, de toute façon, on va les voir régulièrement.

Virginie: Ouais il me demande si j'ai pas mal au ventre pendant mes règles.

Céline: c'est cool la pilule, parce que d'abord, tu n'a plus mal au ventre, et puis les règles ne durent que deux ou trois jours, c'est pratique en plus. Il y a beaucoup de filles qui prennent la pilule, surtout pour ça d'ailleurs. Pas pour aller jouer avec les copains.

Virginie: Ouais en plus, souvent, lorsque l'on prend la pilule, c'est pas pour avoir un rapport. Souvent les parents ils pensent: «toi, tu as envie de coucher avec quelqu'un». Mais c'est pas pour ça, la nana du planning elle disait ça, «c'est parce que t'as envie de te jeter dans le

lit», alors qu'en fin de compte, c'est plutôt un truc de sécurité. Si un jour ça t'arrive, t'es sûre de ne pas revenir avec un bébé quoi! Alors que les parents, ils ne le prennent pas toujours comme cela. C'est tout de suite: «Qui c'est?» Alors que, bon, on est toute seule et on continue à la prendre. Moi, j'ai vu la réaction des parents d'une copine: «C'est qui d'abord...? T'es trop jeune». Elle avait 18 ans. C'est plutôt un moyen de sécurité.

Claire: Ouais, tu te fais violer, t'es enceinte d'un connard que tu ne connais même pas. L'avortement c'est dégueulasse. Si ça se passe mal, tu ne peux plus avoir d'enfant.

Virginie: Et ça traumatise.

C.A.: Vous en parlez beaucoup de la contraception?

Virginie: Non, pas spécialement.

Céline: Moi, il y a une copine qui est venue me demander une plaquette, mais moi, je ne suis pas pour échanger une plaquette. J'ai pas envie que quelqu'un tombe malade à cause de moi. Alors je lui ai conseillé d'aller au planning en attendant.

Virginie: On ne peut pas leur payer le docteur.

Céline: Oui, et puis ça ne sert à rien de prendre 2 ou 3 pilules avant, il faut les prendre au début du cycle. Elles me font bien marrer, parce que de toutes façons elles seront quand même enceintes, si jamais elles font ça.

C.A.: Vous avez donc l'impression que beaucoup de filles ne savent pas comment utiliser la pilule?

Céline: Non, puisqu'elles me disent: ouais, file moi 2 pilules.

Virginie: Ouais, mais moi non plus je ne savais pas comment cela se passait. C'est le docteur qui nous explique. Surtout qu'elles ne se prennent pas toutes de la même manière.

Claire: C'est un moyen de sécurité, il ne faut surtout pas penser que parce qu'on prend la pilule on est des vicieuses!

C.A.: Parce que tu as l'impression qu'il y a des gens qui pensent cela?

Céline et Virginie: Ah ouais, ça, c'est sûr!

C.A.: Et dans vos classes?

Virginie: Dans la classe, il y a une nana qui est contre la pilule et contre l'avortement. Bon cool, ça fait un an qu'elle est avec son copain, elle prend pas la pilule. O.K., mais elle sera bien dans la merde le jour où elle aura dix mômes!

Virginie: En plus, c'est remboursé par la Sécu. Les gens n'ont vraiment aucune excuse.

Céline: Moi, j'ai une copine... Ah ça, on sait qu'elle prend la pilule! Tous les midis, elle est là: «Ah ma pilule, il faut que je la prenne»... C'est trop, là!

Virginie: Non, ils sont vraiment inexcusables. Au bahut, tu peux en parler à l'infirmière, et elle, elle nous emmène chez le gynéco. Elle aborde elle-même la question. Non, quand on voit, ma mère par exemple, ou ma sœur, qui ont eu un bébé jeune, ça donne vraiment envie de la prendre. Et quand tu n'as pas seize ans ou que tu n'as pas de copains, tu peux t'informer, au moins. Ma petite sœur, elle, est venue me demander comment cela fonctionnait; ça m'a fait plaisir. Je trouve que c'est quand même moins dur de demander la pilule à sa mère que de lui dire «je suis enceinte».

C.A.: Pensez-vous que l'information est suffisante?

Virginie: Moi, à l'école, on nous explique. J'ai tout touché: un stérilet, une capote. On nous montre tout. D'abord, la pilule: on nous a expliqué comment cela intervenait sur le corps.

C.A.: Mais, je ne comprends pas, tout à l'heure tu nous as dit qu'une nana t'avait demandé 2 pilules...

Virginie: Elle a dû sécher ce jour-là.

Céline: De toute façon, ce n'est pas tout le monde, parce que moi, je n'ai pas du tout appris ça. J'ai appris comment on faisait les bébés, j'ai appris qu'il existait des moyens de contraception, mais c'est tout.

C.A.: Avez-vous l'impression que la contraception soit essentiellement un problème féminin?

Virginie et Céline: Non. Je trouve cela dégoûtant que ce soit simplement un truc de nana. Moi, au planning, j'avais emmené mon copain. Je lui ai dit que la pilule, c'est un truc à deux. La pilule c'est pas pour moi, c'est pour nous. Les mecs, ils seraient bien dans la merde si la pilule n'existait pas. D'abord, la pilule, c'est naturel. Ce qui n'est pas naturel c'est de ne pas la prendre.

Céline: C'est de l'inconscience.

Marc: Il y a pourtant une majorité de femmes qui ne sont pas contraceptées.

Virginie: Alors comment il fait leur mari, toute l'année il saute en marche?!

Michèle: Il reste l'avortement. Où je travaille, sur sept femmes, il y en a deux qui pratiquaient l'avortement comme moyen de contraception. Il y a une femme, elle a avorté deux fois, au troisième elle n'a pas pu, alors elle a accouché et deux mois après, elle était de nouveau enceinte, et elle a avorté. Il a fallu qu'on se fâche, qu'on téléphone, qu'on prenne rendez-vous, pour elle. On s'est fâché, on lui a dit qu'elle allait y laisser sa peau, avec le chômage, un seul salaire, et déjà trois gosses, alors c'est elle qui travaille, c'est elle qui fait les gosses, c'est elle qui avorte, alors elle tiendra jamais! Là elle a choisi un stérilet. Pour ce genre de femmes, c'est plus sûr que la pilule, parce que la pilule, elle prendra une plaquette, deux ou trois, et après, elle ne retournera pas voir son médecin. Alors qu'avec un stérilet, ils sont sûrs que pendant un an au moins, elle n'aura pas d'enfant. Dans leur tête, ça fonctionne pas, le truc de la pilule. Et il y en a beaucoup comme ça.

De toutes façons, la pilule, elles n'en parlent pas, parce que c'est relié à leur sexualité, et ça, c'est vraiment tabou. On en a parlé, parce que c'est nous qui les avons agressées. Mais c'était vraiment une agression.

Virginie: Ouais, elles sont vachement frustrées. Quand j'en parle avec des copines, elles sont mal à l'aise: « On peut pas parler d'autre chose? »... Pour elles, c'est du cul... Ce que je ne comprends pas aussi, c'est qu'elles ont honte de parler de la pilule devant les garçons. Alors qu'eux: « Alors, du prends la pilule? », comme ça, avant même de sortir avec. Ils ne se gênent pas.

C.A.: Et vous, François et Daniel?

François: Moi, je ne demande pas.

Virginie: A la rigueur, c'est son problème si elle tombe enceinte, tant pis pour elle, non?! (ironique).

François: Non, c'est aussi mon problème.

Virginie: A la rigueur, je suis d'accord avec lui, c'est vrai que c'est son problème (à la fille). C'est vrai que c'est un peu idiot quand le mec lui demande « tu prends la pilule? » car elle sait quand même ce qu'elle fait. Je crois plutôt que c'est à la fille d'aborder le problème et de dire je peux ou je ne peux pas.

C.A.: Pourquoi estimes-tu normal que ce soit la fille qui aborde le problème, alors que tout à l'heure, tu disais que c'était un problème à deux?

Céline: C'est vrai, mais c'est la fille qui est la première concernée.

Virginie: De toute manière, maintenant on fait l'amour même sans amour, histoire de faire l'amour, et ces problèmes-là, on en parle plus quand on s'aime. De toute manière le mec, il doit penser que si tu viens, c'est que tu es sûre de ton coup. Moi, je serais eux, je penserai pareil.

Céline: C'est comme à la visite médicale, c'est toujours à la fille qu'on demande si elle a déjà fait l'amour, si elle est contraceptée... Jamais aux mecs. Eux, tranquilles, tu vois! C'est scandaleux. Si on ne commence pas à les intéresser maintenant, ils s'y intéresseront jamais. Ils prendront jamais leurs responsabilités.

Virginie: Il y a beaucoup de filles qui pensent que c'est leur problème. C'est pour cela que les mecs ne s'y intéressent pas. Je crois que c'est pas de leur faute.

Marc: D'ailleurs, pour les problèmes de contraception, c'est jamais le père que l'on va voir, c'est toujours la mère.

Michèle: De toute manière, même en allant voir la mère, je crois que ça n'a pas beaucoup évolué. Maintenant, il existe des moyens contraceptifs, mais comme les mères ne les prennent toujours pas, je crois que la situation doit être semblable à celle d'il y a dix ans.

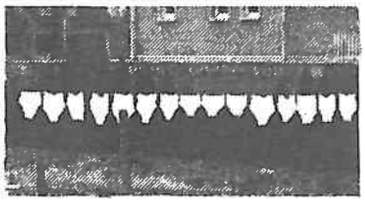
Michèle: Adja et Claire, vous qui ne prenez pas la pilule, y avez-vous déjà pensé? Comment vous y prendrez-vous?

Adja: Moi, je suis d'une famille algérienne. Il est évident que je n'en parlerai pas. Une discussion comme celle-ci serait impossible. Je sais pas moi, j'irai voir des copines, ou ma sœur. Mais jamais en famille. Déjà quand on voit un film à la télé... Encore moi j'ai de la chance, je vis en France. Je connais une fille qui a mon âge, en Algérie, (14 ans), elle est déjà mariée, enceinte... Bref, si j'avais un copain auquel je tienne beaucoup, j'irais au planning avec lui.

Claire: Moi, je n'irai pas voir ma mère, elle aurait mois de facilités à me comprendre que ma sœur qui a deux ans de plus que moi et qui serait plus proche pour m'expliquer.

C.A.: Adja, et si un jour ta famille s'aperçoit que tu prends la pilule?

Adja: Je ne sais pas...



CROISSEZ ET MULTIPLIEZ.

POUR UNE INFO « OBJECTIVE »

En juin 86, les média annonçaient une concentration anormale de radio-activité sur le thym en Provence... C'est en fait un labo indépendant, le CRII-rad qui était à l'origine de cette info, et qui avait pris en charge les prélèvements et les mesures.

Depuis l'accident de Tchernobyl, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la nécessité d'une information objective sur la radio-activité. Un certain nombre de projets sont en cours d'élaboration et l'un d'eux s'est concrétisé, ce CRII-rad à Montélimar, dans la Drôme.

Mais une info indépendante et objective menée par qui ? pour qui ? Dans un processus de lutte anti-nucléaire, quelle peut être sa place ?

DES LABORATOIRES DE MESURE DE RADIO-ACTIVITÉ

Depuis mai 86, une Commission Régionale Indépendante d'Infor- sur la radioactivité (CRII RAD) s'est mise en place dans la Drôme (Vallée du Rhône). Elle a pris la forme d'une association loi 1901, et son but est :

— La recherche par tous les moyens légaux de l'information sur les rayonnements ionisants.
— La mise à disposition de l'information la plus large possible.
— La création d'un laboratoire d'analyse (1).

Très rapidement après sa création, le CRI-rad a commencé un travail de prélèvement et a fait faire des analyses par le laboratoire de Physique nucléaire de Lyon, son laboratoire n'étant pas encore en place. Parmi les résultats communiqués à la Presse, se trouvait l'étude du Thym de Provence et du fromage de chèvre de Corse dont on a entendu parler cet été. Précisons que d'autres résultats avaient été communiqués à la presse et que seuls ces deux cultures à caractère « marginal » on eu un réel écho !

Il existe depuis juin 86 d'autres projets de la même nature. Tous sont issus de l'accident de Tchernobyl, tous se réclament indépendants d'EDF. Si dans tous ces projets, on retrouve la même volonté d'information indépendante et de briser le silence de l'Etat et d'EDF, on peut néanmoins remarquer une différence sur la dynamique originelle du projet.

D'une part, des individus ou organisations s'étant regroupés en collectif suite à l'accident de Tchernobyl, et dont l'activité principale a été l'information. Ces collectifs étaient composés en (grande) partie de militants anti-nucléaires. Le CRI-rad et l'ACRO (2) en Normandie sont nés de cette démarche, mais l'un comme l'autre veillent à ne pas être perçu comme antinucléaire. Cette démarche est présentée comme une garantie de crédibilité.

D'autre projets sont, quant à eux, issus de scientifiques. Si dans les projets précédents le souci d'indépendance va jusqu'à l'Etat, et l'interlocuteur privilégié est la population, il n'en est pas exactement de même pour ces projets.

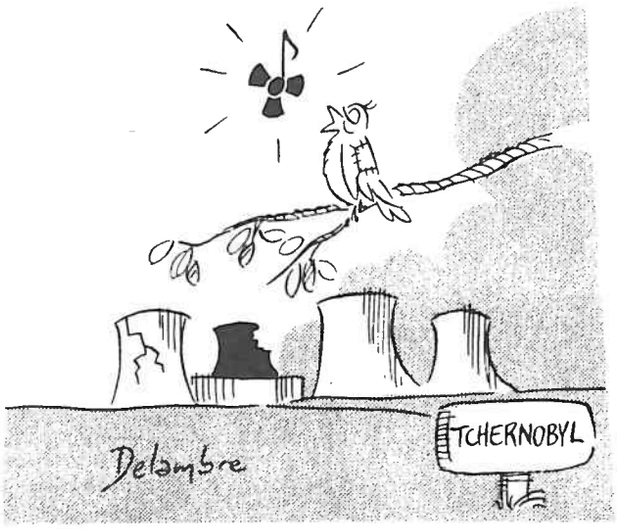
Le REMRAD -SI (Réseau européen de mesures de radio-activité par scientifiques indépendants) dans son projet de juin 86, visait à « suppléer en partie à ce manque (d'information) par la constitution d'un réseau européen de scientifiques indépendants ». Quant à ses rapports avec les pouvoirs publics, le projet est des plus ambigus :

« Le Remrad revendique la mise en place de réseaux de mesures de la radio-activité financés sur fonds publics indépendants du pouvoir exécutif (c'est-à-dire en France du gouvernement et des ministères), de l'EDF et du CEA ».

Dans l'est de la France, le collectif des scientifiques de la radioactivité en Alsace, propose la création du Service régional de Surveillance de la radioactivité en Alsace (SRSRA). Dans le projet de mai 86, il est prévu : « Le SRSRA sera un outil pour les élus, la population alsacienne et l'administration, pour les aider à prendre les dispositions adoptées.

Quel peut être aujourd'hui ou demain l'écho dans la population de cette information indépendante voulant briser le mutisme des services officiels.

LE ROSSIGNOL CHANTE A NOUVEAU A TCHERNOBYL
(La « Pravda »)



(1) Cette présentation est volontairement abrégée dans la mesure où il est envisagé de faire dans un prochain numéro un article plus complet sur le CRII-RAD.

(2) Association pour le contrôle de la Radio-activité dans l'Ouest.

L'INFO INDÉPENDANTE : LES CHIFFRES

On peut constater une méfiance par rapport aux chiffres officiels ce qui pourrait amener un intérêt pour une nouvelle source d'information. Un intérêt, peut-être, mais les chiffres restent les chiffres, ceux qui les manipulent des spécialistes scientifiques. Diffuser une information scientifique (mesures, etc.) indépendante, revient inévitablement à la confrontation de chiffres, de théories scientifiques, etc. Ce débat contradictoire, rapidement très spécialisé, ne peut en réalité apporter que très peu d'éléments d'analyse pour le non-initié. D'autant que les scientifiques n'ont pas les mêmes conclusions. Ce fait n'est pas conditionné uniquement par leur employeur (Edf, CEA ou centre de recherche universitaire), mais aussi du fait de la complexité du phénomène. Ainsi, le taux de radiation acceptable varie d'un pays à l'autre. En simplifiant à l'extrême on pourrait constater le même phénomène chez les médecins quand ceux-ci tentent de définir un seuil critique pour les fumeurs. Une seule attitude dans ce cas: ne pas fumer est la meilleure garantie.

L'INFO INDÉPENDANTE: LA PEUR

Ces sources d'information indépendantes pourraient avoir la prétention de couvrir le maximum de cas de variation de la radio-activité ambiante, dénonçant ainsi tous les accidents ou incidents nucléaires. Elles pourraient alors avoir le projet de participer activement à une prise de conscience du danger omniprésent que représente l'exploitation militaire ou civile du nucléaire: développer la peur du nucléaire. A ce sujet, il est fondamental de briser le mythe de la peur plus forte dans la population allemande que française, qui aurait été à l'origine des réactions d'ampleur qu'à connu la RDA au lendemain de Tchernobyl.

On peut en effet constater que la population allemande s'est montrée beaucoup plus soucieuse de son environnement (boycott des légumes, refus de laisser les enfants sortir...). En outre, elle a exigé des pouvoirs publics allemands des infos, et n'a pas hésité à manifester radicalement son opposition au nucléaire. Mais il serait erroné de voir pour origine à cette combativité, la peur que reflèterait un certain nombre d'attitudes de prudence. Il ne faut surtout pas négliger l'existence du mouvement alternatif ainsi que celle des « Gründe » (Verts allemands). Cette réalité politique explique en grande partie une conscience plus développée par rapport au danger du nucléaire et donc les attitudes de prudence. C'est elle aussi qui explique une certaine combativité antinucléaire. Tout ceci n'a donc rien à voir avec la simple peur (conscience aigüe du danger, sans autre analyse du phénomène) qui n'est pas suffisante pour créer un mouvement de proposition. Elle peut même paralyser toute réaction.

L'INFO INDÉPENDANTE : LA BANALISATION

L'omniprésence des média met chacun de nous en face d'un volume telle d'informations qu'il est apparu depuis les années 50/60, un nouveau phénomène: la banalisation. La faim dans le monde alimente régulièrement les émissions de télé et il est devenu supportable de regarder à la TV des images d'Ethiopie. Il est ainsi des quantités de situations intolérables que les média nous ont livré, rabaché, et qui ne suscitent que peu de réaction... on y est habitué...

Il est important de tenir compte de ces phénomènes de banalisation, car on ne peut penser qu'aujourd'hui l'Etat et EDF sentent le nucléaire pas assez banalisé pour laisser les chiffres de la pollution radio-active en pâture au grand public. Ce n'est donc pas à nous, avec des chiffes « indépendants » de banaliser par une diffusion sans analyse, le nucléaire et ses dangers.

Remarquons d'autre part la limite flagrante des chiffres livrés dans le seul objectif de dénoncer le silence ou la minimisation des pouvoirs publics. Ainsi l'annonce du thym radioactif ou quelqu' autres denrées comestibles présentant une radioactivité ne peut, si elle est prise en considération, qu'engendrer un boycott de ces produits. Boycott juste mais insatisfaisant quand il pénalise aussi bien gros producteurs que petits producteurs.

QUEL LIEN AVEC LA LUTTE ANTINUCLÉAIRE ?

Malgré tout, il peut être très important pour la lutte antinucléaire que ces laboratoires existent, dans la mesure oi ils peuvent être une source d'information fiable sur un problème difficile. Mais ces labos ne pourront être un outil pour des luttes ou un mouvement que dans la mesure où des liens privilégiés pourront s'établir. Le garant de ces liens ne consiste pas nécessairement dans le fait que les labos aient une plate-forme antinucléaire (ce qu'ils refusent), mais plutôt dans le fait que leurs animateurs ne soient pas que des scientifiques.

En impliquant des non scientifiques dans cette tâche de mesure et de contrôle, ces labos briseraient à leur échelle le monopole et le pouvoir détenus par certains technocrates. Projet qui demande d'autant plus de vigilence que le mouvement n'est plus assez fort pour imposer ce type de fonctionnement. Notons d'ailleurs qu'un mouvement antinucléaire plus fort faciliterait la tâche d'info en la préservant des excès dénoncés plus haut dans le texte: débats de chiffres et de spécialistes incompréhensible, banalisation...

Il est donc nécessaire de soutenir, aujourd'hui, les initiatives du CRII-RAD et de l'ACRO non pas en spectateur, mais dans un investissement qui aidera ces deux projets à refuser la mainmise des seuls scientifiques sur l'information par rapport à la radioactivité.

Fred, Caen, le 15/11/86

CRII-RAD
8, rue Louise Gemard
26200 Montélimar

ACRO
B.P. 7028
14034 Caen Cédex

« Par l'odeur alléchés », nous avons voulu en savoir un peu plus sur la façon de voir des Verts par rapport à des problèmes qui nous préoccupent. A cet effet, nous avons interviewé J.-L. Emaille, qui faisait partie du secrétariat à la conférence alternative, lequel nous a été d'une aide précieuse pour la rédaction de l'article. Il a bien voulu nous consacrer de son temps, malgré la difficile situation dans laquelle il se trouve, à savoir, la mise en place problématique d'une force politique institutionnelle verte conséquente, avec les divergences au sein du mouvement entre « Fondamentalistes » et partisans de l'ouverture. (Ils ont tenu un « congrès » récemment où les fondamentalistes sont apparus en position de force).

LES VERTS AU PRÉ

Courant Alternatif: Boiteux, bien que vous ayant exclus de la Conférence mondiale sur l'énergie, prend en considération certaines de vos propositions; ça vous fait plaisir?

J.-L. Emaille: Nous, ce qu'on dit en simplifiant, c'est qu'avec les énergies fossiles, on mange un capital sur lequel on est assis et la raison voudrait, par rapport aux générations futures, qu'on économise ce capital et qu'on fasse un effort pour utiliser les énergies renouvelables. Boiteux a dit: je suis d'accord avec les écolos qui pensent qu'un jour il faudra qu'on en vienne aux énergies renouvelables. (Après avoir tout fait pour qu'on n'y vienne pas, il peut dire ça!). Ça ne nous fait ni plaisir ni déplaisir, c'est une banalité que tous les gens sérieux reconnaissent, qu'il faudrait que l'avenir ce soit ça. Les capitalistes les plus entreprenants sont en train de s'y mettre à 200 à l'heure. Depuis 7 ans, aux Etats-Unis, il n'y a plus un industriel qui accorde deux minutes à quelqu'un qui vient lui parler du nucléaire. Pour faire des sous, il ne faut plus de nucléaire.

C.A.: Une grande partie des Français est favorable au nucléaire, et ce malgré votre existence et votre action. Comment jugez-vous cette situation, puisqu'apparemment nous sommes un des seuls pays au monde dans cette position?

J.-L. E.: S'il n'y a pas d'opposition, c'est parce que la classe politique représentée au parlement s'est ralliée totalement au nucléaire civil et militaire, les deux étant indissociables. Enfin, il faut que les gens le sachent, s'ils sont pour la force de frappe, il faut qu'ils acceptent les matières radioactives dans leur jardin, faut être logique et cohérent. Le nucléaire français, c'est tout un projet politique et militaire. Donc, s'il y a ce consensus qui limite le débat, qui empêche l'information, il y a une grande responsabilité des partis politiques, de tous les députés. Les gens peuvent leur poser des questions et leur dire qu'ils sont collectivement responsables de la désinformation sur les conséquences, en particulier de Tchernobyl, sur la santé physique des personnes. Maintenant, l'opinion de la population a évolué puisque, d'après les sondages de l'*Express* d'oct. 86, 52% ne veulent plus qu'on construise de centrales nucléaires et pensent que c'est dangereux. Ce qui se passe, c'est que les gens pensent que c'est toujours économiquement rentable et nécessaire à l'indépendance nationale. Donc, on a bien fait à Cannes de mettre l'accent sur l'aspect économique. Parce qu'une nouvelle fois, c'est un débat qui apparaît volontairement dépolitisé, on l'a mis dans la sphère des débats techniques et que c'est complexe, que pour se faire un avis, il faut être expert, ce qui n'est pas vrai. Il n'est pas nécessaire de posséder de connaissances en physique nucléaire pour comprendre que c'est dangereux. Il y a beaucoup de mots techniques, c'est vrai; il faut donner le code et ça nécessiterait d'avoir des travaux d'instruction civique. Si une société fait le choix d'entrer dans le nucléaire, il faut qu'à l'école on apprenne aux gosses cette civilisation dans laquelle ils sont.

On leur apprend bien le code de la route, il faut apprendre ce que c'est, et aux enfants et aux adultes, que de vivre avec le nucléaire. Il faut faire des exercices grandeur nature d'alerte, il faut leur expliquer ce qu'il faudra faire quand il va y avoir un accident, il faudra qu'ils s'habituent à vivre avec le Césium 137 et les autres matières radioactives; ça fait partie maintenant de leur environnement. Parce qu'un accident majeur est probable en France. C'est sûr qu'on n'a pas mesuré toutes les conséquences de ce choix, ni par les citoyens, très peu par leur représentants politiques et on s'aperçoit que leurs plans de secours son inexistants.

C.A.: De toute évidence, vous avez abandonné le terrain de la lutte de classes. Considérez-vous donc qu'il est plus important de lutter dans les institutions plutôt que de chercher à faire en sorte

que le mouvement social anti-nucléaire soit plus dynamique ?

J.-L. E.: Lorsque j'ai dit tout à l'heure quand, dans le cadre d'une campagne à long terme, on s'est posé la question de quelle deuxième étape après la bagarre de mai/juin sur l'information (cf article précédent) et qu'on a organisé cette conférence, je pense qu'on a marqué quelques points, même si on n'a pas obtenu la réforme du SCPRI. On a fait passer quand même une idée qui rejaillit dans les sondages aujourd'hui: que ça ne va pas l'information en France, qu'aujourd'hui il y a des citoyens qui se donnent des moyens, ils n'attendent pas que l'Etat crée un rapport de forces avec la société, l'accord. Il y a des citoyens aujourd'hui qui s'organisent: c'est la CRII-RAD dans la vallée du Rhône, c'est l'ACRO (Association contre la radioactivité de l'Ouest) dans l'Ouest de la France, Bretagne et Normandie, qui se donnent des moyens techniques pour analyser la nourriture, l'air, etc.; qui donnent l'information, ce que les services officiels ne font pas. C'est ce que les Allemands avaient déjà mis en place. Ça c'est un acquis du sentiment que les citoyens ont eu en France de la désinformation. Ce ne sont pas toujours des militants Verts ou écolos estampillés qui ont été à l'initiative de ça. Il y a des gens qui se mobilisent aujourd'hui et qui portent l'action d'une association comme la CRII-RAD, qui s'étend maintenant jusqu'ici, dans le Sud-Est. Ce sont des gens qui développement leur action en toute indépendance.

Enfin, au niveau du mouvement social, c'est intéressant. C'est vrai que c'est une démarche qui n'a plus à voir avec l'avant-

Tchernobyl où il existait un petit comité de surveillance des installations nucléaires qui s'appelait CESAME; ce qui restait auprès des sites où les gens s'étaient bagarrés. Il restait quelques personnes qui avaient décidé, malgré les échecs, de mettre en place des trucs pour surveiller ce qui se passe. Les gens qui sont à la CRII-RAD viennent de ce CESAME. Pour répondre à la question, ce qu'on veut, c'est outiller, recomposer le mouvement anti-nucléaire dans des formes qu'il va prendre maintenant.

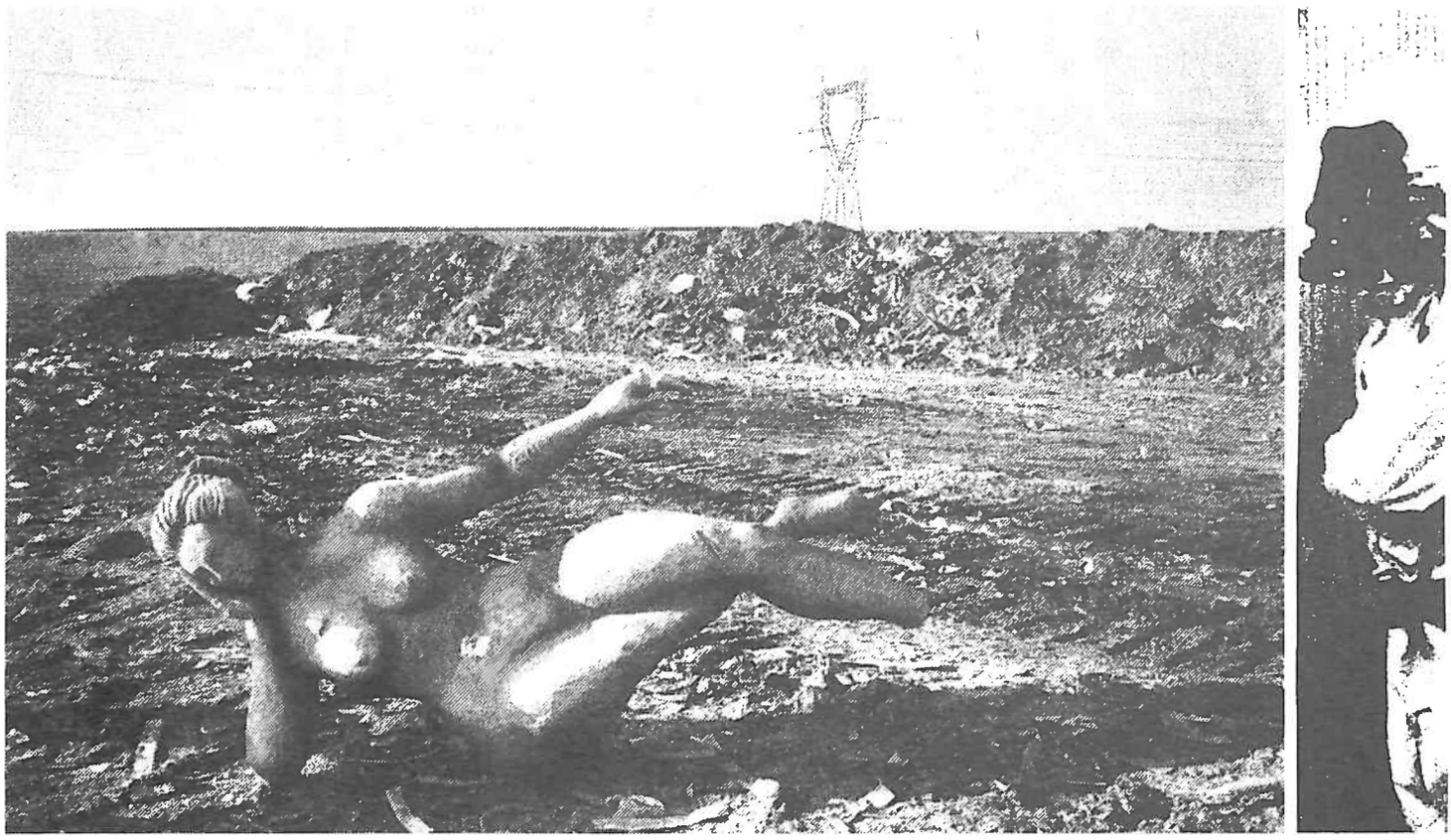
Au Carnet dans l'Ouest, par exemple, en ce moment, il y a tout un mouvement social qui se développe. Une action non violente, quotidienne, où les gens vont porter tous les jours dans les mairies des poireaux, des haricots, en disant voilà, ça c'est la base de la vie, ça c'est menacé par le nucléaire. Tous les jours, dans tous ces villages, il y a des habitants qui vont se poster devant les mairies, les élus municipaux. L'action s'appelle « les aliments pour la vie »; c'est très mobilisateur et ça marche bien.

Donc, ce qu'on a voulu à Cannes, c'est renforcer l'outillage du mouvement anti-nucléaire, son argumentaire et le renforcer en disant la preuve est fait que le nucléaire est dangereux. On peut dire tout ce qu'on veut sur Tchernobyl, nos centrales françaises sont différentes, le public a compris que c'était dangereux, façon hallucinante. Reste que les gens en France pensent qu'on est obligé d'y recourir pace que c'est économiquement rentable et l'autre aspect qui est plus délicat à aborder, c'est la question de l'indépendance nationale et de la force de frappe. Donc on ne veut pas mener la bagarre simultanée, bille en tête, nucléaire civil et militaire, pour des raisons de difficultés d'attaquer en France la force de frappe. On pense que la faille est au niveau du nucléaire civil et la faille, c'est Super-Phénix qui est un enjeu fantastique, parce que tout se joue là pour les générations futures; l'Europe n'y résisterait pas si ça pétait là-bas.

Donc on veut outiller le mouvement anti-nucléaire avec Cannes pour porter le fer là où le nucléaire est le plus fragile, dans les sphères de décisions, aiguiser les contradictions, parce qu'il va falloir trancher dans quelques mois, les échéances électorales se rapprochant...

On peut se procurer les quatre scénarios décrits à la Conférence alternative, et les résultats de celle-ci, à l'adresse suivante, au prix de 100 F:

Alternative et Culture
06530 CABRIS



TRAVAUX SUR L'ENERGIE
A propos des conférences, tenues à Cannes

Courant octobre, s'est tenue à Cannes la Conférence Mondiale sur l'énergie (CME) qui a lieu tous les trois ans dans un pays différent. Elle fut instituée en 1924 par un certain Dunlop. Elle se dénommait, au début, « conférence mondiale de l'électricité » et réunissait des ingénieurs électriciens. Maintenant s'y retrouvent des producteurs et des consommateurs d'énergie, scientifiques, ingénieurs et constructeurs d'installations et d'équipement, hommes politiques. Le thème de cette année était « Besoins, espoirs ». Ces doctes personnes, encouragées par la venue de Mitterrand, ont planché sur l'avenir énergétique de notre monde ; et à notre époque de crise où le système économique dominant éprouve quelques difficultés à se reproduire, il n'était sans doute pas sans intérêt de s'interroger sur ce problème crucial.

Cette année, ils ont eu l'aide des Verts qui organisaient à cette occasion pour la 1ere fois, une Conférence Alternative sur l'Energie. Des échanges eurent lieu, bien qu'ils se soient vus refuser la participation à la Grande conférence. Mais au-delà des problèmes de reconnaissance, n'est-ce pas plutôt celui de l'accès à l'information, au savoir, qui était posé ? Avant, il y avait le savoir officiel. Allons-nous avoir maintenant le savoir officieux ?

L'ENERGIE, QUOI L'ENERGIE ! Y-A UN PROBLEME ?

Cette Conférence Mondiale sur l'énergie avait pour objectif de faire le point sur le bilan énergétique du monde en 1986, dans un souci prospectif (il n'est pas sans intérêt de savoir que le précédent thème, posé il y a 3 ans était : Energie-Développement-Qualité de la vie).

Il s'avère que nous traversons une période détendue, du point de vue énergétique, que nous n'en sommes plus à l'époque (1973) où, (ouf !), l'on s'interrogeait anxieusement sur le moindre froncement de sourcils des émirs arabes pour savoir si notre beau monde modèle allait s'écrouler faute de pétrole. Non, le souci n'est plus de trouver de l'énergie, mais comment utiliser, répartir, rationnellement bien sûr, cette abondance dont nous disposons actuellement. Abondance, comme résultat, d'une part, d'un déclin constant de la consommation d'énergie (les courbes du Produit intérieur brut et de la consommation d'énergie ne se suivent plus obligatoirement : depuis 1973 on assiste à un décrochement en France) à l'échelle mondiale depuis 1979, et, d'autre part, des gigantesques erreurs de prévisions (Tribune de l'énergie n°1), Boiteux le PDG d'EDF n'étant pas d'accod avec le terme gigantesque.

Singulière, voire comique, cette situation, quand on constate que nous vivons toujours dans un état de crise économique, malgré cette abondance... décidément, nous sommes confrontés à des phénomènes bien bizarres, n'est-ce-pas ? Et cette pléthore énergétique se traduit évidemment par des « maux » que nous connaissons : baisse des revenus des pays fournisseurs et des firmes exploitantes, chute des investissements de recherche prospectifs, remodelage de la géographie de l'énergie, sans compter les risques de crise financière à l'échelle mondiale.

MAIS SI, Y-A UN PROBLEME

C'est dans ce contexte que les alternatifs écologistes ont choisi d'intervenir en organisant, à l'initiative des Verts, une Conférence Alternative sur l'écologie ! Encouragés par la catastrophe de Tchernobyl, et se demandant comment obtenir un impact médiatique à propos de leurs traditionnelles options, cette structure leur a semblé le mieux à même d'y répondre. En effet, sur la base de la constatation du black-out quasi systématique à propos de cette catastrophe, de la part du pouvoir et des média, il y avait bien lieu de se demander comment réagir à cette situation de verrouillage de l'information.

Constatant la longue tradition de consensus sur l'option nucléaire, en France, issue de la Résistance, d'un accord entre Gaullistes et communistes sur la Force de frappe et le nucléaire civil qui va avec, il s'avère que tout est mis en œuvre pour quadriller l'opinion des Français à ce propos (EDF, par exemple, fait réaliser un sondage tous les trois mois, pour « prendre la température ».)

Consensus réalisé à un point tel qu'il est extraordinaire de constater que la division gauche/droite (ne pas sourire !) ne joue même plus, puisque d'un bout à l'autre de l'échiquier politique, la même volonté de ne pas s'exprimer ou de nier se manifeste. Et on sait que le principal organisme d'information d'Etat, le SCPRI (Service central de protection contre les radiations ionisantes) est resté de marbre face à la demande massive d'infos. Il n'était que voir l'empressement avec lequel les journalistes venaient demander de l'information à la conférence de presse convoquée à l'initiative des Verts, avec Greenpeace, les Amis de la Terre, et le GSIEN (Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) le 28 avril à Paris, quelques jours après la catastrophe, pour juger de cette anomalie, et où était d'ailleurs constaté le manque de « culture » des journalistes, en la matière (certains venaient établir ou mettre à jour leurs fiches techniques). Ce qui ne les a pas pourtant amené à parler de cette Conférence dans leurs canards respectifs, entretenant ainsi le doute sur la conduite des écologistes. Ils sont même allés jusqu'à laisser entendre que les écologistes soutiendraient les Soviéti-

ques, par leur silence, la bande des néo-libéraux avancés à Montand, étant montée au créneau pour ce faire, dans une campagne de presse bien orchestrée, dans laquelle ils soutenaient qu'en France, le recours au nucléaire avait l'assentiment des Français.

Le pléthore de centrales nucléaires

C'est donc dans cette situation de verrouillage de l'information que s'est posée la question pour les Verts du type de campagne à opposer à celle-ci, considérant qu'il y a vait lieu de ne pas retomber dans les vieux schémas classiques de manifestation d'antant, selon eux... Ils estimèrent donc qu'il y avait à mettre le paquet sur l'idée de l'information de haute autorité, en terme de revendication grand public, chargée de la surveillance des installations nucléaires, dissociation entre ceux qui produisent et ceux qui contrôlent (ce qui, soit dit en passant, n'est pas nouveau, puisqu'il y a longtemps que les anti-nucléaires participent ou ont participé à des commissions de contrôle...)

Il semblerait que les Verts soient confortés dans cette idée par la sensibilité actuelle des journalistes à ces problèmes d'indépendance des sources d'informations « objectives », suite à l'attitude de l'Etat et de ses satellites, et au revirement de l'opinion française qui ne croit plus en personne (voir le sondage de l'Express d'octobre, qui montre que les français, dans une grande majorité, ne s'estiment pas informés (93 %) et que les techniciens et les journalistes (pour 64% et 61% des Français) ne leur disent pas la vérité). Ajoutez à cela le fait qu'on considère que les écologistes ne s'expriment pas (ils seraient, paraît-il liés au KGB), voyez la panade dans laquelle se trouve cette pauvre opinion française.

LES ALTERNATIFS ECOLOGISTES VOUS LE DEMONTRENT!

Tout cela a fait que les écologistes se sont sentis interpellés d'une façon particulière, en posant la question du travail à long terme, et ce, dans un contexte politique nouveau (la catastrophe majeure « mythique » s'est réalisée, et encore pas dans toute son ampleur), sachant qu'il y aurait de la part des Etats une révision déchirante de leur politique énergétique. De là, s'est posée la question, pour la Conférence Alternative proposée par les Verts à l'ensemble de leurs homologues européens, de quels thèmes aborder, tout en centrant sur l'aspect économique; et ce, en France, parce qu'il est évident que le problème nucléaire en Europe, c'est la France « ce dangereux voisin atomique » (*Le Spiegel*). Constatant l'absence de débats au Parlement par rapport aux autres pays, ils ont voulu mettre le paquet sur l'idée que la fatalité du nucléaire (consensus français) est un mythe en France, mais que, pour détruire ce mythe, ils se sont refusés à mener une bagarre idéologique (le nucléaire c'est caca). Ils ont placé la discussion sur le terrain économique avec les données actuelles de l'économie. Ce qu'ils ont voulu faire à Cannes, c'est, dans le cadre de l'économie mondiale actuelle et française en particulier, démontrer que le nucléaire français était une erreur sur le plan de la rentabilité économique. (L'industrie française doit s'adapter rapidement à l'après Tchernobyl si elle veut être compétitive. *Samuel, des Amis de la Terre*).

Il y a trop de nucléaire en France, et une révision politique du programme nucléaire s'impose pour des raisons économiques. Il y a donc eu un travail de la conférence sur quatre scénarii pour sortir du nucléaire :

1. Poursuite du nucléaire
2. Scénario de pure logique économique libérale, ou « ne rien faire jusqu'en 2005 ».
3. Scénario de désengagement lent du nucléaire à « l'américaine », ou, finir la transition nucléaire en 2005.
4. Arrêt d'urgence du nucléaire.

Ils considèrent qu'il s'agit là d'une démarche banale qui aurait pu être l'affaire de l'Etat, via EDF : confronter les choix, faire jouer des scénarii pour qu'ensuite les décideurs opèrent, choisissent.

Les scénarios présentés ne prennent pas en compte l'existence ou la non existence de mouvements sociaux, de potentiels de technologie à développer. La tenue de la CME a donc été l'occasion de poser ces problèmes de politique énergétique propres à la France, bien que les Verts n'aient pas voulu, ce faisant, organiser une conférence parallèle ou contre, puisque déjà, au sein de la grande conférence, se manifestaient des divergences résumées finalement entre politique de l'offre et politique de la demande.

BIEN QUE LE DEBAT NE SOIT PAS CLOS!

Voilà, grosso-modo, ce qui a été à l'origine de la décision de la tenue d'une conférence alternative (alternative bien sûr aux divergences notées plus haut) de l'énergie. C'était sans aucun doute nécessaire, une dimension du débat, à propos de la politique énergétique et qui sera fort utile néanmoins.

On ne peut manquer d'être sceptique quant à l'exploitation que le mouvement social peut en faire. Il est significatif que cette dimension n'ait pas été prise en compte dans la confrontation des scénarii, et peut-elle l'être d'ailleurs, considérant la plan où a été placé le débat. C'est bien beau de s'interroger sur la rentabilité économique de l'option nucléaire de la France, encore faut-il que l'interrogation ne se limita pas à cela. Pour cela, on peut faire confiance à nos techno-capitalistes ou socialistes. Car ce qui est à craindre en l'espèce, c'est bien le réalisme technocratique envahissant qui cache la nécessaire dimension politique, moins accessible à la rationalité, il est vrai. Le mot de la fin revenant au « sérieux » Samuel qui dit dans l'Espress : « La contribution la plus importante à l'arrêt du nucléaire viendrait d'une utilisation plus **rationnelle** de l'énergie » (comme si les techno-capitalistes n'avaient pas ce souci!). Nous aurons l'occasion de revenir sur cet aspect des choses avec la mise en place des laboratoires d'observation indépendants qui se développent en ce moment, dans de prochains C.A.

Michel. Grasse.

Gardons la forme
Immigration

QUAND L'IMMIGRATION PREND SES AFFAIRES EN MAIN.

En refusant de se laisser entraîner dans une initiative nationale marquant l'anniversaire des marches de 83, 84 et 85 et en posant le problème de la riposte contre les lois Pasqua-Pandraud, en d'autres termes que ce qui se fait habituellement, la fraction militante de l'immigration, toutes générations confondues, est peut-être en train de donner un contenu à sa revendication de mouvement autonome. Les premiers jalons ont été posé lors des 2 dernières rencontres nationales des associations de l'immigration et de solidarité dont la dernière s'est tenur à Lille les 1er et 2 Novembre.

Face aux lois Pasqua-Pandraud sur l'entrée et le séjour des immigrés en France, deux types de riposte se sont affrontés depuis septembre.

L'une consistait à organiser une campagne nationale unitaire dans le but de faire pression sur le gouvernement de Droite par la présence d'un mouvement de masse dans la rue et la naissance d'un mouvement d'opinion. Cette stratégie était bien entendu avancée majoritairement par le soutien, en particulier l'extrême gauche, SOS-racisme et quelques personnalités issues de l'immigration.

L'autre, portée majoritairement par les associations de l'immigration présentes sur le terrain politique, qui refusent de marcher pour des intérêts politiques qui ne sont pas ceux de l'immigration (échéances électorales). Ces dernières veulent développer une résistance à la base tout en donnant un contenu au mouvement des immigrés avant d'envisager une manifestation nationale qui ne peut être conçue que dans la mesure où il existe une réelle mobilisation au niveau local et régional.

Autant dire tout de suite que les tenants d'une riposte unitaire massive, centralisée sur Paris, n'ont plus les moyens de leur stratégie et que cela commence à se savoir! C'est ainsi qu'ils ont été rapidement laminés pour quasiment disparaître lors de la rencontre nationale de Lille.

L'URGENCE : LES EXPULSIONS

Les expulsions sont aujourd'hui le problème n° 1 de l'immigration. L'expulsion par charter de 101 Maliens, bien médiatisée, a ému les démocrates de gauche qui se sont empressés de dénoncer le seul caractère « administratif » et donc « arbitraire » de ces expulsions. Mais cela n'a pas entraîné les foules sur le pavé parisien: moins de 4000 personnes le 31 octobre à Paris à l'appel de 84 associations, organisations dont le P.S, la CFDT, SOS-racisme, SNES et SNI-PEGC (syndicats de la FEN)... encore heureux que *Lutte ouvrière*, qui a constitué le cortège le plus important, se soit déplacé tout en ne signant pas l'appel!

Quant aux 1600 autres reconduites à la frontière en l'espace de 45 jours, elles se sont effectuées sans bruit, ni communiqué de presse, comme si ces immigrés expulsés discrètement étaient finalement plus coupables ou moins défendables! Sans oublier les expulsions par la procédure d'urgence absolue de Basques, de Libanais.... acceptées par toute la classe politique et l'opinion publique.

Face à l'impossibilité de créer dès aujourd'hui un rapport de force global contrecarrant les reconduites à la frontière de sans-papiers, les expulsions de délinquants, toxicos, déviants politiques...., la rencontre nationale de Lille a basé ses travaux sur l'échange d'expériences de résistance. Des permanences juridiques fonctionnent dans certaines villes, des cas concrets peuvent servir à d'autres. C'est ainsi que fin novembre, un week-end de formation juridique s'est tenu à Paris. Il y a une nécessité aujourd'hui de coordonner ce travail en créant un réseau. Si on veut être un jour capable de créer un rapport de force contre toutes les expulsions, il faut **gagner** dès aujourd'hui enn arrachant des centres de rétension le plus d'expulsables possibles. Depuis septembre, quelques victoires ont été obtenues (2 iraniens à Angers, Paola et Markus à Lyon, un Malgache à Lille...) D'autres problèmes se posent et n'ont pu être, bien évidemment, résolus dans ce type de réunion:

— Accueil d'expulsés revenant en France.

— Réseau de planques pour les sans-papiers.

— Accueil d'expulsés dans leur pays dit d'origine afin d'éviter des drames humains (suicides) et sociaux (clochardisation de jeunes expulsés au Maghreb)

Mais cette lutte contre **toutes** les expulsions, même si c'est l'urgence aujourd'hui, fait partie d'un ensemble de revendications dont l'axe principal demeure **l'égalité des droits pour tous les citoyens de France quelle que soit leur nationalité.**

PROJET DE CHARTE

Certaines associations de l'immigration, toutes générations confondues, ont ressenti le besoin d'un débat de fond. Ce besoin est né essentiellement du fait que lorsqu'elles sont confrontées à des associations de solidarité ou organisation de soutien, les mêmes problèmes sont redébattus (quotas, bons et mauvais immigrés, rapport immigré/soutien...) **L'antiracisme n'est qu'un des aspects de la lutte de l'immigration, et cela semble régulièrement oublié par les antiracistes français...**

Les deux associations issues de l'immigration, *Miroir* et *Texture* qui organisaient la rencontre nationale de Lille ont proposé une Charte qui fut débattue et qui reste pour l'instant un projet devant être encore rediscuté à Marseille les 17 et 18 janvier à une nouvelle rencontre nationale.

Certains ont fait remarquer que ce n'était pas la première Charte qui était élaborée dans l'immigration quoique les précédentes étaient liées à une initiative ponctuelle (marches).

En fait, il y a dans l'immigration qui se bat aujourd'hui, un besoin de faire le point et de se doter d'un contenu politique largement débattu permettant à chacun de se situer en permanence. Si ce projet de Charte peut devenir la base de référence de l'immigration en lutte, elle permettra aux associations de solidarité et aux organisations de soutien, de se situer clairement par rapport aux revendications énoncées dans celle-ci. D'autre part, si cette Charte prend en compte les débats qui ont eu lieu ces dernières années, elle permettra peut-être aussi aux associations de l'immigration d'avoir une démarche cohérente ce qui n'est pas toujours le cas: en effet, depuis que le PS est dans l'opposition parlementaire, certains n'ont pas hésité à faire des concessions pour raccoler l'adhésion de ce parti. C'est ainsi, par exemple, que le Conseil des associations immigrées en France (CAIF) est allé jusqu'à être à l'initiative d'une manifestation contre les expulsions **arbitraires** le 31 octobre à Paris afin de, soit-disant, mouiller la gauche non communiste (PS, CFDT, FEN) et les antiracistes à succès (SOS-racisme). Mal lui en prit: l'immigration était absente, Edmond Maire et Harlem Désir font encore moins recette dans la rue que Krasucki et Marchais... **S'il se pose pour tout un mouvement social le problème des alliances ponctuelles, encore faut-il qu'il soit en mesure d'en tirer profit pour son propre combat et ses propres revendications.**

Les réflexions et le besoin d'exister en tant que telle de l'immigration qui se font sentir aujourd'hui, permettront, peut-être, de donner un contenu et une réalité à l'autonomie de ce mouvement.

Reims le 11.11.86

EXTRAIT DU PROJET DE CHARTE QUI EST AUJOURD'HUI EN DISCUSSION

Revendications pour le droit de vivre en France

1. Renouvellement sans condition des titres de séjour et des cartes de travail. Objectif : le renouvellement doit devenir une simple formalité administrative comme le renouvellement de la carte d'identité pour les Français.

2. Régularisation sans condition de tous les sans-papiers.
Objectif : Les sans-papiers doivent recevoir sans condition un titre de séjour et une carte de travail.

Droit de séjour sans condition : Un titre de séjour doit être délivré à toute personne désirant vivre en France.

3. Droit absolu à la vie familiale
Objectif : Obtenir que, dès qu'un étranger vit en France, son conjoint et ses enfants puissent l'y rejoindre sans condition et travailler en France librement s'il le désire.Le droit de vivre en famille est un droit pour tout être humain.

4. Statut autonome de la femme immigrée. Objectif :Obtenir que le droit de séjour et de travail de la femme immigrée soit indépendant de la situation familiale.

5. Droit à la libre circulation. Objectif : fermeture et démantèlement de tous les centres de rétention et, au-delà, arrêt de toutes les expulsions Plus précisément, arrêt de toute entrave à l'immigration tant que les conditions économiques crées par les pays industrialisés forceront des gens à s'expatrier.

6. Droit à l'asile politique. Objectif : donner un statut de réfugié politique, ne faisant pas ainsi du réfugié un citoyen de seconde zone, mais un citoyen à part entière conformément à la Convention de Genève.

7. Libre choix de la nationalité. Objectif : supprimer toutes les entraves à l'accession à la nationalité française.

Nécessités pour l'égalité des droits

1. Refus de tout quota dans le logement. Objectif : Obtenir une législation réprimant toute discrimination pratiquée par les bailleurs sociaux ou privés dans l'attribution des logements.

2. Refus de toute discrimination dans le travail. Objectif: empêcher toute notion de priorité d'une communauté sur une autre par rapport au travail, empêcher les tentatives d'accroître la précarisation du travail des immigrés.

3. Droit à l'identité culturelle. Objectif : droit à l'enseignement de la langue d'origine, à la pratique et a développement de la culture pour chaque communauté.

4. Droit à une justice égale pour tous. Objectif : suppression du système de la double peine. Dénoncer la justice à double vitesse par rapport à tous les délits, et, en particulier, dans le domaine des actes et crimes racistes.

5. Droit à la citoyenneté. Objectif : La notion de pleine citoyenneté dans la société française ne doit pas être subordonnée à des critères de nationalité et de morale civique.

Ceci reste un projet. A suivre...

Immigration

DU NORD A BARBÈS

ou l'auto-organisation du mouvement associatif immigré"

Texture et _Miroir_ de la région de Lille et Roubaix, ainsi que _Hors la zone_ dans le quartier de la Goutte d'or à Barbès, sont trois associations issues de l'immigration, en accord sur la revendication « d'égalité des droits pour les citoyens de France, quelle que soit leur nationalité ».

Ces associations, créées au moment de la troisième marche de 1985, tirent les conclusions des deux précédentes marches en posant la revendication d'un mouvement autonome montrant les enjeux de l'immigration.

Elles appellent tous ceux et celles qui ne se reconnaissent pas dans la situation actuelle à prendre en main eux-mêmes le combat pour leurs revendications, et disent « non », nous n'avons pas marché pour rien.

Entretien avec des membres des associations *Texture* et *Miroir*.

Comment se sont créés *Texture* et *Miroir* ?

Les deux associations se sont créées à peu près en même temps, à la suite de la 3ème marche contre le racisme et pour l'égalité des droits (cf C.A. n°s 50 et 51). Des jeunes qui avaient participé à un certain nombre de mouvements se sont rendus compte à ce moment-là que nous n'avions plus le choix, que l'immigration devait s'auto-organiser pour construire progressivement un rapport de forces.

Pourquoi « Miroir » ?

Miroir, c'est un reflet, le reflet de nous-mêmes. Dans un miroir, on se voit tel qu'on est. Un Arabe qui se regarde dans un miroir voit l'image de l'Arabe qu'il est et qu'il restera.

Où intervenez-vous ?

Texture est une association de Lille, qui intervient surtout dans le quartier de Wassemmes, où beaucoup d'habitants sont des immigrés.
Miroir s'est créée suite au travail de *Texture* sur Roubaix. Elle intervient sur un quartier de Roubaix où la population immigrée est importante.

Quels sont vos objectifs ?

Les deux associations essaient « d'aider » les jeunes afin qu'ils puissent s'organiser de manière autonome par rapport aux forces politiques françaises.

Pourquoi ?

Les partis et organisations politiques prétendent aider les immigrés. En fait, ils cherchent surtout à les récupérer.

Votre démarche est donc plus politique que culturelle ?

Nous résumons nos buts en trois mots : justice, culture, égalité. Nous faisons connaître les cultures des pays d'émigration.

Mais nous exigeons que ces cultures soient reconnues dans la société, dans l'école, dans les quartiers. Et cela, c'est une démarche politique. Nous demandons aussi que les immigrés et leurs enfants aient les mêmes droits que les Français de souche, et que le statut des femmes immigrées soit indépendant de celui de leur mari : ce sont encore des démarches politiques. Notre engagement est donc à la fois politique et culturel.

Quelles sont vos activités ?

Nous organisons des cours d'arabe (et bientôt de berbère), de théâtre, de danse, de musique. Nous sommes en train de monter une pièce de théâtre, entre jeunes, sur la vie quotidienne des immigrés, à l'école, à la maison et à l'extérieur. *Miroir* va lancer un sondage sur la manière dont les jeunes vivent à Roubaix, les problèmes qu'ils rencontrent, ce qu'ils demandent. A l'occasion de ce sondage, nous avons rencontré l'association « Les jeunes aident les jeunes », de Maubeuge. Nous avons discuté avec eux, et cela va peut-être déboucher sur un jumelage, car nous sommes d'accord.

A un niveau plus immédiatement politique, nous avons mis en place différentes commissions. Par exemple, la commission « police - justice » recence les personnes en instance d'expulsion ou en situation irrégulière. Le but, c'est de déposer un grand nombre de dossiers en même temps à la préfecture, pour les empêcher de refuser les cartes de résidence. Ensuite, une action collective permettra une meilleure défense, surtout si tout le monde s'adresse au même avocat.

L'année dernière, *Texture* a surtout travaillé avec *Miroir*, qui avait l'avantage de disposer d'un local. Cette année, *Texture* prévoit des cours d'arabe, des cours d'histoire du Maghreb, un club vidéo, des commissions juridiques, une radio jumelée avec Radio-Soleil... On est ambitieux !

Et vous êtes nombreux ?

A *Miroir*, il y a à peu près 25 à 30 personnes qui participent régulièrement aux activités.

Outre leur lieu d'intervention, c'est surtout l'âge des participants qui différencie les deux associations ?

Miroir regroupe surtout des jeunes de 14 à 20 ans. Par contre, la plupart des membres de *Texture* sont d'anciens militants, plus engagés politiquement. Ce sont eux qui ont stimulé la naissance des deux associations, et qui ont organisé l'accueil de la troisième marche.

Les étudiants étrangers participent-ils à *Texture* et *Miroir* ?

Avant la 3ème marche et la création des deux associations, il y avait un fossé entre les étudiants et les autres immigrés. Pourtant, les étudiants sont eux aussi confrontés au racisme et ont souvent des problèmes pour faire renouveler chaque année leur carte de séjour. Aujourd'hui, les deux associations regroupent trois générations d'immigrés, y compris des étudiants. Ils enseignent l'arabe, l'histoire, et participent aux autres activités (musique, danse, etc.). *Texture* est essentiellement animée par des étudiants.

Vos deux associations sont jumelées, et vous venez de nous expliquer que vous alliez sans doute vous jumeler avec une association de Maubeuge. Jusqu'où irez-vous dans ces jumelages ?

Notre objectif est de mettre en place un regroupement régional des associations du Nord, l'équivalent du RAJIF (cf C.A. n° 54) sur la région parisienne.

CHANSON DE "TEXTURE" ET "MIROIR"

Ils sont venus dans nos pays
Ont ruiné nos économies
Nos parents affamés
Sont devenus immigrés

Refrain :
Jouons de la Derbouka
Vive le son, vive le son
Jouons de la Derbouka
Vive le son de l'union

Quand vint la crise économique
Ils furent les premiers licenciés
Prends une brique et casses-toi
Dis merci et tais-toi

Refrain

Pour eux les travaux les plus durs
Pour les logements en taudis
Faudrait que l'on se taise
Faudrait que l'on dise merci

Refrain

Quant à toi Georgina Dufoix
On a compris prends garde à toi
C'est la vie qui commence
Et ce n'est que le début

Refrain

Monsieur Le Pen avait promis
D'égorger tous les immigrés
Mais son plan a échoué
Grâce à notre unité

Refrain

Que demandent Texture et Miroir
Justice, Culture, Egalité
Egalité des droits pour tous les citoyens

Rencontre avec l'association *"Hors la zone"* (Barbès)

Dans quelles circonstances s'est créée votre association ?

L'année dernière, nous avons été des initiateurs de la 3ème marche contre le racisme et pour l'égalité des droits. C'est dans le prolongement de cette marche que nous avons créé, dans notre quartier, une association de jeunes issus de l'immigration, autonome, qui souhaite devenir un partenaire des autres associations du quartier et des pouvoirs publics. On a souvent dit de Barbès, et encore plus de la Goutte d'Or, que c'était « la zone ». C'est pourquoi nous avons choisi de nous appeler « Hors la zone ».

Quelles sont vos activités dans le domaine culturel ?

Nous organisons des cours d'arabe, de musique et de danse maghrébines. Nous avons rencontré cinq jeunes qui souhaitent faire de la musique maghrébine. Mais ils manquent d'argent. Nous lançons des appels sur les ondes pour obtenir des instruments de musique. Nous allons essayer de monter une soirée pour les motiver et les faire connaître. L'expression musicale serait un premier contact, une manière de réunir les jeunes, pour ensuite discuter avec eux de leurs désirs.

Vous intervenez notamment par des émissions de Radio Soleil Goutte d'Or ?

Notre radio reçoit beaucoup d'acteurs maghrébins, avec qui les auditeurs peuvent dialoguer. Nous réalisons aussi une émission destinée aux prisonniers. Leurs parents téléphonent pendant l'émission, et ils peuvent répondre en écrivant à la radio, qui transmet les messages. Cette émission permet aux prisonniers de parler de leurs conditions de détention, de faire connaître leurs revendications.

Il y a aussi une émission à téléphone ouvert : les gens parlent de leurs problèmes, dialoguent sur les ondes, sans que nous intervenions.

Vous avez soutenu la grève de la faim de Djida et Nasser ? (cf C.A. n° 59)

Oui. Nous avons fait un jeûne de quarante-huit heures, et de l'information à la radio. Des mères de famille ont fait Ramadam pendant trois jours dans la mosquée du quartier. Elles ont ainsi montré qu'elles étaient solidaires de leurs enfants dans la lutte contre des expulsions qui touchent aussi bien la première génération que la seconde.

Quelles actions menez-vous à propos des problèmes spécifiques du quartier ?

Chirac envisage une grande rénovation du quartier. Pour l'instant, des quantités de locataires sont expulsés sans être relogés. Par exemple, nous avons aidé des locataires sénégalais de la rue Pagol, victimes d'une escroquerie et expulsés, à occuper pendant trois heures le hall de la mairie du dix-huitième arrondissement. Nous essayons d'être omniprésents dans le quartier, afin d'être connus et reconnus comme des interlocuteurs valables. Nous tenons des permanences juridiques avec l'association « Accueil et promotion », pour aider jeunes et familles à résoudre leurs problèmes de papiers et de logement.

Gardons la forme
Religion

O.S.T.I.E, où Les raisons objectives de la lutte anti-cléricale.

Le but d'O.S.T.I.E (Opposition à la Soumission, à la Théocratie et à l'Intrusion Ecclésiastique) est de montrer le rôle et la place de l'Eglise.

La venue papale a été l'occasion de rappeler les points de vue anti-cléricaux des libertaires, spécialement sur 4 thèmes par l'intermédiaire d'affichettes.

Le rapport du Vatican et de l'argent :
Le pouvoir dans l'Eglise est une « émanation d'en haut » (Le Pape, élu mais d'émanation divine, est infaillible et ses décisons sont donc sans appel) ; la porte est ouverte à tous les abus. Le Saint-Siège peut aussi se permettre de participer en première ligne à la spéculation immobilière dans la Rome moderne ou agir sur le marché financier international comme n'oserait le faire aucun Etat. Ceci permet à l'Institut pour les œuvres de la religion (le ministère des finances du Vatican, avec à sa tête Marcinkus) de s'accoquiner avec des empires financiers moins catholiques tels la Maffia, en créant des scandales (krachs, meurtres, suicides) qui s'emboitent les uns dans les autres : Sindona, Licio Gelli, la loge P2, Roberto Calvi et la Banco Ambrosiano .

Le Pape des fachos : le sujet abordé, était les liens étroits de l'extrême droite et de l'église. Ces liens sont historiques car déjà Pie XII à béni Hitler, les légions de Mussolini allant combattre les républicains en Espagne ; voir également le rôle de l'Eglise hollandaise dans la déportation des Juifs de ce pays.

Les liens actuels : la visite de Le Pen à Rome où il aurait été invité par le Pape à continuer à se battre contre le danger de la décadence des valeurs morales en Europe. Romain Marie (composante catho-facho de la mouvance Lepéniste) déclare que le Pape aurait béni leur combat contre l'avortement en conformité avec la morale chrétienne.

Ces déclarations n'ont jamais été démenties par Jean-Paul II.

Les prises de position de l'église sur les vies sexuelles de l'homo-sapiens. Ingérence dans la vie privée de millions d'êtres, dont on connaît les conséquences désastreuses sur leurs comportements. Morale Judéo-Chrétienne qui ravale la femme au rang de simple génitrice au service du genre humain.

Le dernière affichette, reprend un article du *Canard Enchaîné* sur **la théologie de la libération** et plus précisément « les instructions du Vatican données aux pauvres désirant s'insurger contre leur tyran ».

« Ce nouveau bréviaire de révolte » est une mise au point telle que personne ne peut avoir de raison de s'insurger. En effet, la lutte armée est admise par le Vatican, seulement en cas de « tyrannie évidente et prolongée » ; la distinction entre tyrannie provisoire et tyrannie prolongée n'est pas indiquée ; pour la tyrannie évidente, attendez que les stigmates soient bien « vus ».

En conclusion, le journaliste conseille d'éviter de confondre l'édification des croyants avec celle des barricades. Ce n'est pas très catholique.

Quelques réflexions sur ce qui n'a pas été dit, et qui a été démontré pendant la campagne. Tout d'abord, quelques exemples pour situer les prêtres sur différents terrains de luttes.

Les missionnaires (actuellement cette dénomination a disparu, mais la fonction reste) sont le fer de lance de la pensée occidentale dans les pays sous-développés. Les curés populistes du Chili, à travers un discours démago, cherchent à placer la « bonne parole ».

Certains prêtres, en France, dans les ZUP, les quartiers pauvres des grandes villes, font un travail de propagande facilité par leur introduction dans ces milieux par leur sacro-saint statut de religieux.

L'Eglise apporte son soutien à qui réclame l'ouverture de lieux de culte islamique. Ils vont jusqu'à autoriser la pratique de ces cultes dans leurs propres églises, comme à la Croix-Rousse. Par son porte-parole Decourtray, l'église apporte son soutien à la lutte des immigrés contre la loi Pasqua-Pandraud. Que se cache-t-il derrière de telles attitudes, sinon le soucis de recruter ?

Indépendamment du rôle direct des pretres, il existe tout le poids des dogmes de la religion relayé par la société, la famille.

Toute notre vie est marquée par des échéances catholiques.
Le baptême : sans notre consentement, on est déclaré de confession catholique. Tant que l'on ne s'est pas fait débaptisé, on est comptabilisé (OSTIE a lancé une campagne de débaptisation). Quel plus bel exemple d'embrigadement sans s'informer du désir de l'individu.
Les communions : confirmation, première et solennelle : pour nous faire avaler la pilule de l'aliénation, l'église l'édulcore avec la « grande fête de la famille » et de nombreux cadeaux.
Le mariage : la finalité de l'enfermement de deux personnes, les condamnant à vivre ensemble quelques soient les péripéties de leur vie (voir le combat que mène l'église contre le divorce).
Les saints sacrements : l'aboutissement. Ils sont administrés aux moribonds sans leur consentement, s'ils n'en font pas la demande expressément (un cas célèbre : Ed. Herriot)

Au travers de la famille, sont inculqués toute l'échelle des valeurs morales, des tabous sexuels, des interdits. Le suicide est condamné dans la religion chrétienne. L'avortement aussi. Les dogmes de l'église, perpétués par la famille nuisent à la libre disposition de son corps.

La lutte à mener contre les religions est au moins aussi importante que celle à mener contre l'asservissement militaire. La lutte est d'autant plus dure, que ce combat est facilement qualifié d'anachronique, de désuet, car à contrario de l'armée, l'église a su s'adapter, se mettre en retrait de façon à agir comme cela est évoqué plus haut. Leur forme de propagande est beaucoup plus incidieuse, plus pernicieuse, mais hélas, plus efficace, témoin le déchaînement de la répression contre les différents moyens d'expression utilisés par OSTIE pour propager les idées anti-cléricales. Nous n'avons jamais vu sur Lyon un tel acharnement pour arracher les affichettes, les auto-collants du genre *Dieu Go Home, L'église, 2000 ans de tyrannie évidente et prolongée, le Vatican spécule, le Tiers-monde crève, Ni sabre ni goupillon.* Et puis, l'arrestation des copains, les menaces d'expulsion, l'agression fasciste pendant la manifestation.

En résumé, si l'armée est partout autour de nous, les religions sont en nous, d'où la difficulté de se battre.

L'EVOLUTION DE LA LUTTE ANTI-CLERICALE

Dans la nuit du jeudi 2 au vendredi 3 octobre, alors qu'un très important dispositif policier était déployé, dans le cadre de la campagne d'affichage du groupe O.S.T.I.E, 8 copains ont été embarqués, puis ont subi des sorts divers.

— Deux ont été relâchés dans l'heure qui suivait leur interpellation. Dans la matinée suivante, les pandores tentaient de les récupérer. Pour l'un d'entre eux, ils y réussissent, le retrouvant chez ses parents où ils perquisitionnent avant de l'emmener dans les geôles étatiques pour 48 heures.
— 4 d'entre eux ont été relâchés après une garde à vue de 48 heures.
— Pour les deux copains étrangers, la sortie du poste s'est faite en direction du centre de rétention de Ste Foy-les-Lyon. En effet un arrêté d'expulsion a été pris pour chacun. A noter que la copine italienne a subi une fouille anale et vaginale !!!

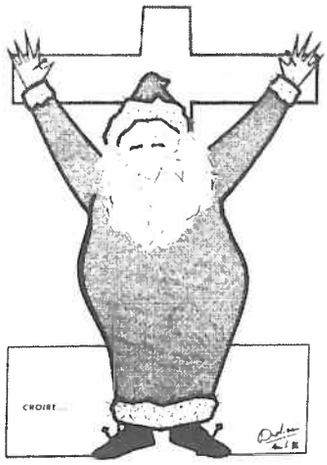
Vendredi soir, pendant la manifestation, à l'appel d'O.S.T.I.E, contre la venue du Pape, des énergumènes du C.L.A.N. (Comité lyonnais d'action nationaliste) ont tenté d'arracher la banderole (*Non à l'Etat de Saint-Siège*). Nous avons profité de la présence des journalistes pour annoncer l'arrestation de nos camarades : un comité de soutien est aussitôt organisé. Il s'en suit :

— Un appel aux organisations, partis politiques, associations humanitaires.
— Des communiqués de presse
— Une campagne téléphonique (Préfecture, Ministère de l'Intérieur, des relations extérieures, Archevêché...)
— Contact direct avec l'Archevêché, où l'on met en contradiction les déclarations de Decourtray (Archevêque de Lyon) soutenant les JALB (Jeunes arabes de Lyon et Banlieue) en lutte contre les lois Pasqua et Pandraud, et l'arrestation d'étrangers qui expriment leur désaccord avec la venue du Pape.

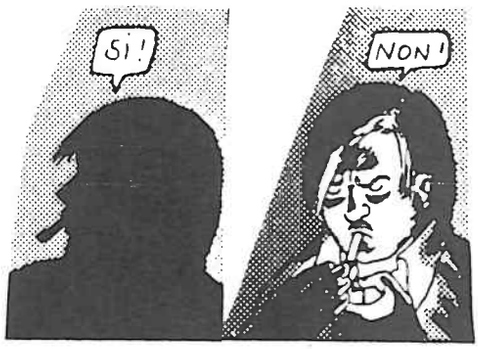
Samedi, de nombreux contacts à travers la France (Paris, Toulouse, Reims, Caen etc.) sont pris. Des camarades (surtout libertaires) se font l'écho de notre appel et interviennent à leur tour pour exiger l'abrogation des arrêtés d'expulsion et la libération immédiate des deux camarades.

Dimanche et lundi, le comité continue. Dès dimanche, de nombreuses prises de position commencent à nous parvenir. En Suisse et en Italie, des camarades commencent à bouger. Pendant la Conférence de presse que nous tenons, nous nous insurgeons contre le fait que la venue du Pape à Lyon soit prétexte à des **atteintes à la liberté d'expression et à de nouvelles mesures discriminatoires à l'encontre des étrangers.**

Le mardi, dernier jour de la visite du Pontife, un rassemblement était organisé par les signataires d'un appel à surseoir à l'exécution de l'arrêté d'expulsion à l'encontre de Paola et Markus.



C'est un peu la confusion : on apprend de deux sources sûres des informations contadictoires : ils sont expulsés, ils sont libérés, dès le Pape parti.



Le rassemblement a lieu ; des copains sont allés chercher des *Canard Enchaînés* directement à l'imprimerie. A la une, un titre humoristique : « Le démentèlement de la filière italo-suisse ». Pendant les prises de parole sont dénoncées les expulsions de Paola et Markus, mais aussi toutes les expulsions. Peu à peu se fait jour la nécessité de former un autre comité anti-expulsions.

Dans la soirée, les copains sont libérés.

Une réunion inter-orgas est décidée pour le lendemain même, afin de profiter de la dynamique provoquée par leur libération.

Les bases en sont :
— Non aux expulsions
— Non aux camps de rétention
— Abrogation de la loi Pasqua Pandraud.

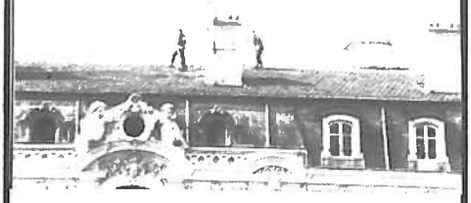
Pour réaliser ces trois objectifs, différents moyens sont mis en place :
— Un appel est lancé à toutes les personnes et organisations attachées aux libertés, pour faire barrage à toutes les expulsions.
— Joint à cet appel, un tract rappelant les mesures prises contre les étrangers avec présentation de quelques cas.
— Un réseau téléphonique pour réagir à toutes les expulsions est mis en place. On l'utilisera dès le lundi 21 pour protester contre l'expulsion des 101 Maliens.
— Une brochure expliquant les tenants et les aboutissants de la loi sera publiée.
— Une marche sur le centre de rétention de Sainte Foy-les-Lyon est programmée.

Le Pape, c'est aussi :

- Une répétition générale pour un contrôle total de la population.
- 1/3 des effectifs de la police nationale avec les célèbres GIPN GIGN.
- Des kilomètres d'entrée interdites à la circulation entrainant des kilomètres de bouchons.

GABEGIE FINANCIERE

- 1 500 000 F. DE SUBVENTIONS DU CONSEIL GENERAL
- 1 500 000 F. DE SUBVENTIONS DU DEPARTEMENT.
- 1 500 000 F. DE SUBVENTIONS DE LA MUNICIPALITE.
- 5 000 000 F. pour le concert JARRE dont 1 000 000 F. de PHILIPS.



Mesures de sécurité exceptionnelles prises à l'encontre de la population

- Déportation de population pendant la visite.
- Remplacement des familles dans certains appartements aux points stratégiques par des R.G.
- Incarcérations préventives.
- Port d'un badge pour les gens travaillant près des lieux de rassemblement.
- Conseil de laisser les fenêtres ouvertes ou fermées pendant les rassemblements ou le passage papal.
- Les hôtes sont responsables de leurs visiteurs.
- Enquêtes policières auprès des commerçants.

Gardons la forme
Entreprise

Un mouvement à Renault Véhicules industriels de Blainville-sur-Orne

RVI VENISSIEUX

Des colères, des émotions populaires, l'histoire, pour le meilleur et pour le pire, en regorge. Le mouvement ouvrier eut souvent les siennes qui, si elles ne furent pas mâtées à coups de matraques, de sabres et de fusils, se calmèrent d'elles-mêmes.

Une crise de nerf, même provoquée par l'agression du capital, peut-elle émouvoir le sentiment révolutionnaire ? La classe ouvrière s'est presque toujours battue le dos au mur, presque par désespoir, comme surprise par la réalité qui fait son quotidien : l'exploitation capitaliste. Ceci devrait nous démontrer que la classe ouvrière, pas plus qu'une autre, n'est spontanément révolutionnaire. Or, s'il est vrai que nos désirs sont le produit de la réalité, beaucoup d'entre nous ont quelquefois tendance à prendre leurs désirs pour la réalité.

Aussi, les derniers événements qui se déroulèrent sur le site de Blainville-sur-Orne n'ont rien qui pourrait conforter ces éternels optimistes, adorateurs du vaillant prolétariat.

L'EROSION CONTINUE DES EFFECTIFS

En 1976, l'effectif du site de Blainville était à son apogée. 7500 personnes composaient le personnel. Depuis cette époque, les P.S.E (Plans de sauvegarde de l'emploi) se sont succédés, auxquels doivent s'ajouter les mises en pré-retraite, les départs et les licenciements pour raisons diverses. Cette réalité, à laquelle il faut ajouter le blocage de l'embauche fit que le nombre de travailleurs tournait, avant les dernières suppressions d'emploi, à environ 4 400. Dans un avenir proche, compte tenu qu'à ces licenciements il faut encore une fois ajouter les pré-retraites, le nombre descendra au-dessous des 4 000.

En dix ans, le site se sera donc vidé de 3 500 personnes, c'est-à-dire d'un peu plus de 45 %. Le processus n'est certes pas terminé. Les départs en pré-retraite (57 ans) se font par fournées successives et régulières.

Or nous avons tout lieu de penser que la direction envisage, pour un avenir plus ou moins proche, de faire tourner la boîte avec un effectif de 3 000 personnes.

Essaiera-t-elle d'accélérer le processus par le biais d'autres départs volontaires ou par la mesure plus radicale de nouveaux licenciements collectifs ?

N'étant pas dans les secrets de la stratégie RVI, nous n'avons d'autres moyens que de faire des hypothèses sur l'avenir (ce que je ne ferai pas ici) ou de remplir l'escarcelle de quelque charlatan, marabout ou voyant en tout genre dont le commerce, sur la place de Caen comme d'ailleurs, s'avère florissant.

Quel bon tuyau pour ceux qui veulent se recycler !

COMMENT LA PEUR S'INSTALLA

Il a suffit d'une rumeur, puis de la menace, annoncée par les sections syndicales CGT, CFDT, FO, de 328 suppressions d'emplois, pour qu'une crainte sourde s'installe dans les ateliers et les bureaux.

A l'appel des sections syndicales, des débrayages eurent lieu, d'une importance presque surprenante compte tenu du calme relatif qui régnait sur le site depuis plus de 5 ans.

Sans doute pour calmer des esprits, les chefs d'atelier provoquèrent des réunions où ils confirmèrent qu'il leur était demandé de désigner un certain nombre d'individus indésirables pour alcoolisme notoire, absentéisme fréquent et incompétence professionnelle. Quant à l'heureuse majorité des vaillants et bons travailleurs, elle n'aurait, paraît-il, rien à craindre. La suite démontra cependant qu'il n'en était rien. En effet, les choix faits selon ces incontournables critères ne durent pas faire le compte; il fallu bien trouver d'autres critères de sélection. Citons pour exemple: l'embauche récente (de quoi se marrer quand on sait que les plus jeunes embauchés ont 10 ans de boîte), et/ou la situation sociale (être célibataire et sans enfant risque ici d'être considéré comme une tare irréfutable).

En attendant, les esprits furent momentanément calmés, à tel point que le second appel ne réunit que quelques 50 personnes pour le poste du matin. On pouvait croire l'affaire classée...

COMME UN OURAGAN

C'est le mercredi 15 octobre au soir que j'appris la nouvelle. Le débrayage de l'après-midi avait « mal tourné ». La manifestation avait dégénéré en émeute. Des bureaux furent dévastés. Un chef d'atelier sérieusement mollesté. Le bilan total des dégâts fut évalué à 800.000 F.

Le lendemain, l'entrée de l'usine fut bloquée jusqu'à midi.

Faisant suite à l'annonce des premiers licenciements, cette résurgence de la colère collective pourrait s'expliquer (outre celle engendrée chez les individus directement concernés) par le fait que beaucoup ne supportèrent pas que des copains et copines fussent touchés par ces mesures de licenciement. Outre la conscience politique de certains (qui hélas, n'est pas le fait de la majorité) l'aspect affectif d'un tel phénomène est sûrement indéniable.

Le dernier événement vient de la chaufferie (1). Le lundi 20, ayant appris que l'un des ouvriers « verrait son poste supprimé » (c'est le terme officiel pour dire « serait licencié »), et cela mêlé à la crainte, par ailleurs fondée, de voir leur secteur démantelé dans un avenir plus ou moins proche, ces camarades coupèrent les robinets, ce qui eut pour conséquence d'immobiliser l'usine toute la journée.

ET LA JOURNÉE DU 21

Après de telles effervescences, on pouvait s'attendre à une folle journée.

Hélas, la manifestation fut, certes nombreuse, mais pauvre du point de vue événementiel. Sans commentaire!

DES CONSEQUENCES AU SILENCE DES SYNDICATS

Pour répondre à l'événement du 15 octobre, la direction décida de frapper. Elle licencie deux travailleurs; l'un pour faute très grave, l'autre pour faute grave, admirez la nuance! Ces travailleurs, il va sans dire, furent licenciés sans indemnité (50.000 F.) ni préavis. Un troisième écoppa de 5 jours de mise à pied... pour faute lourde (de la nuance, encore et toujours!)

Le plus grave dans tout cela est que les sections syndicales firent peu de cas de cette affaire. Pire, elles n'en informèrent pas les travailleurs. Quant à leur défense auprès de la direction (inflexible, il est vrai, depuis quelques temps), elle fut passablement bâclée, ces cas étant jugés indéfendables.

Vous qui pensiez que lorsqu'on monte un spectacle, on se doit de l'assumer jusqu'au bout, apprenez qu'il y a des metteurs en scène qui sont prêts, quand tout se complique, à laisser les acteurs livrés à eux-mêmes.

C'est donc, ironie du sort, la direction qui, par voie hiérarchique et lors de réunions de CABUR (2) en informa le personnel.

UNE DEUXIÈME FOURNÉE

Les licenciements (pardon, les suppressions de poste) sont aujourd'hui chose acquise, irréfutablement admise. Les syndicats n'axent plus leur agitation (essentiellement littéraire) que sur d'hypothétiques futurs licenciements, une deuxième fournée que la direction se plaît, timidement et du bout des lèvres, à démentir.

C'est dans ce climat d'asthénie généralisée que la CGT essaie, tant bien que mal, de tirer son épingle du jeu avec ses thèmes éternels et son inévitable « conquête du marché intérieur ».

Dans tout cela, on aurait peine à percevoir la moindre critique du système capitaliste, de ses fondements, de sa logique, la moindre remise en cause de la loi du profit et d'une logique de croissance à laquelle nous restons enchaînés; il serait vain d'y chercher la moindre question sur la finalité du travail comme sur le rapport de production/consommation. Rien de tout cela vous dis-je! Les travailleurs ne demandent pas l'impossible: ils souhaitent que le capitalisme les satisfasse et les rende heureux. Excepté, peut-être, quelques-uns dont l'auteur de cet article. Mais sa voix, même aidée d'un haut-parleur, saurait-elle porter assez loin?

Caen. Daniel le 9.11.86

(1) Secteur alimentant l'usine en air comprimé.

(2) Conseils d'Ateliers et de Bureaux qui permettent aux travailleurs de pratiquement tout exprimer exepté des critiques vis-à-vis de la direction, de leur hiérarchie, et des remarques désobligeantes, de parler politique. Les histoires de cul sont tolérées... pour se détendre.

Peuples en lutte
Colombie

LE C.R.I.C. : Un exemple des luttes indiennes en Amérique du Sud.

Pouvez-vous nous dire comment vous, indiens de Colombie, vous ressentez ce que vous avez vu en Europe depuis que vous êtes arrivé ?

Ce qui m'a choqué, en arrivant, c'est surtout la richesse, et plus encore, la mécanisation. Dans les villes, les usines et à la campagne, dans les fermes que j'ai visité. Chez nous, tout le travail agricole ou artisanal se fait à la main et nous sommes très pauvres. Ce que je m'aperçu ensuite, c'est qu'ici, en Europe, les problèmes semblent dûs au contraire à la surproduction ! Par exemple, cela est très net chez les petits paysans bretons que j'ai rencontré, qui sont condamnés et qui luttent par rapport aux crédits et aux quotas laitiers. Mais cela est très net aussi dans une usine de Nantes où j'ai discuté avec les ouvriers, menacés de licenciement parce que le patron ne peut plus vendre les marchandises produites. Il y en a trop.

Ne pensez-vous pas que cette surproduction, ici, et la misère, en Amérique du Sud, sont en fait les conséquences d'un même système économique mondial ?

Si, bien sûr, et nous avons beaucoup discuté de cela avec les paysans et les ouvriers qui, depuis deux ans, se sont solidarisés avec nos luttes, mais faire cette analyse et surtout mettre sur pied une vétitable solidarité entre les groupes sociaux, victimes de ce système, et tellement différents, n'est pas facile !

* *
*

Ce type de dialogue ne fut pas rare tout au long du séjour du « Compañero Alvaro » en France, en septembre et octobre 1986. Alvaro est vice-président du CRIC, le Conseil Régional Indigène du Cauca, l'organisation indienne la plus importante de Colombie. Avec un autre compagnon du CRIC, ils sont venus 2 mois en Europe (France, Suisse, Allemagne, Espagne, Autriche, Angleterre), pour informer sur la situation sociale des indigènes en Colombie, et surtout sur leurs luttes. Ils sont aussi venus pour comprendre la réalité sociale européenne, trouver des formes de solidarité mutuelle et concrète dans tous les domaines : politique, culturel, réalisations alternatives en production (coopératives, etc.), éducation, santé etc.

En 1982, fort de douze années d'expérience et de lutte, ce fut la Conseil Régional Indigène du Cauca qui impulsa la création de l'ONIC, l'Organisation Indigène de Colombie, qui regoupe aujourd'hui une vingtaine d'organisations indiennes autonomes et régionales de tout le pays.

" En accors avec nos traditions de lutte, l'existence de nos "Resguardos"(1) et "Cabildos"(2), de notre culture propre et d'une législation spéciale qui nous favorise en partie, nous vîmes la nécessité de créer notre propre organisation, avec notre propre programme.

Le Conseil Régional Indigène du Cauca, le CRIC, s'est constitué à l'assemblée indigène de Toribio, le 24 février 1971. Une seconde assemblée se réunit le 6 septembre de la même année à Suzana qui approuva définitivement notre programme en sept points, qui sont :

1. Récupérer les terres des "Resguardos".
2. Accroître les "Resguardos".
3. Renforcer les "Cabildos indigènes".
4. Ne pas payer de "Terrajes".
5. Faire connaître les lois relatives aux indigènes et exiger leur juste application
6. Défendre l'histoire, la langue et les coutumes indigènes
7. Former des professeurs indigènes qui puissent instruire conformément à la situation des indigènes et dans leur propre langue.

Ce programme est toujours en vigueur à ce jour. Un 8eme point fut ajouté en 1981 qui est : Développer les organisations économiques communautaires (3)

Le Cauca est un département du Sud de la Colombie. Les communautés indigènes (4) — des peuples Paez, Guambiano, Cocunuco, etc. — vivent ici dans la Cordillère et compte environ 200.000 personnes. Le problème numéro un, c'est le manque de terres, car celles-ci sont aux mains des grands propriétaires blancs et métis. La lutte principale est donc la récupération des terres ; lutte violente ou pacifique (30.000 ha depuis 1971).

Mais l'axe essentiel du CRIC, qui représente démocratiquement la quasi totalité des 60 communautés indigènes du département, c'est l'autonomie de ces communautés dans tous les domaines (cultures, éducation, production, organisation sociale, santé, etc.). Cette lutte pour l'autonomie (auto-détermination globale) passe par le renforcement des Resguardos et des Cabildos.

Elle doit faire face quotidiennement à la répression, des tueurs des grands propriétaires aux forces policières, militaires et para-militaires (groupes armés non officiels). En 15 ans, plus de 150 leaders indiens du CRIC ont été assassinés ! Et des centaines d'autres, emprisonnés, torturés. Cette répression permanente n'a pas empêché l'extension des luttes et le processus d'auto-organisation qui les caractérisent. le CRIC s'est au contraire peu à peu consolidé.

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUES

Au fur et mesure de la consolidation de l'organisation et plus particulièrement avec l'apogée de la récupération des terres, on commença à promouvoir les formes associatives de production et de distribution dans la majorité des "resguardos". On organisa des entreprises et des groupes communautaires, non seulement sur les terrains récemment récupérés, mais aussi sur les terres travaillées antérieurement par la communauté (il y a aujourd'hui plus de 60 groupes et entreprises communautaires faisant partie de l'UDEC, Union des entreprises Communautaires, organisme coordonné par le CRIC).

Depuis 1976, on a créé des boutiques communautaires et des coopératives de consommation dans presque tous les "resguardos" (40 boutiques environ). On parvint ensuite à créer et à organiser la ***Coopérative Centrale Indigène du Cauca*** *dont les membres sont les boutiques communautaires qu'elle approvisionne d'articles de première nécessité.*

Ces dernières années, notre coopérative centrale, outre ses activités de consommation, travaille à l'organisation de programmes de production agricole et d'élevage avec la participation d'entreprises et de groupes communautaires. Ceci aussi bien de façon indépendante qu'en coordination avec certaines entités officielles. C'est ainsi qu'elle fit ses premiers pas dans l'organisation de la commercialisation dans nos communautés.

AUTRES PROGRAMMES

Un autre champ d'action, depuis déjà plusieurs années, est la promotion et l'orientation d'écoles bilingues dans certaines de nos communautés. Plus de 10 écoles actuellement développent un programme spécifique qui cherche à donner les bases d'une éducation bilingue et bi-culturelle, en rapport avec nos conditions de vie et nos besoins. Ceci, afin de créer un modèle spécifique qui puisse servir de guide dans toutes les régions indigènes du Cauca.

Dans le domaine de la justice, on a consolidé le programme d'aide légale apportée aux détenus depuis le début du CRIC, en le complétant par des recherches de titres de propriété des "resguardos" et par la formation juridique tout particulièrement de nos "cabildos".

Ces dernières années, on a commencé à développer également un programme de santé, qui cherche à tenir compte à la fois des apports de notre médecine traditionnelle et de ceux de la médecine occidentale. Bien que ce programme se développe actuellement dans une seule zone, on espère pouvoir l'étendre à d'autres, le plus tôt possible.

Notre équipe de relations qui est chargée d'élaborer notre journal, nos abécédaires, affiches et bulletins, travaille également à la production et à la diffusion de matériel audio-visuel (films, photos, cassettes), afin de qualifier et faire parvenir l'information de façon plus efficace à nos communautés.

STYLE DE TRAVAIL

Bien que ni le CRIC, ni ses principaux dirigeants et collaborateurs ne fassent partie d'une organisation politique déterminée, il est indubitable que l'impulsion du travail indigène se fait dans une perspective de gauche, en aspirant à contribuer à un changement radical de la société colombienne.

POSITION PRAGMATIQUE

Face au style prédominant de la gauche des années 70, il fut clair dans les orientations du CRIC qu'il ne fallait chercher à imposer aucune ligne ou aucun schéma, qu'il fallait refuser les dogmes que plus d'un groupe prétendait apporter aux communautés.

Bien qu'on eût quelques sympathies pour des positions déterminées au niveau national et même international, on considère toujours que l'orientation du travail devait être déterminée par les conditions particulières locales et régionales...

Il est également fondamental d'évaluer de façon périodique les expériences en cours permettant de rendre compte de ce qui est correct ou non dans l'orientation prise. Il n'y a aucune difficulté à changer les orientations qui n'ont pas réussi ou qui ne peuvent plus être maintenues...

Comme preuve du style pragmatique du CRIC, on peut citer le fait que notre programme politique ne fut présenté et approuvé qu'au cours du 5eme congrès en 1978, soit 7 années après la formation de l'organisation. Ce programme, qui rassemble les analyses et discussions qui furent faites au cours de ces 7 années, ne prétend cependant pas se prononcer sur l'ensemble des problèmes que les groupes politiques ont l'habitude d'aborder. Il veut seulement présenter un cadre minimum permettant une direction cohérente du mouvement indigène du Cauca...

En partie en conséquence de la position ci-dessus, nous avons toujours soutenu la nécessité de s'allier avec d'autres exploités et opprimés, position rejetée par diverses organisations indigènes de Colombie et Latino-Américaines. Cela n'a pas toujours été facile de maintenir notre position devant l'inconséquence ou le sectarisme de beaucoup d'alliés possibles...

On connaît bien la situation de diverses organisations de masse en Colombie qui ont été en crise ou ont franchement décliné, par la faute du "canibalisme" de certains groupes de gauche, qui se sont disputé leur direction, sans reculer devant aucun moyen d'y parvenir. le CRIC a dû affronter plusieurs de ces groupes qui l'ont combattu de façon acerbe plusieurs années, mais qui, ne parvenant pas à s'en saisir ni à le diviser, ont diminué finalement leurs attaques...

Le CRIC a cherché à faire son travail en partant au niveau de la communauté, le consolider autant que possible afin de commencer ensuite à développer un travail au niveau régional. L'extension des activités à une plus grande échelle doit se faire avec beaucoup de prudence et seulement au fur et à mesure que les conditions pour le faire se présentent.

L'orientation même du travail se définit progressivement au cours de larges discussions et participations, sans jamais vouloir avoir des idées déjà arrêtées.

Tout ce style de travail basé sur l'autonomie des gens et des communautés, rejettant donc tout pouvoir extérieur ou vertical (partis, guérillas, groupes religieux, Etat, etc.) paraît suspect aux yeux des groupes marxistes léninistes colombiens. Plusieurs de ces groupes ont *essayé*, mais en vain, plusieurs fois, de « noyauter » ou « chapeauter » l'organisation indigène.

Le parti communiste et son organisation de lutte armée, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) ont menacé et tué plusieurs militants indiens du CRIC (5).

Ce type d'affrontements politiques et armés existe aussi ailleurs en Colombie. Entre les organisations « révolutionnaires » autoritaires et les « mouvements de base », groupes sociaux autonomes en lutte : « syndicats indépendants » (50% des syndiqués !), associations de quartiers, organisations paysannes, etc.

La Colombie (6) est donc un pays où existe un mouvement social très divisé, très réprimé, mais qui porte en lui et diffuse des perspectives d'un véritable changement de la société. Les directions oligarchiques des deux partis qui monopolisent le pouvoir (conservateurs et libéraux), L'Etat, et ses forces répressives officielles ou para-militaires, le savent...

Ces mouvements de base sont durement réprimés et une réelle solidarité internationale concrète, est plus que jamais souhaitée ici (7).

Bogota le 7 novembre 86

1er anniversaire de la "prise du palais de justice" par le M 19. La répression fit plus de 100 morts.

Luis Aranda

(1) Territoires réservés aux indiens, qui en ont la propriété collective.

(2) Conseils élus tous les ans par toute la communauté de chaque Resguardos.

(3) Les textes cités sont extraits d'une brochure publiée en 86 par le CRIC : *Contexte des luttes indigènes du Cauca.*

(4) On emploie en Colombie le terme « indigène » et non « indien » car celui-ci est devenu une injure !

(5) Les contradictions des communautés indiennes avec le sixième front des FARC (CRIC, sept. 1985)

(6) Lire *Colombie enchaînée*, de Juan Soler, 1986. Ed. Acratie. BP 23 64130 Mauléon. France. 21 francs.

(7) Pour plus d'information, contacter en France le Comité France-Colombie, 14 rue de Nauteuil. Paris 15eme.

Peuples en lutte

L'ÉVOLUTION DE LA RÉFORME AGRAIRE AU NICARAGUA

L'évolution de la réforme agraire est une constante dans le développement de la révolution sandiniste. Elle a accompagné, pas à pas, les muchachos jusqu'au triomphe de la révolution, le 19 juillet 1979. Elle en est devenue un pilier et un instrument de la justice sociale au Nicaragua. Avant le triomphe, les grandes exploitations latifundiaires, appartenant au dictateur Somoza, à sa famille ou à ses séides, couvraient 2 044 000 hectares, soit 37 % de la SAU du pays ; il est inutile de préciser qu'il s'agissait en outre des meilleures terres du pays.

Au moment du triomphe, et au fur et à mesure de l'avancée des colonnes du FSLN, les exploitations dont les propriétaires étaient liés à la dictature et ont souvent fui, furent saisies. Une partie (environ la moitié) ont été transformées en fermes d'Etat (UPE) et le reste remis aux coopératives organisées par les paysans sans terre ou à des petits producteurs individuels.

Cette réforme, pour limitée qu'elle soit, pragmatique et réfléchie, s'opposait à l'attitude des mouvements gauchistes, comme le MAP-ML, ou provocateurs, comme le PCdN, qui pensaient qu'il suffisait de faire disparaître, souvent de façon violente, les propriétaires terriens pour qu'instantanément les paysans sans terre, les ouvriers s'organisent pour produire à leur compte. Comme si le fait de buter le proprio donne la volonté, la capacité à conduire une exploitation souvent importante. Car il ne faut pas perdre de vue le contexte dans lequel évolue la réforme agraire.

A l'époque le contexte était le suivant :

— les propriétaires latifundistes somozistes et leur encadrement avaient fuit, emportant tout ce qui pouvait l'être (bétail, tracteurs, moyens de transport) et sabotant le reste, laissant aux paysans analphabètes des exploitations de cultures destinées à l'exportation et dont la mise en œuvre nécessite de gros moyens technologiques et des connaissances techniques pour les mettre en route, dans des secteurs d'activités comme le coton ou le café.

— le premier travail important qui a accompagné la réforme agraire a été celui fait dans le cadre de la grande campagne d'alphabétisation qui a suivi le triomphe.

A la suite de cette acquisition de connaissances qui a permis de mobiliser des forces décidées à produire et dynamisées par leur savoir tout neuf et l'information, l'accès à la connaissance, etc., la Junta de Reconstruction Nationale décida d'affecter à la réforme agraire toutes les terres disponibles insuffisamment travaillées par les propriétaires, souvent absentéistes, dont certains utilisaient la sous-exploitation ou la mise en friche, comme arme de sabotage contre la RPS.

Dans le cadre de l'économie mixte, hautement affirmée, cette mesure aurait-elle suffit pour dominer la pression sur la terre et assurer l'auto-approvisionnement alimentaire du pays ? On ne peut être affirmatif dans l'absolu, mais on peut constater que, globalement, les objectifs avaient été atteints. Avant le triomphe, le Nicaragua importait 80 % des grains basiques (riz, haricots, maïs) destinés à la consommation de sa population. Grâce à la réforme agraire, en 1982, le Nicaragua avait inversé ces chiffres et couvrait 80 % de ses besoins avec des rations alimentaires en hausse de 20 %. Durant cette période, grâce aux effets de développement, le cheptel avait été reconstitué et les activités agropastorales remises normalement en route. La diversification des productions et l'objectif d'autosuffisance se traduisait par la mise en place de projets importants :

— productions maraîchères et fruitières de Sebacco, avec construction d'une unité de transformation et de conditionnement dont le financement serait assuré par une partie de la production exportée,

— complexe laitier de Chiltepe afin d'approvisionner la ville de Managua en lait frais et en fromage.

— développement de la production de viande dans la région de Matiguas, etc.

Parallèlement, les producteurs individuels s'organisaient dans la UNAG afin de faire entendre leurs voix et défendre leurs intérêts spécifiques.

Devant ce mouvement permanent et cette agitation rurale qui transformaient les données de l'agro-exploitation traditionnelle développée et dominée par l'impérialisme américain (café, coton, viande), celui-ci ne resta pas inactif et ne se contenta pas de regarder, l'arme au pied, ces transformations qui faisaient tache d'huile et qui, pour lui, est vraiment un très mauvais exemple pour les autres pays d'Amérique centrale.

La guerre horrible menée par les Yankees au Nicaragua est là et on ne peut évacuer cette donnée essentielle pour comprendre ce qui se passe actuellement dans la poursuite de cette réforme agraire.

Outre l'assassinat des cadres des coopératives, des paysans ayant bénéficié de la distribution des terres, la destruction des récoltes et des coopératives, des moyens de transport et de communication, la guerre destabilise tout le pays et chasse les gens vers des zones plus sûres, les régions frontalières se vident et la pression sur la terre devient encore plus forte dans les régions surpeuplées du centre et de la zone Pacifique.

Face à cette situation, les Sandinistes organisaient la défense et la riposte à l'agression :

— Récolte du café et du coton jusqu'aux zones frontières, avec la participation et sous la protection des milices populaires et de l'EPS, avec la présence de volontaires internationaux auxquels, pensaient naïvement le peuple du Nicaragua, les « bestias » n'oseraient pas s'attaquer.

— Regroupement des paysans dans les zones les plus menacées, dans des coopératives d'autodéfense,

— SMP pour tous afin d'égaliser le poids de la guerre et de relever les milices paysannes qui s'étaient portées spontanément aux frontières et qui n'étaient pas relevées depuis très longtemps.

Le déplacement des réfugiés dans la région centre déjà surpeuplée ou abondent de grandes propriétés correctement travaillées et productives (MASAYA), le mécontentement s'aggravant et la demande de terres devenant plus forte, tous les ingrédients étaient réunis pour que la situation devienne explosive et que la crise éclate au grand jour.

Le gouvernement sandiniste s'était préoccupé de la situation et avait utilisé tous les moyens légaux à sa disposition pour essayer de trouver un compromis avec les gros propriétaires:

— achat de terres
— compensation dans d'autres zones
— indemnisation.

Ainsi aussi démantèlement d'une partie du secteur d'Etat.

Malgré toutes ces mesures, la situation dans la région empirait, car les terres convoitées par les paysans étaient celles du sieur Bollanos, ci-devant président de l'organisation patronale COSEP et antisandiniste notoire. Il est évident que celui-ci porta le problème sur le plan politique et se posa en victime de l'intransigeance révolutionnaire. Las des tergiversations et des atermoiements, les paysans, soutenus par les syndicats UNAG, ATC, les organisations locales du FSLN et techniques du MIDINRA, occupèrent les terres et les travaillèrent pour leur propre compte.

Afin qu'une telle situation ne puisse entraver la marche en avant du peuple du Nicaragua, la loi de réforme agraire a été modifiée et chaque fois que la situation l'exigera, l'affectation des terres des grands propriétaires pourra être décidée afin de répondre à la demande des paysans sans terre et de leurs organisations.

Alors il est évident que devant l'intensification de la guerre, grâce aux 110 millions de dollars généreusement octroyés par le terroriste Reagan et ses complices du Congrès américain, le consensus entre la bourgeoisie moyenne et le FSLN soit rompu car en décidant d'affecter les terres aux paysans en leur donnant le fusil pour les défendre, le choix de poursuivre la révolution est clair aux yeux de la bourgeoisie.

Si cette mesure ne résoudra pas tous les problèmes d'auto-approvisionnement du pays, on peut penser, à juste titre, qu'elle s'inscrit dans une logique sans faille, dont fait preuve le FSLN, après 7 ans de révolution, d'alphabétisation, de conscientisation et de formation technique. Les campesinos analphabètes sont devenus plus autonomes, plus capables de s'organiser pour produire, pour commercialiser leurs produits en court-circuitant la classe parasitaire mercantile qui les exploitait, et de défendre, les armes à la main, les acquis que la révolution leur a permis d'obtenir.

Si les 110 millions de dollars d'aide à la « contra » représentent le montant des exportations de café et de coton de 1985 du pays, si la guerre bloque le développement des grands projets, le peuple du Nicaragua répond par l'ingéniosité, le développement de micro-projets tels que la mise en place de jardins d'ouvriers à la ville comme à la campagne, appuyés par une formation technique acquise dans les établissements d'enseignement général, qui outre la propre production destinée à la consommation des élèves, fournit des plants et reproduit des semences pour les utilisateurs. La réponse à l'agression est aussi dans de grandes perspectives telles que les luttes pour la terre et l'occupation des terres des grands propriétaires.

Si, contrairement aux espoirs de Reagan, cette révolution ne capitule pas, c'est grâce à la compréhension par le FSLN des problèmes spécifiques aux paysans, problèmes qui ne trouvent leurs solutions que par une pratique et une avance pas à pas vers plus de justice sociale et non dans je ne sais quels dogmes.

Jamais depuis la révolution mexicaine, un pays d'Amérique latine n'avait autant pris en compte la situation des paysans et des pauvres de la campagne.

En même temps qu'il s'agissait de satisfaire les besoins alimentaires de la population en quantité et en qualité, le FSLN s'est soucié aussi de donner un véritable contenu politique que tous peuvent constater et dont, grâce à l'alphabétisation, la formation, l'information, la santé, ils peuvent comprendre et analyser.

C'est une grande leçon pour les classes dirigeantes des pays en voie de développement qui, grâce à l'aide alimentaire mendiée à l'impérialisme et octroyée contre leurs complicités, remplissent leurs poches et le ventre des forces de répression (police, forces armées, appareil d'Etat) et dont profite tout le secteur parasitaire urbain, avant de donner à leurs propres paysans la possibilité de produire.

Dernièrement, Thomas Sankara, du Burkina Faso, déclarait: « On ne me fera pas croire que l'Europe, dont la population paysanne n'est que de 2%, peut assurer son indépendance alimentaire et inonder les marchés internationaux et que nous, qui avons une population composée de 98% de paysans, ne pourrions assurer notre auto-suffisance alimentaire... »

Daniel NOEL
Brigades de solidarité avec le Nicaragua

Bibliographie:

Nicaragua aujourd'hui, dossier Réforme agraire, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris
Nicaragua informe à la FAO, 1983, Mindinra, Managua.
Revolucion y desarollo Mindinra Managua.

Lexique:

SAU: Surface agricole utile
FSLN: Front sandiniste de libération nationale
MAP-ML: Parti d'extrême gauche marxiste-léniniste.
PCdN: Parti communiste du Nicaragua.
UNAG: Syndicat agricole de petits et moyens agriculteurs.
EPS: Armée populaire sandiniste.
SMP: Service militaire patriotique.
COSEP: Syndicat patronal équivalent du CNPF.
ATC: Syndicat des ouvriers agricoles.
MINDINRA: Ministère de la Réforme agraire.
RPS: Révolution populaire sandiniste.

NICARAGUA: LA CONTRA ATTAQUE SUR TOUS LES FRONTS

L'offensive contre le Nicaragua s'est intensifiée ces derniers mois, posant de sérieux problèmes aux dirigeants de Managua. La «contra», riche de cent millions de dollars octroyés par Reagan, peut réinvestir le terrain militaire, se payer des «instructeurs militaires», mais également, et c'est une nouveauté, intervenir idéologiquement en Europe.

Depuis le triomphe de la révolution en 79, la «contra» a toujours cherché à «libérer» une partie du territoire, à Esteli, Siuna ou San Juan del Norte, pour ensuite tenter de créer un gouvernement provisoire, reconnu par les USA. Militairement, ces projets se sont toujours soldés par des échecs. L'armée sandiniste ayant toujours repoussé les contre-révolutionnaires. Sur le terrain des zones frontalières, la population est la première victime de ces combats. Son déplacement vers des régions plus sûres coûte très cher aux dirigeants et aggrave considérablement les dures conditions de vie, de santé de ces paysans, d'où un certain mécontentement. Face à ces défaites militaires successives, la «contra» a changé de tactique pour se consacrer davantage au terrorisme et à l'assassinat sélectif visant les rares techniciens dans le but de frapper l'économie du pays.

Illustration tirée du «Manuel de la CIA» véritable ouvrage technique pour saboter la Révolution Sandiniste.

D'autre part, l'assassinat de nombreux coopérants étrangers a forcé les dirigeants de Managua à les éloigner des zones dangereuses.

Privant de ce fait la population d'une aide vitale (soins médicaux, entretien technique, etc.), sur ce point la «contra» a atteint ses objectifs. Le gouvernement des Etats Unis essaie par tous les moyens d'isoler économiquement et politiquement le Nicaragua afin de faciliter ses plans d'invasion. C'est ainsi qu'il faut comprendre les pressions exercées sur les pays non-alignés et l'ouverture de bureaux de relations publiques de l'Union nicaraguayenne d'opposition (U.N.O.) dans la plupart des capitales européennes, dont Paris. La présence des mercenaires dans des opérations de livraison d'armes et d'entraînement se fait de plus en plus accrue. C'est ce que devait révéler Eugen Hasenfus, mercenaire payé par la C.I.A. après que son avion chargé d'armes pour la F.D.N. ait été abattu par l'armée sandiniste. Ce n'est pas la première fois que les Etats Unis essaient d'écraser les peuples qui luttent contre leur domination : il suffit de rappeler les exemples du Guatemala en 54, de Cuba en 61, de St-Domingue en 65, du Chili en 73 et de Grenade en 83 pour comprendre que les Etats Unis considèrent l'Amérique du sud et surtout l'Amérique centrale et les Caraïbes comme leur arrière-cour.

Touchons le fond

(2ème partie)

LA RÉVOLUTION EN QUESTION

LES REVOLUTIONS DU 20ème SIECLE

Les interprétations avancées précédemment (*) et les questions évoquées resteraient bien inconsistantes si elles n'étaient corroborées par les enseignements que délivrent les expériences historiques contemporaines, concernant la relation entre les types de pouvoir socio-politiques et la révolution.

Les réflexions qu'ont inspiré les révolutions du 20ème siècle voient souvent leur valeur limitée du fait qu'elles n'aient pas su distinguer suffisamment les époques et les contextes où ces révolutions ont surgi. On en est donc resté à des constatations trop générales, ou pas assez construites : celle, par exemple, de l'échec des révolutions modernes à remplir les promesses de leurs projets initiaux ou à suivre les voies que leur traçait la théorie. Echec attribué, selon les cas et les préférences, à des facteurs organisationnels (leçons léninistes diverses), ou idéologiques, tel la prédominance de l'inspiration autoritaire (leçon anarchiste) (16), ou bien à des raisons plus générales, comme la prétendue contradiction indépassable entre révolution et démocratie (17), ou bien entre égalité et liberté (18).

Or le temps est déjà loin où l'on pouvait évoquer la révolution comme *"l'un des événements les plus communs de la vie politique de presque tous les pays et continents"* (19). Il faut faire aujourd'hui un constat bien plus précis, et distinguer sous cet angle la situation des sociétés industrielles occidentales (auxquelles se réfèrent toutes les considérations précédentes), et celle des sociétés industrielles à régime soviétique, en laissant de côté les perspectives de la révolution dans les pays du «tiers-monde», qui relèvent d'une problématique spécifique.

Dans les premières, les sociétés capitalistes occidentales, ou d'économie mixte, il n'y a plus eu de tentatives révolutionnaires depuis la fin des années 30 — au moins. (20).

Les mouvements de 1968, en Allemagne, en France, en Italie ?
Il s'agissait de mouvements sociaux culturels, et de crise politique ; il y a bien eu extension de «l'agitation» à tous ou à de nombreux points du système social, il n'y a pas eu de polarisation ; ce n'est pas en sous-estimer l'importance et la signification que de dire qu'il ne s'est pas agi d'une révolution vaincue ou d'une tentative révolutionnaire.

→

* Cf. C.A. 60, *La révolution en question* 1ere partie.

Peut-être le seuil que nous traçons doit-il être situé plus haut. Par exemple, l'Espagne de 1936, exemple déjà plus lointain, et qui reste le témoignage classique de la créativité sociale dont est capable un mouvement social, ainsi que de la pertinence des idéaux libertaires. Cette révolution véritable, bien que vaincue, ne laisse pourtant pas de soulever toutes sortes de questions quant aux leçons qu'elle peut inspirer (21). Il suffira ici d'en poser une seule : cette révolution est-elle surgie dans une société comparable aux sociétés occidentales d'aujourd'hui, Espagne comprise, au niveau des fonctionnements intégratifs que nous avons relevés ? Il ne serait pas difficile de marquer en détail tout ce qui les sépare.

On peut remonter encore plus loin , à l'Allemagne des années 1918-23, exemple unique de tentative révolutionnaire prolétarienne dans un des pays industriels les plus avancés. Là encore, il y a bien des divergences d'interprétation. On soulignera donc seulement :
1. que la société allemande de l'époque est, elle aussi, bien différente des sociétés actuelles, même lorsqu'elles sont durement frappées par la crise, et que, 2. même sur ce cas, des analyses qui s'inscrivent incontestablement dans une perspective révolutionnaire concluent dans cet exemple, à la faiblesse de la conscience révolutionnaire, de la volonté de reconstruction radicale de la société, y compris parmi les acteurs du mouvement social, et à l'absence de polarisation sociale (22).

De toutes façons, cette époque et les traits qui la caractérisent sont trop lointains pour pouvoir orienter avec une quelconque certitude l'analyse des mouvements sociaux contemporains.

Ils permettent tout au plus de confirmer certaines idées sur la mise en place des dispositifs d'intégration. Si donc la révolution fait encore partie de l'imaginaire social, ce n'est donc pas tellement par rapport aux expériences révolutionnaires lointaines et ambigües de l'Europe occidentale, mais bien par référence à d'autres expériences historiques, plus proches dans le temps, mais qui se déroulent dans un tout autre cadre, celui **des pays de l'Est**.

En effet, si la révolution a encore une présence dans la conscience des Européens occidentaux, c'est dans la mesure où ils se réfèrent aux événements qui ont eu pour théâtre les sociétés de type soviétique. C'est dans ces société plus ou moins industrialisées, plus ou moins modernes, plus ou moins imprègnées de culture occidentale, politique ou autre, et diversement situées dans le contexte soviétique, que se maintiennent encore aujourd'hui les perspectives d'une révolution politique et sociale ; perspectives qui se concrétisent parfois et même périodiquement en tentatives poussées plus ou moins loin : Allemagne de l'Est, Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne surtout à diverses reprises — à l'exclusion de l'URSS, qui n'a connu que des révoltes circonscrites, et la contestation radicale mais symbolique et fragile de la dissidence (23).

Ces diverses tentatives, habituellement rangées dans la catégorie des « révolutions anti-totalitaires », montrent la plupart du temps une **pluralité de dimensions** (démocratique, prolétarienne, nationaliste, religieuse, et même anti-autoritaire et libertaire) qui rend la nature de ces mouvements sociaux incertaine et discutée ; cette pluralité de dimensions est cependant importante, car elle indique l'une des conditions de la reconstruction d'une cohésion sociale active (24).

Impossible en tout cas de ne pas observer que depuis l'après-guerre, les seuls pays européens qui aient connu

des mouvements sociaux radicaux et puissants, associant les couches les plus diverses de la société contre un même adversaire, et avec un même objectif immédiat, bref des mouvements révolutionnaires, sont précisément ceux où s'est instauré un mode de domination bien particulier (dit « totalitaire ») de toutes façons bien différent de celui que nous avons analysé plus haut. Ce mode de domination se caractérise (25) principalement par une coercition sociale, politique, policière très forte, dotée de moyens de violence plus ou moins sophistiqués, et par un « régime idéologique » de **saturation**, que l'on décrit presque toujours et à tort comme de l'endoctrinement ou du conditionnement.

Un tel régime social et politique, lorsqu'il est rapporté à son cadre, reste cependant **très rudimentaire et très brutal**, en ce qui concerne tout au moins les pays de l'Est, sinon la Russie elle-même. En effet, ces sociétés centre ou est-européennes, avec leur histoire, leur contexte oriental **et** occidental tout proche, leur différenciation interne, leur degré de développement industriel, etc., constituent un cadre social, économique et culturel qui permettrait et appellerait la mise en place de modes de domination plus « avancés », plus performants, tels ceux que l'on trouve dans le capitalisme occidental, précisément. Dans les pays de l'Est, un pouvoir qui tente de fonctionner sur le modèle soviétique, c'est-à-dire sans scène politique, sans opinion publique, sans idéologie au sens propre, donc sans intégration ni consensus, ce type de pouvoir empêche la mise en place de dispositifs d'identification (sauf envers les figures de l'opposition politique, cf. la Pologne aujourd'hui) et des relais du pouvoir, l'insaisissabilité de celui-ci, au contraire bien localisé et identifiable, bref, il empêche l'établissement de tous les dispositifs modernes relevés dans la structure politique des sociétés occidentales ; faisant apparaître les gouvernants comme des tyrans, et le pouvoir comme un abus permanent, il permet l'installation d'une polarisation durable de la société (Eux et nous) qui peut se cristalliser à tout moment en un rapport de force, à partir d'événements et de lieux imprévisibles et divers, et se propager ensuite dans tous les secteurs et couches de la société.

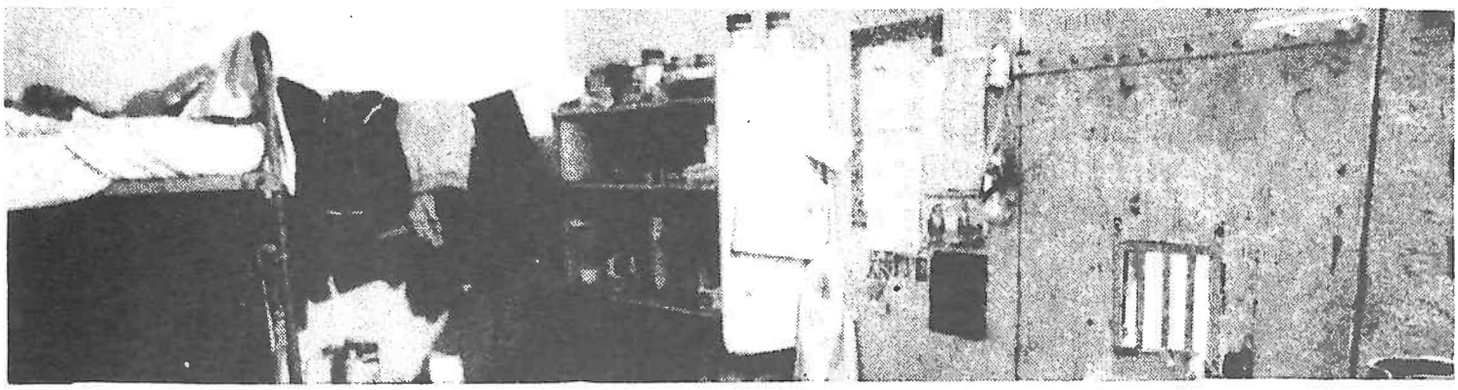
Malgré ou plutôt à cause même de la nature de la domination, centralisée, violente, excessive et manifeste, malgré la puissance des moyens répressifs et les souvenirs des défaites passées, c'est donc bien dans les pays de l'Est que l'on peut s'attendre au retour des tentatives révolutionnaires — sans qu'il soit possible, bien entendu, d'évaluer leurs chances de succès, d'extension à l'intérieur du cadre soviétique ou leurs répercussions hors de ce cadre et dans l'Europe occidentale toute proche ; d'où l'importance pour celle-ci, toute autre considération mise à part, des événements qui se déroulent dans les pays de l'Est, ou des transformations graduelles qu'ils connaissent.

PERSPECTIVES INCERTAINES

Dans les pages qui précèdent, il s'agissait essentiellement d'apporter, du point de vue de l'analyse politique et idéologique, un complément aux interprétations qui classiquement rapportent l'absence de mouvements révolutionnaires dans les pays « avancés » aux ressources encore disponibles pour le capital ainsi qu'à l'effet intégratif des organisations syndicales et des partis réformistes (26).

Dans quelle mesure ces considérations conduisent-elles à réexaminer les perspectives révolutionnaires traditionnelles ou modernes, à en marquer les limites ou les difficultés, à approfondir certains aspects négligés, c'est ce que nous allons tenter de voir maintenant. Il ne s'agit nullement, faut-il le préciser, de déclarer *"l'ère des révolutions touche à sa fin"* (27), pas plus que de proclamer son retour inévitable.

1) Dans la configuration socio-politi-



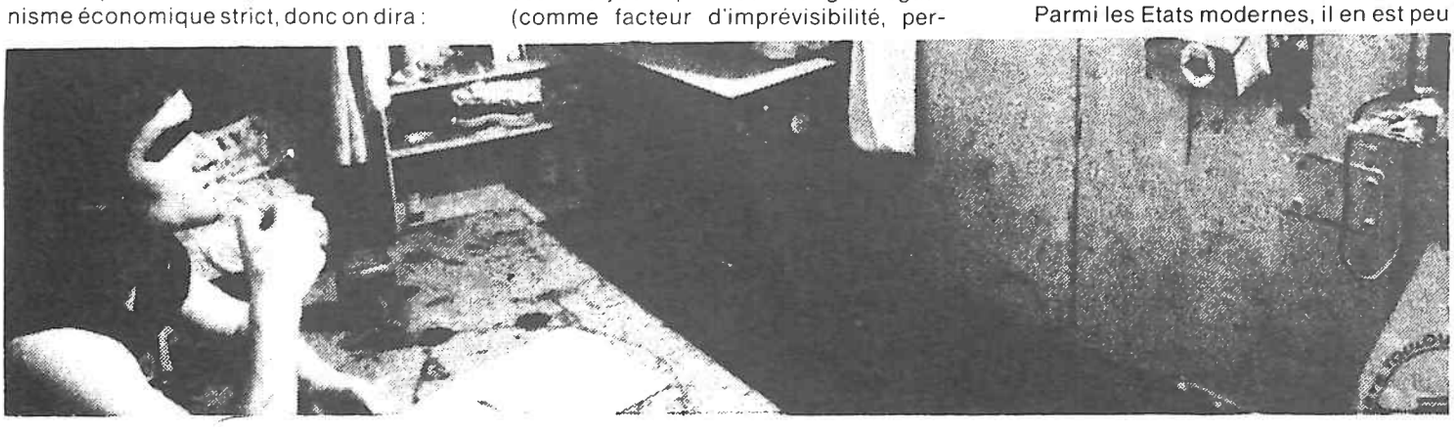
que des sociétés capitalistes occidentales et dans son type de fonctionnement, on peut ne voir que l'effet des ressources dont dispose «encore» le capitalisme, pour remédier aux difficultés qu'il suscite lui-même. C'est le cas de la plupart des analyses révolutionnaires marxistes, qui subordonnent d'abord la concrétisation de toute perspective radicale dans le capitalisme avancé à un certain degré d'aggravation de la crise économique qu'il engendre inéluctablement. Cette aggravation inévitable, **à terme**, des crises, peut être fondée de diverses façons en théorie; mais que l'aggravation résulte du rétrécissement du marché ou de la baisse du taux de profit, et quelles que soient les causes de celle-ci, cela importe peu pour notre objet, si de toutes façons on compte seulement sur elle pour que, les ressources étant taries, les divers dispositifs politiques et idéologiques de domination et de fabrication du consensus soient massivement inhibés.

Pour P. Mattick, par exemple (28), tant que la crise n'a pas pris des proportions nationales et internationales suffisantes pour entraîner un tel effet (c'est-à-dire, tant que les exploités, toutes illusions dissipées, ne se retrouveront pas «le dos au mur»), les chances que se produisent des soulèvements révolutionnaires susceptibles de s'orienter ensuite dans un sens anticapitaliste, antiétatique et antiautoritaire, restent négligeables. Lorsque cela se produira, ces chances seront meilleures, sans équivaloir cependant à une certitude: car tout dépendra alors du niveau de conscience atteint par les exploités, à travers leurs actions et expériences précédentes. Sur ce niveau de conscience règne la plus grande incertitude: d'un côté, on ne peut renoncer à l'idée d'une accumulation de l'expérience collective des travailleurs, sans risquer de tomber dans un déterminisme économique strict, donc on dira: *"L'histoire de l'échec est aussi celle des illusions abandonnées et de l'expérience acquise, sinon pour l'individu au moins pour la classe"* car *"il n'y a aucune raison de supposer que le prolétariat est incapable de tirer les leçons de l'expérience"* (29). Sauf celle-ci, tout aussi assurée: *"ce qu'une génération a appris, la suivante l'oublie, menée qu'elle est par des forces qui échappent à son contrôle et à sa compréhension"* (39). Ainsi, le processus de la prise de conscience de classe restant indéterminable et imprévisible, on demeure partagé entre les constats pessimistes (*"après cent années d'agitation socialiste, l'espoir de l'émergence de mouvements socialistes, qui reconnaissent dans la relation capitaliste la source d'une chute effroyable vers la barbarie, semble bien mince"*) et la confiance, si l'on peut dire, dans une aggravation de la crise (fondée dans l'analyse économique) et dans son effet sur les exploités. Et tout en sachant qu'on a, dans le passé, *"surestimé la capacité de l'idéologie marxiste à influer sur la conscience de classe du prolétariat"* (31), il n'est d'autre recours que de scruter, dans le cadre de cette même théorie marxiste, les difficultés où s'enferre le capitalisme et les remèdes inégaux et temporaires qu'il parvient à y apporter, ainsi que les réactions et résistances par lesquelles y répondent à leur tour les travailleurs, et de s'efforcer de faire comprendre à ceux-ci que ces difficultés ne feront que croître et ne seront surmontées, dans le cadre capitaliste, qu'à leur détriment. Toutefois, ces considérations restent forcément théoriques et abstraites. Les travailleurs ne les comprennent vraiment dans toute leur portée que lorsqu'ils sont précisément le dos au mur, acculés par la crise. Le cercle est ainsi refermé. Et comme le facteur temps ne peut être intégré dans ces analyses que sous l'angle négatif (comme facteur d'imprévisibilité, personne ne pouvant dire ni où ni quand la crise atteindra les proportions «attendues» et rendra possibles des réactions salvatrices (32), l'analyse d'intention activiste débouche sur une incertitude généralisée — au point que c'est à peine si l'on peut parler de perspective. Ainsi, lorsqu'avec une infinie patience, on s'efforce de mettre en relief les exemples de luttes autonomes qui éclatent périodiquement au sein du mouvement social (33), on est en même temps conduit à noter objectivement leur caractère limité, isolé, dispersé, et l'on court le risque d'alimenter l'idée d'une intégration capitaliste encore si solide que personne ne peut assurer entrevoir son ébranlement. D'où le recours à la théorie des crises. La fonction essentielle de celle-ci se résume donc, en posant des limites théoriques au développement capitaliste, à prévenir la tentation intellectuelle de déclarer la société capitaliste définitivement intégrée au plan économique — résultat non négligeable, mais d'un impact bien limité.

2) D'autres analyses, menées d'un point de vue plus politique, et plus ou moins conscientes de la nécessité d'une polarisation sociale pour que surgissent des objectifs révolutionnaires, s'attachent à relever dans les sociétés occidentales tous les signes possibles d'un durcissement du pouvoir moderne, d'une tendance au «néo-fascisme» ou au «néo-totalitarisme», à mettre en relief l'intensification de la répression, de la violence d'Etat, du terrorisme d'Etat, et ceci jusqu'à envisager ou annoncer une identification des dominations occidentale et soviétique.

On reconnaît ainsi, indirectement, que ce qui est susceptible d'entraîner radicalisation et mobilisation, c'est bien le pouvoir perçu comme pure violence, comme excès et comme abus.

Parmi les Etats modernes, il en est peu



qui ne donnent pas matière à la dénonciation, tout à fait justifiée, des actes de répression auxquels ils se livrent, et de la dérive répressive de leurs institutions, judiciaires, policières, etc., qui s'en prennent par exemple aux immigrés, aux militants, ou à d'autres boucs émissaires.

Force est pourtant de constater le peu d'écho que rencontre l'exhortation militante sur ce thème, quand ce n'est pas une sereine indifférence ou une approbation ouverte ; chacun pouvant se rendre compte à cette occasion de l'efficacité des dispositifs de pouvoir qui produisent ici leurs effets. A défaut donc de pouvoir attendre que se produise par là la polarisation nécessaire, il reste toujours possible d'en prédire l'apparition, en tablant derechef sur l'aggravation des conditions économiques pour accentuer la réorientation répressive du pouvoir d'Etat (et on est alors ramené à la perspective plus « économiste », évoquée plus haut).

On se contentera d'observer que de tels durcissements répressifs, lorsqu'ils se produisent, comme en RFA, en Italie, en Espagne, en France également) sont bien loin d'entraîner à eux seuls une modification assez profonde et assez générale des mécanismes du pouvoir pour que celui-ci tende à s'assimiler au pouvoir de type soviétique, ou pour susciter une polarisation du corps social en partisans et adversaires de l'ordre. Le cas de l'Allemagne est, comme toujours, particulièrement éclairant — sans doute à cause de sa « modernité » : il y a bien eu clivage, et même d'une certaine façon polarisation entre la société et une contre-société (34) ; toutefois, ces deux termes n'étaient pas ou ne sont pas en lutte ouverte, mais plutôt dans un rapport d'articulation et de complémentarité réelle entre une écrasante majorité et ceux qui « vivent autrement ». Et la gestion de cette articulation, c'est quelque chose que le pouvoir était tout à fait en mesure de prendre en charge.

Le pouvoir d'Etat a pu en effet apprendre à contrôler ses propres démarches répressives plus facilement qu'à maîtriser ses propres contradictions ou ses multiples tâches ; c'est ce qu'il a appelé « préserver les garanties démocratiques », et il est parvenu de toutes façons à en donner, via les media, une représentation « acceptable », de façon à éviter de prendre le visage de la tyrannie. Ce n'est certes pas par attachement des gouvernants occidentaux à la démocratie que la répression reste contenue entre certaines limites, d'ailleurs mouvantes — encore que l'on voie mal comment des politiciens qui ont passé toute leur vie publique dans le cadre dit démocratique s'accomoderaient si facilement du passage à un autre type, fasciste ou stalinien, de domination : le pouvoir nazi a dû recruter son propre personnel avant de pouvoir contraindre les autres. Ce n'est pas non plus par répugnance envers le totalitarisme, avec lequel les régimes occidentaux font par ailleurs bon ménage ; c'est plutôt, semble-t-il, pour ne pas risquer d'enclencher un processus qui réactiverait le tissu social au détriment de la politique

institutionnelle faite de désocialisation, et qui menacerait le consensus ordinaire, constitué essentiellement de distance, d'indifférence et de fascination mass-médiatique ; mai 68 avait laissé entrevoir les conséquences incontrôlables qu'un tel processus peut amener.

3) Parmi les autres perspectives que les conditions présentes permettent de considérer, l'une des moins improbables (35) est celle du retour des tentatives révolutionnaires à l'Est ; nous avons déjà évoqué les facteurs qui les favorisent dans ces régimes. Certes, les expériences des trente dernières années n'ont pas montré de façon convaincante la tendance de tels mouvements révolutionnaires à déborder de leur propre cadre (le cadre soviétique) ni même à se généraliser à l'intérieur de celui-ci, elles ne prouvent pas la fragilité mortelle des régimes soviétiques. Mais elles n'ont pas montré non plus que ces régimes sont capables d'étouffer définitivement ces mouvements — bien au contraire.

Si, comme c'est tout à fait possible, des mouvements sociaux se reproduisent ou s'intensifient dans les pays de l'Est (la Russie en étant exclue, probablement pour longtemps), ils peuvent avoir les conséquences les plus diverses. D'ores et déjà, ceux qui ont éclaté (en Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) ont eu pour effet d'accentuer le **décalage** entre le mode de domination soviétique, dont nous avons dit tout ce qu'il a de plus rudimentaire, et les dispositions et attitudes des populations qui y sont soumises ; ce décalage, cette brèche qui s'est ouverte et s'agrandit un peu plus à chaque crise, les pouvoirs soviétiques parviennent encore à les combler, mais avec une difficulté croissante. C'est ce que montre encore aujourd'hui la Pologne : il y a là, de plus en plus, toute une vie sociale qui ne se déroule plus parallèlement aux normes édictées par le pouvoir (comme c'est encore le cas en Russie) mais **à l'encontre** de ces normes et de ce pouvoir lui-même, lequel se voit donc progressivement relégué à son propre espace institutionnel, ce qui est un signe d'affaiblissement.

Ce pouvoir sur la défensive, la puissance russe et les puissances occidentales rivalisent d'aides et de conseils pour l'aider à se rétablir ; mais rien ne garantit, tout au contraire, que dans les conditions d'aujourd'hui, ce rétablissement pourrait encore emprunter les voies de 1968 ou de 1956, en cas de crise ouverte. Le bilan du coup militaire de 1981, en Pologne, n'est pas encore dressé : l'ordre qui règne à Varsovie n'a pas le même visage qu'il y a huit ou dix ans, et l'avenir est ouvert.

Car par ailleurs, à travers les échanges de toutes sortes entre les pays de l'Est et les pays occidentaux, ces sociétés sont en communication constante les unes avec les autres, alors que leurs structures politiques et idéologiques sont hétérogènes, sinon inarticulables ; ce rapprochement, qui n'est pas une assimilation même tendancielle, est lui aussi la source d'un décalage entre le pouvoir et la société, aux conséquences imprévisibles.

Quant à l'impact que des mouvements sociaux radicaux situés à l'Est pourraient avoir dans les pays occidentaux eux-mêmes, c'est toute une analyse qui reste à mener : apparemment, ils n'ont jusqu'à présent intéressé et « mobilisé » qu'une fraction minuscule des sociétés occidentales ; mais d'autre part, ils ont indéniablement contribué, jusqu'à un certain point, à clarifier et à démystifier les idées courantes sur le régime soviétique, la Russie, et le socialisme, et ce dans toutes les couches de la société. Comme on l'a vu, cela n'a pas été sans répercussions sur la présence de l'idée de « révolution ». De tels mouvements peuvent encore, dans l'avenir, ouvrir et stimuler la réflexion et les projets de transformation sociale.

4) Enfin, dans le cadre même des sociétés capitalistes occidentales, rien n'exclut définitivement la décomposition plus ou moins souterraine ou rapide de leur système de domination, sous le double effet d'une part, de ses propres difficultés économiques, politiques, etc., et de son propre engorgement, et d'autre part d'une **reviviscence du tissu social.**

Car plus que par le progrès des idéologies révolutionnaires revues et corrigées, c'est par des mouvements et actions ayant pour effet de contrer l'atomisation, la dispersion, de reconstituer des groupes et des communautés réelles et concrètes, que ce soit au plan local ou au plan des luttes sociales, que peut se dérouler (dans le meilleur des cas) un processus de resocialisation (sûrement limitée, partielle, éphémère), qui reste la condition pour que des transformations soient entreprises par un sujet collectif, pourvu d'une identité et capable de se reconnaître lui-même.

Rien ne sert ici d'opposer au réformisme naïf ou rusé des sociaux-démotres l'antiréformisme révolutionnaire : aujourd'hui comme hier, ce n'est que par rapport à des **objectifs immédiats, proches, visibles, et par conséquent forcément limités**, que des intentions et projets d'action collective peuvent se constituer ; les objectifs de transformation globale, radicale, demeurent sans écho et sans consistance, tant qu'ils ne se déploient pas sur l'horizon d'actions et de mouvements en cours.

Encore faudrait-il, même dans ce cas, que ces idées et projets « révolutionnaires » soient capables d'intégrer des dimensions et des aspects qui avaient été jusqu'ici négligés ou refoulés. En particulier ceux que nous avons évoqués.

Ainsi, toute action collective implique une **composante identitaire** « plurielle », elle peut inclure des dimensions économiques, culturelles, ethniques ou autres : on ne peut pas préjuger de leur sens, c'est seulement par leurs effets sociaux que de telles composantes manifestent une portée radicale ou conservatrice. Il est bien entendu nécessaire d'être vigilant envers les usages et manipulations que cette pluralité de dimensions suscite, mais il est inutile d'exiger ou de poser, en théorie, la prédominance d'une seule d'entre elles.

D'autre part, toute identité collective ayant son fondement dans la réalité présente, les projets de transformation doivent inclure dans leur démarche une certaine **valorisation de l'existant**, et non pas seulement sa critique ; sous peine d'être capable de rallier aucune adhésion, il est nécessaire d'évoquer ce qui peut et doit être conservé et développé, ou ce devant quoi s'arrêteront, au moins provisoirement, les projets de mise en ordre rationnelle ; donc limiter ou délimiter le champ d'intervention, circonscrire la portée de la rationnalisation. C'est là, en même temps, un moyen de désamorcer les craintes que font naître le pouvoir et les entreprises qui le visent, de témoigner d'un respect du social, et de son « autonomie », tout en posant la possibilité d'une réappropriation du politique, et non pas de sa « destruction ».

Seul l'avenir peut dire si, face aux dispositifs de pouvoir qu'on su mettre en œuvre les pays les mieux nantis, les bases subsistent sur lesquelles peuvent se développer des mouvements radicaux et des entreprises de transformation sociale globale.

Dès à présent, les aspects les plus aigus et les plus concrets des crises économiques manifestent l'irrationnalité croissante du système à l'intérieur duquel les changements en cours se trouvent enfermés. De leur côté, la persistance et à certains moments l'intensification des résistances de tous ordres, en particulier des luttes sociales, témoignent des limites auxquelles se heurtent également les pouvoirs les mieux équipés. Ainsi ressurgit périodiquement l'idée d'une **rupture** nécessaire, d'une polarisation de la société, capables d'orienter ces réactions et ces constatations vers des entreprises pratiques.

Cette idée, toutefois, ne prendra corps, n'éveillera un écho, ne pourra animer de telles entreprises qu'à certaines conditions : que l'on se défasse de schémas simplistes, pseudo-rationnels, soi-disant radicaux, et dont l'insuccès historique témoigne non seulement de la solidité de l'ordre établi mais aussi de leurs faiblesses propres. C'était là la direction que nous voulions indiquer, et où il nous semble qu'il faut s'engager, fût-ce au prix de la renonciation aux idées confuses de « la révolution ».

C. Orsoni - Février 1985

NOTES

(16) C'est le thème de l'intervention d'O. Alberola à Venise, 1984 : *"Abandonar o reinventar la revolucion"*.

(17) Cf par ex. M. Richir, dans *Esprit*, sept. 1976.

(18) Cf par ex. M. Horkheimer, *Théorie critique*, Paris, 1978, p. 358 (1970).

(19) H. Arendt, *De la révolution*, Paris, 1967, (1963), p. 319.

(20) Ces cinquante années peuvent paraître une durée négligeable, rapportée au cours et à la lenteur de « l'histoire universelle » ! Cela permet néanmoins à la réflexion un certain recul. D'autre part, le cours de l'histoire semble s'être notablement accéléré...

(21) Cf F. Mintz, *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Paris 1976.

(22) Cf les nombreux textes que P. Mattick a consacré à la révolution allemande, par ex. : *R. Luxembourg, une rétrospective*, dans *Le marxisme, hier, aujourd'hui et demain*, Paris, Spartacus, 1983, p. 109.

(23) Il faudrait analyser spécialement les raisons de l'absence de mouvements révolutionnaires en Russie soviétique, et se demander en particulier s'il faut la compter au nombre des pays industriels modernes ou avancés.

(24) Cf C. Lefort, *"L"insurrection hongroise"*, op. cit.

(25) Nous avons proposé une analyse de ce dispositif particulier de domination : cf C. Orsoni, *Le régime idéologique soviétique et la dissidence*, Ed. Nautilus, Paris, 1983. Il faudrait aujourd'hui compléter cette analyse par celle des moyens qui ont permis l'élimination quasi-complète de la dissidence en URSS.

(26) Les fonctions d'intégration capitaliste et de neutralisation des tendances radicales, assumées par les organisations soi-disant « ouvrières », n'ont pas besoin d'être démontrées ni rappelées.

(27) A. Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, 1984.

(28) Les réflexions qui portent sur la position exemplaire de P. Mattick, telle qu'elle s'expose par ex. dans *Le marxisme hier, aujourd'hui et demain*, op. cit. p. 28-32, valent a fortiori pour toutes les positions moins profondes ou moins cohérentes.

(29) Ibid. p. 32.

(30) Ibid. p. 30.

(31) P. 31

(32) P. 32 : en effet, *"le changement historique reste un processus extrêmement lent... surtout mesuré à l'aune d'une vie humaine"*. On peut d'ailleurs se demander si cette unité de mesure n'est pas la seule qui importe vraiment...

(33) Cf par l'analyse de la grève des mineurs anglais, par H. Simon, I.R.L. n° 58, janvier-février 1985.

(34) Bien entendu, il ne s'agit pas ici de la Fraction Armée Rouge (RAF) ni des tentatives similaires qui auraient plutôt l'effet inverse de celui quelles prétendent obtenir, et renforcent la cohésion et le consensus au lieu de la désagréger. Cf sur ce problème *L'autonomie en France et en Italie*. Paris, Spartacus. Il s'agit de la contre-société de ceux qui s'efforcent de « vivre autrement ». Cf *"Ils vivent autrement"*, par I. Dieiner, Paris.

(35) Il en existe au moins une autre, qui est celle de la **guerre**. Elle relève d'une analyse (et de moyens d'analyse) dans laquelle on n'entrera pas ici.

Livre

TÊTE DE TURC

Gunther Walraff
Editions *La Découverte*.

Dans nos sociétés industrielles, tout en bas, il y a ceux qui s'occupent de nettoyer notre merde, ceux qui sont condamnés à servir à perpétuité un outil de production qui les broie, les intoxique, les use. Tout en bas, aujourd'hui, se trouvent les travailleurs immigrés. Au siècle précédent il y avait eu les paysans appauvris acculés à quitter leur terre. Et puis, hier comme aujourd'hui, cette population qu'on nomme quart-monde, sous-prolétariat, déclassés, vagabonds, misérables, nouveaux pauvres, ces individus inadaptés, parfois handicapés, qui sont rejetés, exclus.

Le capitalisme consomme toujours de la chair fraîche y compris au sein des sociétés les plus développées. Pour qui en doute et s'imagine les écrits de Zola, de Villermé, d'Albert Londres ravalés au rang de l'histoire, il ne reste qu'à ouvrir *Tête de Turc*, *Ganz Unten*, en allemand, ce qui signifie *Tout en bas*. Ce livre est une arme précieuse en cette époque de retour de la formidable hypocrisie sociale qu'est l'idéologie libérale. Cette époque qui crache sur le mot « égalité » au nom d'une liberté qui se débite en rondelles bien peu ragoûtantes parfois ; la liberté du fric se pare d'oripeaux séduisants : liberté des ondes, liberté d'enseigner, liberté d'entreprendre... pour camoufler toujours le même objectif : s'affranchir des règles sociales qui limitent son pouvoir.

TOUT EN BAS C'EST LE TROU NOIR

Il est loin le temps des enquêtes à la base, des jeunes gauchistes servant le peuple, des revues haut-parleurs du moindre soubresaut populaire. Du passé faisons table rase ! Faute d'avoir bouleversé la société, l'extrême gauche française s'est dissoute, évaporée, et ses anciens chantres et leaders n'en finiront jamais de nous chanter que rien de ce qui fut ne doit plus être. Dommage, car s'il est bien une idée qui méritait un autre sort c'est bien celle d'enquête, remise à l'honneur dans les années 60 à 70 : aller voir sur le terrain, écouter d'autres gens que les notables, recueillir d'autres paroles que celles des autorités établies et des institutions reconnues, et puis, faire circuler cette information, la confronter, donner à penser autre chose que des slogans, des formules toutes faites, de la langue de bois ou du jargon d'intellectuel.

Les témoignages militants sont aujourd'hui rares. Bien souvent les médias les récusent. Les journalistes côtoient les notables, les détenteurs d'un pouvoir ou d'un savoir reconnu. Ils privilégient leurs discours, points de vue, opinions. les autres, ceux d'en bas, s'expriment décidément trop mal, ça ne passe pas ! Pour les journalistes le savoir de ceux d'en bas est entâché de subjectivité tandis que les propos des gens autorisés — ceux d'en haut — est automatiquement crédité d'objectivité.

Voilà pourquoi Walraff a fait œuvre de salut public en menant à bien son enquête et en se batissant une réputation que le patronat allemand s'acharne à détruire par tous les moyens, sans y parvenir. Il a permis d'entendre ceux d'en bas ! Il contribue ainsi à réveiller des sentiments de révolte, d'écœurement, de critique de notre société, qui s'éteignent à mesure que l'ignorance et l'isolement s'installent.

Walraff est un militant d'extrême gauche qui lutte contre l'inégalité sociale et contre l'injustice.

« Grâce à son livre, les négriers de la sous-traitance sont poursuivis, arrêtés, condamnés ; des équipes volantes de contrôleurs officiels sillonnent les usines pour sanctionner les abus ; les horaires tueurs d'hommes sont abolis ; des textes de lois en préparation devraient éliminer définitivement l'esclavage usinier »

(Préface de Gilles Perrault)

TOUT EN BAS, ILS SONT PLUS NOMBREUX QU'ON NE DIT

Intéressez-vous à cette population, croissante, qui vit proche ou au-dessous du seuil de pauvreté — les immigrés en constituent le principal contingent. Osez décrire la réalité triviale de leur vie quotidienne pour dénoncer l'égoisme, l'injustice, l'illégalité dont ils sont les victimes de choix. Tentez de rapporter sans détour, sans charabia sociologico-n'importe quoi, ce que vous savez de leurs conditions de travail. Vous aurez alors réuni toutes les chances de vous faire traiter de « chrétien qui porte la misère du monde sur ses frêles épaules » (*Libération* du 11.04.86) voire de misérabilisme ou d'ouvriériste !

Les temps changent ! C'est un lieu commun que de considérer aujourd'hui la surexploitation comme phénomène marginal « qui ne touche qu'un infime pourcentage de la population active » (*Libération* du 11.04.86). Pourtant aucune statistique n'est jamais produite. Essayez, par exemple, de connaître le nombre de salariés concernés par le travail précaire, le type d'emploi, le niveau de qualification, l'échelle des rémunérations, et pourquoi pas, le nombre d'infractions au code du travail dont ils sont les victimes... Essayez de trouver le véritable nombre de salariés esquintés par leur travail : malades, handicapés, tués. Cherchez des estimations de la délinquance patronale, même la plus grave (non respect de la réglementation du travail et en particulier des règles de sécurité)...

Vous ne trouverez quasiment rien ! Alors ? Phénomène marginal que la surexploitation dénoncée par Walraff ? Peut-être, mais cela reste autant à prouver que l'hypothèse contraire, à savoir que le capitalisme secrète et a besoin d'entretenir un espace d'exploitation sauvage, illimité. En tout cas les situations vécues et décrites par Walraff chez Mac Donald (secteur tertiaire, restauration rapide), Thyssen (secteur

secondaire, trust sidérurgique), dans le bâtiment, l'industrie pharmaceutique, l'énergie nucléaire, ne sont pas des situations marginales ou les résidus d'un capitalisme primitif ou sauvage du 19eme siècle. Qu'on en juge!

TOUT EN BAS C'EST L'ENFER

Donald ou Picsou?

Chez Mac Donald, entreprise moderne et performante, comme on dit aujourd'hui, l'idéologie du rendement prime toute autre considération, aussi bien le respect du consommateur que la dignité des travailleurs. Bouffe aussi rapide que douteuse pour les premiers, et pour les autres, cadences infernales, antisyndicalisme, répression de toute velléité d'indépendance, heures supplémentaires imposées, hygiène et sécurité négligées.

Sur les chantiers

Dans le bâtiment l'entrepreneur moderne a appris à rendre suffisamment opaque ses affaires pour gêner et même interdire les enquêtes fiscales, pénales, sociales. D'ailleurs, il les craint d'autant moins que la justice fait preuve de mansuétude, et la droite carrément de complicité, à l'égard de la délinquance patronale. Le travail noir dans ce secteur est parfaitement contrôlé et organisé par les entreprises: le marchandage d'hommes à pignon sur rue. Ces hommes, en Allemagne ce sont, bien entendu, les Turcs. Ils ignorent les conditions dans lesquelles on les emploie: pas de contrat, pas de déclaration d'embauche, pas de trace écrite, pas même une fiche de salaire. Ils sont corvéables à merci, sous peine de renvoi immédiat. Les travaux exténuants ou casse-pipe leur sont réservés. Leur sueur coûte moins cher que la location d'une grue!

« L'horreur est à nos portes »

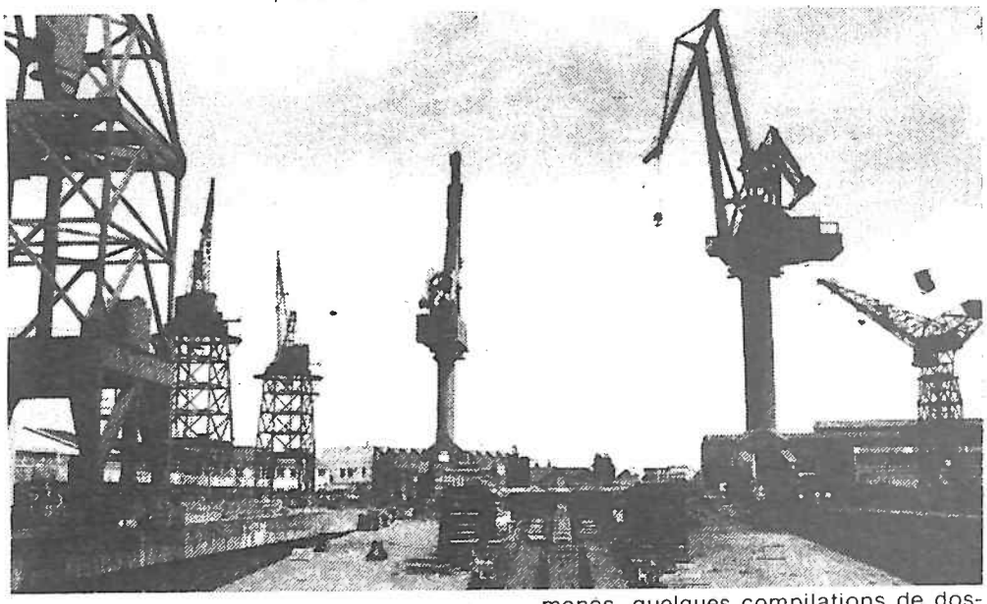
Chez Thyssen, ce fameux trust de la sidérurgie, le marchandage d'hommes prospère. Les entreprises de sous-traitance s'emboitent comme des poupées russes pour brouiller les curieux et se partager tranquillement le pactole versé par cette grande entreprise pour effectuer dans n'importe quelles conditions les tâches les plus sales, les plus dangereuses.

Selon les travaux demandés, Thyssen verse à ces négriers entre 35 et 80 Marks de l'heure par ouvrier. Mais ce dernier ne reçoit qu'entre 5 et 10 Marks de l'heure pour une vie d'enfer. Partout la poussière ou les gaz, ici la chaleur des fours, des machines, de coulées de métal en fusion, là le froid, le vent, les intempéries, et puis aussi le bruit et les vibrations, les postures qui brisent le corps, les matériaux qui tombent et risquent de l'écraser; dans les recoins les plus sordides de cet univers inhumain, s'activent des hommes sans casques, sans masque, sans vêtements de protection, durant 10 heures, 20 heures par jour, 60, 70 heures par semaine, 200, 250 et même jusqu'à 350 heures par mois. Le travailleur turc en Allemagne est victime de la flexibilité de l'emploi: depuis 1974, Thyssen a licencié 17.000 travailleurs sous contrat à durée indéterminée pour les remplacer par des travailleurs précaires!

Perdre sa vie à la gagner

Dans cette rue des entrepreneurs, Walraff a longuement observé un personnage: patron dynamique, fonceur, gagneur; le modèle même du nouveau héro des années 80: profits substentiels, services rendus hautement appréciés, croissance rapide du chiffre d'affaire, etc Ce personnage est pourtant un assassin en puissance, un cynique qui considère ses salariés comme des sous-hommes.

Ce personnage, le négrier d'aujourd'hui, ne se rencontre pas seulement dans les activités traditionnelles — restauration, bâtiment ou sidérurgie — mais aussi dans des branches industrielles en plein essort et à la pointe de la recherche technologique: l'industrie nucléaire et l'industrie pharmaceutique recourrent elles-aussi au travail précaire.



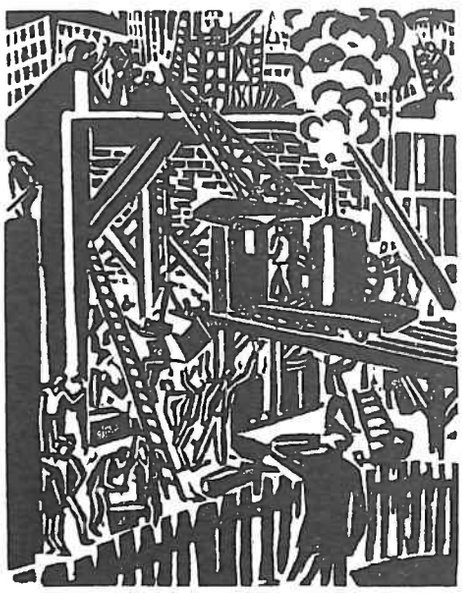
A La Hague (centre de retraitement des déchets nucléaires situé en Normandie), la CFDT employait l'expression «viande à Rems» pour ces travailleurs de passage affectés à des tâches particulièrement exposées aux rayonnements.

En Allemagne «la viande à Rems» c'est le Turc. On l'envoie pour des interventions de maintenance, prendre sa dose; après quoi, il est sensé ne plus travailler dans le nucléaire durant une certaine période. Mais qui peut prouver que ces doses répétées sont sans danger et qui s'assure d'ailleurs que cette main-d'œuvre financièrement démunie ne multiplie pas les interventions simplement en changeant de lieu?

La maladie est aussi au bout d'un autre boulot offert à la main-d'œuvre immigrée: le travail de cobaye pour l'industrie pharmaceutique. Cobaye pour des expérimentations souvent inutiles, parfois lamentables et dangereuses.

TETE DE TURC EN FRANCE

En France, c'est plutôt l'Arabe ou l'Africain qui ne peut vivre qu'en se tuant au travail. Le récent débat sur la flexibilité ne doit pas faire oublier que le patronat n'a pas attendu le vote du Parlement pour imaginer et roder ses nouvelles méthodes de gestion de la force de travail. L'extension du travail précaire —présenté comme indispensable à la survie des entreprises— va livrer des centaines de milliers de salariés à la merci complète de leur employeur. La main-d'œuvre immigrée risque plus que jamais de devenir corvéable sans limite de temps, sans garantie d'emploi, sans protection. Plus que jamais il est nécessaire de dévoiler, dénoncer, enquêter, témoigner sur les injustices, les illégalités, et la formidable inégalité sociale dont sont victimes « ceux d'en bas ». C'est le sens d'un appel lancé par les éditions *La Découverte* en juin 1986: « Faire comme Walraff ». Souhaitons donc que cette initiative ait le succès qu'elle mérite et ne se réduise pas à quelques interviews trop rapidement menés, quelques compilations de dossiers anciens ou d'articles, assaisonnés de vagues considérations théoriques.



Dites nous tout !

Les étrangers, les immigrés, on en parle tous les jours. Le gouvernement a fait une nouvelle loi qui rend leur situation encore plus difficile qu'avant. On parle beaucoup des immigrés, mais ont ne parle pas de ceux qui profitent de leur situation difficile pour s'enrichir. Ce sont les *Négriers modernes*. Ils trompent les gens qui ne connaissent pas leurs droits, ils leur volent de l'argent, ils leur prennent leur santé. Ils volent aussi l'Etat, la Sécu, donc les contribuables. ils violent les lois.

Dans *la confection*, dans le *nettoyage*, dans les *cuisines*, sur les *chantiers*, dans les *ateliers*, des étrangers et des français sont exploités de manière scandaleuse.

Ceux qui savent se taisent, ceux qui subissent ont peur de parler. S'ils parlent, ils se font virer, expulser. PEUT-ON CHANGER CELA ?

Un journaliste allemand nous répond : OUI, C'EST POSSIBLE.

Il s'appelle Günther Wallraff. Pendant deux ans et demi, il a pris l'identité d'un travailleur turc pour *espionner les négriers*. Ensuite, il a raconté leurs méthodes dans un livre et un film, *Tête de Turc*. Son livre s'est vendu à deux millions et demi d'exemplaires. Avec l'argent gagné, il a créé un Fonds pour aider les victimes des discriminations. La justice et la police ont été obligées de s'occuper des négriers qu'il dénonce. Les travailleurs étrangers en Allemagne voient, grâce au témoignage de Wallraff et à ses conséquences, qu'il est possible d'empêcher les trafiquants de s'engraisser sur leurs dos.

Nous avons traduit *Tête de Turc* en français. Ça nous a donné l'idée de faire comme Wallraff, surtout après le succès du livre : 100.000 ventes en France.

Nous avons commencé une grande enquête sur ceux qui exploitent les immigrés en France.

Nous avons besoin de *votre témoignage*. Racontez-nous ce que vous savez, nous enquêterons et nous publierons les résultats de l'enquête. VOTRE ANONYMAT SERA RESPECTÉ.

N'hésitez plus ! *Témoignez !*

Téléphonez au *45.31.43.38* à Paris

écrivez à :

Têtes de Turc en France
Editions La Découverte
1, place Paul Painlevé
75005 PARIS

L'MOUV'MENT DE LUTTE

PLATEFORME POUR LA RECONSTRUCTION D'UNE RADIO

QUI SOMMES-NOUS ?

Des animateurs et des auditeurs qui ont eu comme point commun Radio Mouvance, qui se sont connus par l'intermédiaire d'un émetteur. A la suite de la 6ème saisie du 24 avril 1986, nous avons décidé, contrairement au petit noyau fondateur et dirigeant de la radio, de reconstruire une radio de lutte.

Nous étions animateurs ou auditeurs de Radio Mouvance parce que c'était la seule radio qui était devenue porte parole de toutes les luttes, tant nationales qu'internationales, et que l'intervention téléphonique des auditeurs à l'antenne, possible à tout moment, en avait fait un formidable outil de débat et de confrontation.

QU'ÉTAIT RADIO-MOUVANCE ?

- Une lutte quotidienne contre la désinformation ; une information permanente sur plein de sujets jamais abordés par les médias du pouvoir : les luttes des peuples baillonnés, les résistances qui existent en France, mais aussi des sujets scientifiques, culturels, etc.
- Une discussion permanente en direct à l'antenne qui permettait à tous, individus isolés ou non, de s'inscrire dans une réflexion collective, de parler de leurs expériences et d'en débattre, d'amener la confrontation entre points de vue contradictoires.
- L'accès à la parole par la maîtrise d'une technique qui met en contact ceux qu'on veut séparer, exclure.
- Une vraie radio libre, puisque financée par ses animateurs et ses auditeurs.

Mouvance était devenue lieu de confrontation constructive entre différents courants anti-impérialistes. Mais cette nouvelle identité pas traduite structurellement ni assumée par tous. Le fonctionnement est resté celui du début : une équipe de copains qui construisent leur radio. Le discours à l'antenne, tout en se nourrissant des expériences de ceux qui intervenaient, n'aboutissait pas. La radio restait un but en soi, très fragile face à la répression.

POURQUOI REFAIRE UNE RADIO SUR PARIS ?

Parce que le porte parole des luttes des prolétaires, des mouvements de résistance, des luttes de libération nationale, des minorités opprimées, a disparu avec la saisie de Radio Mouvance, mais pas le besoin d'informer, de communiquer, de dialoguer. Parce qu'il est indispensable que ceux qui n'ont pas droit à la parole aient dans leurs mains un outil de communication pour lutter contre la désinformation, pour contribuer à la reconstruction d'une conscience de classe et favoriser la mobilisation pour développer une conscience anti-impérialiste et internationaliste.

La nouvelle radio devra reprendre les acquis de Radio Mouvance, mais tenter de tirer le bilan des aspects négatifs. Ainsi, nous privilégierons à l'antenne les témoins d'expériences directes, de luttes réelles, les acteurs avant tout, bien après les commentateurs. La radio n'est pas un but en soi, c'est un moyen, le moyen de faire connaître, de promouvoir, de donner la parole à des luttes même très petites, à des expériences en rupture avec le consensus ambiant.

La radio sera hétérogène : il n'y aura pas qu'une seule voix, un seul avis. Chaque émission, chaque animateur peut réserver son point de vue et lancer le débat à l'antenne.

COMMENT LA FAIRE ET AVEC QUI ?

— La radio sera collective et fonctionnera sous la forme d'une association 1901 ouverte à tous.

— Elle comportera des émissions sur les thèmes suivants :

- Immigration, racisme
- Luttes de libération nationale, réfugiés politiques
- Prison, prisonniers politiques
- Chômage
- Lutte de classes, reconstruction du mouvement ouvrier, groupes politiques
- Féminisme
- Economie politique
- Social : santé, défense des locataires, des consommateurs.
- Education
- Culturel : musique, cinéma, théâtre, etc.

— Le bureau, fonctionnant au rythme d'une réunion par semaine, sera chargé :

- De faire fonctionner une chronique sociale et politique (informations nationales et internationales).
- De mettre en place un comité de rédaction se réunissant tous les jours.
- De gérer la grille des programmes.
- D'étudier les propositions d'émissions.
- De diffuser les informations internes à la radio.
- D'organiser des réunions inter-émisssions.
- De former les animateurs à la technique radio.
- De gérer la trésorerie et de faire le point tous les mois.
- D'organiser une réunion par mois des animateurs et des auditeurs, couplée avec une réunion de bureau.
- D'envisager la mise en place d'une association d'auditeurs.
- De mettre sur pied un comité consultatif composé de personnalités inscrites dans les thèmes en débat sur la radio, ainsi qu'un comité de protection formé de personnalités éventuellement extérieures à la radio qui se portent garantes de l'existence de la radio.

— Chaque animateur est membre de l'association.

— Tout auditeur qui le souhaite est membre de l'association. L'auditeur est un élément dynamique de l'association. Les animateurs qui le souhaitent pourront intégrer des auditeurs à leurs émissions et les aider à devenir de nouveaux animateurs. Les auditeurs pourront, comme sur Radio Mouvance, intervenir par téléphone et s'ils sont membres de l'association, participer à la vie de la radio.

— L'adhésion à la CNRL est à l'étude.

— Mise en place d'échanges avec :

- D'autres radios (réseau CNRL, province, étranger)
- Des groupes de quartier, d'entreprise.

— Participation aux fêtes politiques, manifestations, meetings, etc.

— Demande de dérogation prévue selon les lois en vigueur.

Pour tous contacts :
RADIO ROSTA
150, rue de la Roquette
75011 Paris

Pour soutien financier :
CCP Paris 709.39 N

ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

L'O.C.L
S'EXPLIQUE
ANALYSE
QUESTIONNE
Un livre de 300 pages

ETAT DES LIEUX
Et la politique, bordel !

Editions Acratie/OCL

Ce livre, qui devait sortir courant novembre a pris un peu de retard... Nous avions pensé à tout, sauf au titre ! Il sortira effectivement en décembre. Que ceux qui l'ont commandé se rassurent !!!

Au départ, il y a plus d'un an de cela, nous avions l'idée de rédiger une brochure ; d'une part pour répondre aux sollicitations de lecteurs de *Courant Alternatif* et de sympathisants, insatisfaits de ne pas trouver, dans le mensuel, nos positions politiques suffisamment explicitées ; d'autre part, pour nous efforcer de faire le point, entre nous et avec la contribution de celles et de ceux qui le souhaitaient, afin de tirer un bilan collectif de nos acquis pratiques et théoriques.

Au fur et à mesure de nos travaux, échanges, et réflexions communs, nous nous sommes trouvé avoir tant à dire que petite brochure est devenue gros pavé...

On trouvera, dans ce livre, après un rappel de nos références politiques historiques et de nos origines organisationnelles, des textes présentés par thèmes. Par souci d'une lecture plus commode, sans doute, mais surtout parce que ces termes correspondent, pour la plupart, à des secteurs où nous avons été présents et/ou nous sommes encore actifs ; ils ont été, ou sont encore, le support et la matière des articles qui paraissent dans *Courant Alternatif*, c'est-à-dire le reflet de nos préoccupations, de nos interventions, de notre réalité.

Textes d'analyse, mais aussi de synthèses, faisant le point sur la façon dont nous envisageons la période actuelle, l'état des luttes et des mouvements sociaux et les rapports que nous entretenons avec eux et en leur sein.

D'un texte à l'autre, se retrouve le fil commun de nos attitudes, de notre démarche, de notre stratégie politique, qui permet de mieux expliquer pourquoi nous nous retrouvons dans une structure telle que l'OCL et éclaire le rôle et l'utilité que nous lui donnons.

Un livre, donc, pour faire mieux comprendre ce que nous sommes, comment et pour quoi nous agissons, ce que nous voulons.

Mais, aussi et surtout, un livre qui, nous l'espérons, par les informations, les analyses et les réflexions qu'il contient, pourra servir d'outil à celles et ceux qui cherchent, comme nous, à intervenir avec le souci de renforcer les mouvements sociaux et d'accroître leurs capacités d'autonomie et de rupture, plutôt que de donner la priorité à l'idéologie et à la construction de l'organisation anarchiste.

AU SOMMAIRE

- ★ *Pourquoi ce livre ? Qui sommes-nous ? De l'ORA à L'OCL*
- ★ *Les situations économiques, sociales, politiques. Mouvements révolutionnaires et mouvements sociaux.*
- ★ *Autonomie ouvrière et syndicalisme*
- ★ *L'immigration, son histoire, ses luttes*
- ★ *Mouvements de femmes et féminisme*
- ★ *Ecole et Formation*
- ★ *L'agriculture*
- ★ *Le nucléaire et les mouvements qui s'y opposent*
- ★ *L'Antimilitarisme*
- ★ *Les relations Est/Ouest. Les mouvements pacifistes*
- ★ *La répression en Europe. L'espace judiciaire européen.*
- ★ *Les luttes de libération nationales*
- ★ *La lutte armée.*

UNE OFFRE SPECIALE JUSQU'AU 31 DECEMBRE
60 FRANCS (port compris) pour ce livre de 320 pages
(qui vaudra 88 francs en librairie)
A Commander en écrivant à
OCL/Egregore. B.P. 1213. 51058 Reims cedex
(Chèques à l'ordre de Denis Jean)

ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Les derniers combats

la lutte face à face"

PEINE MAXIMUM POUR BERNARD JAUDON

Bernard Jaudon, objecteur, insoumis à son affectation, vient d'être recondamné à 12 mois de prison ferme, retrait du statut d'objecteur, retrait des droits civiques, et... maintien en détention. Bernard est emprisonné depuis le 2 octobre 86, suite à sa première condamnation.

Ce verdict est plus qu'un acharnement. C'est une décision pour anéantir la vie de Bernard Jaudon. Et cela parce qu'il est objecteur **ET** instituteur.

Nous ne pouvons rester neutres. Notre solidarité doit être entière et rapide.

Laisser Bernard Jaudon, seul, c'est accepter, à brève échéance, la disparition de toute résistance à la militarisation. Même si vous pensez différemment, même si l'on n'est pas totalement d'accord avec sa démarche, nous ne pouvons rester passifs et accepter la répression qui s'abat sur lui. Répression plus que féroce vis-à-vis d'un homme qui a osé exprimer ses convictions. D'un homme dont l'avenir est aussi en jeu. *La menace d'une interdiction professionnelle est plus qu'imminente.*

Nous rappelons que Christophe Brethenet, objecteur, qui a fait une défense collective avec Bernard Jaudon, a écopé de 4 mois ferme et du retrait du statut d'objecteur. Ils ont fait appel tous les deux, mais Bernard est gardé en détention.

Faites circuler l'information, créez des comités de soutien, envoyez votre solidarité. La pression doit être importante et d'envergure nationale. Toutes les organisations politiques, syndicales et humanitaires ont à prendre position. Les médias doivent aussi être contactés.

Que faire ?

Téléphoner d'urgence : 76.28.36.14
72.04.64.45

Ecrire :
à Bernard Jaudon, n° 3955, Maison d'arrêt, B.P. 88, 13, rue d'Autun, 71100 Chalon (c'est important).
au président du tribunal de Chalon (qui a décidé le maintien en détention). Adresse : 71100 Chalon.
au ministre de la Justice, 13, place Vendôme, 75042 Paris ;
Tél. (16.1) 42.61.80.22

Le comité de soutien
c/o CEP - B.P. 5006
St-Jean, 69245 LYON

PROCÈS D'INSOUMIS A RENNES

Entre 100 et 150 personnes étaient présentes au tribunal de Rennes le 2/10/86 pour le procès des 6 objecteurs libertaires. Nos 6 objecteurs, insoumis à leur affectation, se sont retrouvés ensemble dans le prétoire où ils ont tenu à montrer le caractère politique et collectif de leur insoumission. Ils ont remis les nombreux témoignages de soutien dont ils vous remercient.

Le verdict a été rendu le 6 novembre à Rennes : Bertrand Desroches, Francis Dugay, André Derennes, Yves Legros et Pierre Freoux ont été condamnés à 4 mois de prison ferme et au retrait de leur statut d'objecteur. Pascal Le Floc'h avait été relaxé pour convocation d'huissier non conforme ; Serge Leroux vient d'avoir la confirmation de sa relaxe pour délit non constitué (non remise de l'ordre de route à son lieu de recensement). Mais il a reçu un nouvel ordre d'appel au service civil pour le 17 novembre 86... et repassera donc bientôt en procès...

N'hésitez pas à nous écrire pour plus de renseignements :

Comité de soutien aux insoumis
c/o CPCL B.P. 2571
35036 RENNES cédex

ENCORE UN ANTIMILITARISTE en PROCÈS

Jehan Guy, objecteur insoumis, passera en procès le mardi 16 décembre 1986, à 14 h, à la 5e chambre de Versailles.
Palais de justice de Versailles
3, place André Mignot
78000 VERSAILLES

Vous pouvez dès maintenant donner votre avis au Procureur de la République de Versailles (même adresse), ainsi qu'à : Monsieur le Ministre de la Justice, 13, place Vendôme,
75042 PARIS Cédex 1 (dispensé d'affranchissement).

Le jour du procès, votre présence est vivement souhaitée ! Versailles n'est qu'à 10/15 mn de Paris By train (Montparnasse ou St-Lazare).

Soutien financier, c/o Groupe antimilitariste des Mureaux
14, chemin des Sarrazins
78250 MEULAN
D'avance, un grand merci.

ENCORE UN OBJECTEUR INSOUMIS

Xavier Capdevielle, originaire d'Oloron, dans les Pyrénées-Atlantiques, avait obtenu fin 81 le statut d'objecteur de conscience.

En mai 82, il reçoit sa première convocation à une visite médicale, à laquelle il ne se rend pas.

En novembre 82, deuxième convocation, en vue d'une affectation. Xavier n'y répond toujours pas.

A partir de cette date, il est donc considéré comme insoumis au service civil. Il faut savoir qu'à l'époque 80% des affectations se faisaient à l'O.N.F. Or, Xavier estimait plus utile le travail qu'il a effectué pendant un an au sein d'une association de paysans en difficulté, en zone de montagne, en Soule (Pays Basque).

Quatre ans après, les autorités se manifestent et, considérant Xavier comme toujours redevable d'un service civil, le poursuivent pour délit d'insoumission. Un procès à lieu en janvier 86 à Pau où Xavier, à son insu, est jugé et condamné à 3 mois de prison ferme.

Cette décision ne lui est notifiée que le 28 septembre 86 par la gendarmerie.

Xavier a fait opposition à ce procès. Il comparaîtra le mercredi 10 décembre, à 14 h, à la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Pau.

Envoyer le maximum de pétitions demandant la libération de Xavier à **Adelis, B.P. 14 - 64130 MAULÉON**

Groupe antimilitariste de Soule

vite fait sur le zinc

Atomes crochus

Un ouvrier (et son complice) du chantier de l'usine de retraitement de la Hague sont poursuivis pour avoir provoqué cinq fausses alertes à la bombe dans le seul but de retrouver plus rapidement sa fiancée...

Esclavage

Suite à l'annonce qu'une entreprise de T.P. recherchait des manœuvres, 500 chômeurs se sont rendus dans la cour de la gare du Mans (lieu de rendez-vous). Ils venaient de tout l'ouest de la France et même du Pas-de-Calais. Après une longue attente sans que personne ne puisse donner aucune indication (canulard ou pas ?), M. Grandin de la CBLF (Région parisienne) a embauché 5 maçons. Il a pris 5 nom dans la cohue, et tout le monde est reparti...

Deux autres victimes des lois anti-terroristes

Deux militantes espagnoles, incarcérées depuis le début de l'année à la prison de Fleury-Mérogis, sont actuellement en grève de la faim.

Il s'agit de **Lilagros Caballero** du GRAPO et de **Manuela Ontimilla** du PCE (R).

Leur arrestation est présentée par les renseignements généraux comme l'aboutissement d'une longue filature ayant amené à une cache d'armes, Gare de l'Est à Paris.

C'est donc contre leurs conditions de détention et pour voire satisfaites leurs revendications qu'elles ont entamé, début octobre, cette grève de la faim.

Elles refusent la fouille à corps, elles revendiquent le non-isolement des familles, entre co-étenues, et surtout entre elles deux, pour assurer une défense commune à leur procès, ainsi que la lecture de leur courrier et de la presse.

Leur avocate, I. Coutant-Peyre, a pris publiquement position en annonçant qu'elle tiendrait pour responsables les autorités pénitenciaires de l'état de santé de ses deux clientes. Un groupe de détenus a envoyé une lettre à la direction pénitenciaire afin de dénoncer les mesures disciplinaires dont sont victimes leurs camarades.

Manuela et Milagros sont des prisonnières politiques «justifiant des lois anti-terroristes», leur réaction est une lutte de non-extermination physique, psychologique et politique. Ce processus de lutte anti-terroriste et ses conséquences (souvent carcérales) par l'Etat qui l'applique, vise autant à empêcher le fonctionnement de mouvements révolutionnaires dans les autres pays de l'Europe de l'Ouest qu'à faire front à leur avancée dans son propre pays.

La lutte de Manuela et Millagros, pour un minimum de respect dans les prisons, est l'ultime cri d'espoir de deux femmes acculés au pied du mur.

Soutenir leur résistance c'est aussi dénoncer les lois «anti-terroristes» qui savent mieux que toutes, utiliser les armes de la terreur.

L'MOUV'MENT

350 F D'AMENDE pour distribution de tracts sur la voie publique

Ce n'est ni à Varsovie, ni à Santiago du Chili, mais à Arcachon, le 25 juin 1986, que trois personnes comparaissaient devant le tribunal de police d'Arcachon. Motif : « Distribution de tracts sur la voie publique » (art. R 38 al. 13 du code pénal). Ce n'est pas en vantant la fraîcheur d'une boisson gazeuse qu'ils furent interpellés par la gendarmerie de la base aérienne stratégique de Cazaux, le 7 juillet 85, mais parce qu'ils remettaient en cause le système de défense actuel de notre pays, qui était à l'honneur pendant cette journée « porte ouverte » à la base de Cazaux où sont stationnés les Mirages IV porteurs de missiles nucléaires. Retenus plusieurs heures dans les locaux militaires, on les somma de remettre tous leurs tracts, y compris ceux restés dans leur véhicule.

L'article R 38 al. 13, qui interdit la distribution aux automobilistes sur une voie ouverte à la circulation, fait partie de tout un arsenal de lois visant à restreindre les libertés d'expression (ordonnance 59).

Quels moyens reste-t-il à la disposition du citoyen qui n'a pas accès aux médias pour communiquer des idées différentes de la ligne officielle ?

Notons que le tract distribué prônait une défense populaire non violente et l'arrêt de la course aux armements.

Contacts : Fabienne Kung - Bazens, 47130 Port Sainte-Marie. Chantal Malherbes, tél. 56.51.06.67

Soutien : Auto inculpation pour ceux qui ont déjà distribué des tracts à des automobilistes sans être inquiétés.

Envoi de lettres ou télégrammes pour le jour du procès. Le tout au président de la 3ème chambre des appels de la police correctionnelle de Bordeaux.

Date du procès en appel : Mercredi 17 décembre - 14 h.

"NOIR ET ROUGE"

Le n° 2 de NR vient de sortir (36 p. 18 F). Au sommaire :

- Amérique latine : émergence de mouvements à caractères autogestionnaires (dossier) ;
- Le tout-terrorisme ;
- OSTIE (la vuenue du pape).

Pour aider *Noir et Rouge*, abonnez-vous : 50 F au moins pour 3 numéros ; 100 F au moins pour 6 numéros. Ajoutez 10 F pour l'étranger.

Libeller les chèques à l'ordre de CARES ; les retourner à *Noir et Rouge*, chez Félix, 65 rue Bichat, 75010 Paris.

CENTRE CULTUREL Benoît Broutchoux (1) à LILLE

Septembre 86, le groupe anarchiste de Lille (FA) décide d'acquérir ses propres locaux et d'élargir le champ d'intervention de sa librairie. Le centre culturel Benoît Broutchoux (1) est né ! Situé à Lille-Fives, à 5 mn du métro, il offrira à l'anarchisme d'énormes possibilités dans la région du Nord. Vente de livres et de journaux, bibliothèque, débats, cafète, conférences et expositions sont d'ores et déjà prévus. Une souscription a été lancée. Cent cinquante mille francs sont en effet nécessaires pour nous aider à rembourser le prêt immobilier et à financer l'aménagement intérieur du local. Nous vous demandons d'y participer dans la mesure de vos possibilités et comptons sur votre entière solidarité (2).

(1) Benoît Broutchoux (1879-1944), militant anarcho-syndicaliste, fondateur de la CGT dans le bassin minier du Nord/Pas de Calais, défenseur avant l'heure de la libre maternité.

(2) Cercle d'études sociales - B.P. 4 - 59651 Villeneuve d'Ascq Cédex - CCP 7 806 13 M Lille. Nous recherchons également un soutien matériel (promotion du centre culturel, dons en mobilier, en livres, etc.).

ATHENEE LIBERTAIRE A BORDEAUX

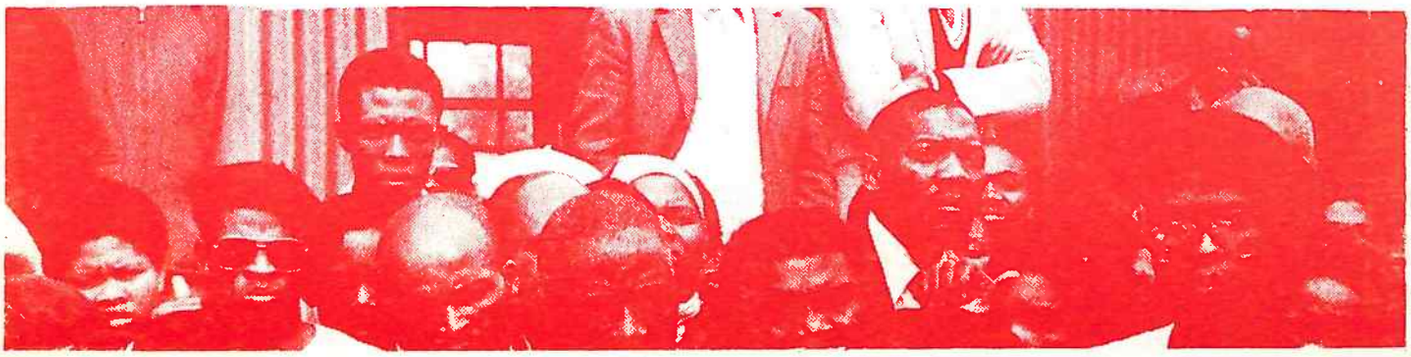
Depuis le mois de mai 86, l'Athénée Libertaire du Muguet propose de multiples activités au public bordelais. Lieu anarchiste, donc scrupuleusement autogéré, qui ambitionne de diffuser une culture libertaire de qualité, l'Athénée libertaire regroupe d'ores et déjà une librairie anarchiste, un café associatif, une bibliothèque de revues (antimilitaristes, féministes, tiers-mondistes, anarcho-syndicalistes, économiques, etc.), une librairie de livre d'occasion, un label anarcho-punk (diffusion de fanzines et de K7), des expositions (photos, peintures), un cours hebdomadaire d'espagnol et d'alphabétisation.

Une fois par mois, l'Athénée libertaire organise une rencontre-débat avec un artiste, un écrivain, un intellectuel ou un militant. Ainsi, en mai 86, l'Athénée libertaire accueillait Hélène Sarrazin pour son livre « Elysée Reclus ou la passion du monde » ; en juin, suite à un diaporama sur l'autogestion espagnole réalisé par la CNTF, Paul Lapeyre animait la journée consacrée au cinquantenaire de la révolution espagnole dont notre camarade fut à la fois acteur et témoin. Ces deux débats, suivis d'un buffet dansant, déplacèrent chaque fois une centaine de personnes. Autant dire que l'Athénée libertaire du Muguet est déjà bien ancrée dans la ville de Bordeaux. Au plaisir de vous rencontrer aux heures et dates d'ouverture de l'Athénée : les samedis et dimanches, de 15 à 19 heures.

Athénée Libertaire du Muguet
7, rue du Muguet
33000 BORDEAUX - Tél. 56.81.01.91

HOMMAGE A LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

En hommage à la révolution espagnole, la revue ITINÉRAIRE vient d'éditer 9 cartes postales. Ces cartes postales représentent des couvertures de journaux et revues anarchistes paraissant pendant la révolution.

Le prix de vente public est de 4,50 F l'unité (en couleur, imprimées recto-verso). Pour toute commande supérieure à 10 ex. pour chaque carte, une remise de 33 % est faite. Le bénéfice servira à la publication de la revue dont le premier numéro vient de sortir et est consacré à Durruti.

Les commandes sont à adresser à Revue Itinéraire, 1 bis, rue Emile, 77500 CHELLES